

PAUVRETÉ PERSISTANTE ET TEMPORAIRE

UN ENJEU DE TAILLE SUR LE TERRITOIRE DE CENTRAIDE
DU GRAND MONTRÉAL



Centraide
du Grand Montréal

Une étude de Centraide du Grand Montréal
en collaboration avec l'Institut national
de la recherche scientifique (INRS).

Octobre 2026

**IN
RS**

Institut national
de la recherche
scientifique



Recherche et rédaction

Xavier St-Denis, professeur agrégé, Institut national de la recherche scientifique (INRS), Centre Urbanisation Culture Société, et directeur, Groupe d'étude en statistique sociale

Rana Bouazer, étudiante à la maîtrise en études de la population, Institut national de la recherche scientifique (INRS), Centre Urbanisation Culture Société

ÉQUIPE DE PROJET DE CENTRAIDE
DU GRAND MONTRÉAL

Coordination

Maude Beausoleil, professionnelle de recherche

Comité de travail

Joris Arnaud, conseiller en évaluation
Mathieu Chaurette, conseiller en analyse de données
Valérie Fortin, conseillère en développement social
Armelle Gautry, conseillère en développement social
Tania Konicheckis, conseillère en développement social
Julie Rocheleau, directrice, Analyse sociale et évaluation

Direction

Tasha Lackman, présidente et directrice générale
Félix-Antoine Véronneau, vice-président,
Développement social

Production

Service des communications

Graphisme et mise en page

Karine Bibeau

Crédits photos: Unsplash+ et iStock

Pour citer ce document:

ST-DENIS, Xavier et Rana BOUAZER (2026).
*Pauvreté persistante et temporaire : un enjeu de taille
sur le territoire de Centraide du Grand Montréal*,
Institut national de la recherche scientifique (INRS)
et Centraide du Grand Montréal, Montréal.

ISBN : 978-2-925484-01-1

Table des matières

Sommaire..... 4

Faits saillants 5

01

La pauvreté persistante
à Montréal : un phénomène
mal documenté.....9

02

Mesurer la pauvreté selon
une approche longitudinale 12

03

Les succès et défis de la lutte
contre la pauvreté au Québec 17

04

Pauvreté persistante à
Montréal de 1999 à aujourd’hui:
qu’en disent les chiffres? 20

05

Cartographie de la pauvreté
persistante sur le territoire de
Centraide du Grand Montréal..... 30

06

Conclusion 44

07

Annexes 51

08

Notes..... 67

09

Bibliographie 75

Sommaire

Voir la pauvreté autrement

Les statistiques sur la pauvreté dressent généralement un portrait de la situation à un moment précis dans le temps. Elles permettent de savoir combien de personnes vivent sous le seuil de pauvreté au cours d’une année donnée, mais ne révèlent ni combien de temps elles y demeurent ni combien d’entre elles feront l’expérience de la pauvreté au fil des ans.

En suivant les mêmes personnes sur une période de huit ans, de 2016 à 2023, cette étude met en lumière une réalité souvent méconnue : la pauvreté est beaucoup plus répandue qu’il n’y paraît et, pour un grand nombre de personnes, elle s’inscrit dans la durée.

L’étude offre également l’un des portraits les plus détaillés réalisés à ce jour sur la pauvreté persistante dans le Grand Montréal, à partir de données couvrant près de 100 territoires de l’île de Montréal, de Laval et d’une partie de la Rive-Sud.

Mesure utilisée dans l’étude

Les résultats présentés reposent sur la mesure de faible revenu après impôt et transferts gouvernementaux (MFR-Apl). Les transferts gouvernementaux correspondent aux sommes versées par les gouvernements aux ménages, comme les prestations pour enfants, l’assurance-emploi ou certaines prestations destinées aux aînés.

Seuils de faible revenu selon la MFR-Apl

- 30 824 \$ ou moins pour une personne seule
- 61 648 \$ ou moins pour une famille de quatre personnes

Comment l’étude définit-elle la pauvreté persistante ou temporaire ?

- Pauvreté temporaire :
1 ou 2 années sous le seuil de pauvreté
- Pauvreté persistante :
3 à 8 années sous le seuil de pauvreté
 - Moyennement persistante : 3 à 6 années sous le seuil de pauvreté
 - Fortement persistante : 7 ou 8 années sous le seuil de pauvreté
- Pauvreté (toute situation) :
1 à 8 années sous le seuil de pauvreté

Faits saillants

1

La pauvreté : une réalité plus répandue qu’il n’y paraît

Lorsqu’on suit les personnes sur une période de huit ans plutôt que sur une seule année, le portrait de la pauvreté change considérablement.

Entre 2016 et 2023, 26 % des adultes de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal ont vécu au moins une année sous le seuil de pauvreté qu’elle soit persistante (14 %) ou temporaire (12 %). Cette proportion est plus du double de celle observée annuellement à partir de 2020 qui oscille entre 10 % et 12 %.

Alors que plusieurs territoires du Québec ont enregistré des progrès importants depuis la fin des années 1990, la proportion de personnes ayant connu au moins une année de pauvreté est demeurée relativement stable dans le Grand Montréal.

À RETENIR

Plus d’un adulte sur quatre (26 %) a vécu une situation de pauvreté entre 2016 et 2023.

2

La pauvreté dure plus souvent qu’elle ne passe

L’étude distingue les épisodes temporaires de pauvreté des situations qui s’étendent sur plusieurs années.

En 2023, dans le Grand Montréal :

- 12 % des adultes avaient vécu une pauvreté temporaire (1 à 2 années sur 8);
- 14 % avaient vécu une pauvreté persistante (3 à 8 années sur 8);
 - 8 % avaient vécu une pauvreté moyennement persistante (3 à 6 années sur 8);
 - 6 % avaient vécu une pauvreté fortement persistante (7 à 8 années sur 8).

Plus généralement, plus de 70 % des personnes vivant sous le seuil de pauvreté dans la RMR de Montréal en 2022, s’y retrouvaient encore l’année suivante.

À RETENIR

La pauvreté persistante est plus fréquente que la pauvreté temporaire.



3

L'exception Grand Montréal

Le Grand Montréal se distingue des autres RMR du Québec par des taux plus élevés de pauvreté qu'elle soit persistante ou temporaire, mais aussi par une progression plus marquée de la pauvreté fortement persistante au cours des dernières décennies (de 5 % en 1999 à 6 % en 2023).

L'étude montre que cet écart s'explique principalement par un risque plus élevé d'entrer dans la pauvreté, plutôt que par une difficulté plus importante à en sortir. Les taux d'immobilité dans la pauvreté demeurent relativement comparables à ceux observés ailleurs au Québec.

Ce constat souligne l'importance d'agir en amont afin d'éviter que des personnes basculent dans la pauvreté.

À RETENIR

La pauvreté est plus répandue dans le Grand Montréal, principalement parce que le risque d'y entrer est plus élevé.



4

L'île de Montréal, au premier rang sur le territoire de Centraide

Entre 2016 et 2023, 34 % des adultes de l'île de Montréal ont vécu au moins une année sous le seuil de pauvreté, comparativement à 23 % à Laval et 20 % sur la Rive-Sud.

L'île de Montréal affiche également les proportions les plus élevées de pauvreté persistante : 20 % de la population a vécu trois années ou plus sous le seuil de pauvreté, comparativement à 12 % à Laval et à 10 % sur la Rive-Sud.

À RETENIR

La pauvreté est nettement plus répandue sur l'île de Montréal qu'à Laval et sur la Rive-Sud, qu'elle soit temporaire ou persistante.

5

De fortes disparités d'un territoire à l'autre

Les niveaux les plus élevés de pauvreté persistante sont observés dans plusieurs quartiers du centre et de l'est de l'île de Montréal, notamment à Parc-Extension (39 %) et dans la Petite-Bourgogne (35 %).

À l'inverse, plusieurs municipalités de la couronne sud, dont Sainte-Julie, Saint-Basile-le-Grand, Saint-Bruno-de-Montarville, Boucherville et Candiac, affichent des taux beaucoup plus faibles. Dans certaines de ces municipalités, plus de 90 % des adultes n'ont connu aucune année de pauvreté entre 2016 et 2023.

Les écarts observés sont considérables : le risque d'avoir vécu la pauvreté peut être plusieurs fois plus élevé selon le territoire de résidence.

À RETENIR

La pauvreté persistante se concentre dans certains secteurs et demeure beaucoup moins présente dans d'autres.

6

Certains groupes sont plus à risque que d'autres

Pour la période 2016 à 2023, les risques sont plus élevés chez :

- les femmes (16 %);
- les personnes âgées de 65 ans et plus (19 %);
- les personnes immigrantes établies depuis plus de dix ans (20 %) et les immigrants récents (22 %).

Parmi ces groupes, les personnes âgées se démarquent par l'ampleur de l'évolution observée. Alors qu'environ 1 % des personnes de 65 ans et plus vivaient une situation de pauvreté fortement persistante à la fin des années 1990, cette proportion atteignait 11 % pour la période 2016-2023.

Les jeunes adultes affichent quant à eux des taux particulièrement élevés de pauvreté temporaire (21 %), mais aussi de pauvreté moyennement persistante (16 %).

À RETENIR

Les risques de pauvreté persistante varient fortement selon les groupes de population.



7

Le logement, un enjeu étroitement lié à la pauvreté persistante

L'étude met en évidence une relation étroite entre la pauvreté persistante et les besoins impérieux en matière de logement, qu'il s'agisse de logements nécessitant des réparations majeures, trop coûteux ou de taille insuffisante.

Les territoires où la pauvreté persistante est la plus élevée sont généralement ceux où une plus grande proportion de ménages éprouve des difficultés à se loger de manière adéquate.

L'analyse montre également que les quartiers comptant une plus forte présence de logements subventionnés semblent mieux protéger les ménages contre ces difficultés.

À RETENIR

Les difficultés de logement sont généralement plus fréquentes dans les territoires où la pauvreté persistante est plus élevée.





01 La pauvreté persistante à Montréal : un phénomène mal documenté

La pauvreté est un état de privation matérielle souvent source d'exclusion sociale, qui touche une partie significative de la population. Par exemple, le taux de pauvreté au Québec, calculé sur la base de la mesure de faible revenu (MFR), était de 13,5 % en 2014 et de 11,6 % en 2024¹. Ce type de constat sur la pauvreté mobilise des données transversales, c'est-à-dire rapportées sur une base annuelle. Cette manière de présenter les chiffres masque cependant la réalité vécue d'une importante part des personnes vivant sous le seuil de pauvreté : il s'agit d'une situation persistante, ou chronique, qui peut marquer une grande partie de leur enfance ou de leur vie adulte, et non une seule année. En effet, une partie des personnes sous le seuil de pauvreté en 2014 se retrouvait encore dans cette situation dix ans plus tard.

Il existe peu d'études récentes sur la pauvreté persistante au Québec. Une analyse antérieure du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion sociale² montre que 20 % de la population de moins de 65 ans avait vécu au moins une année sous le seuil de pauvreté entre 2005 et 2010³. Parmi ces personnes, la majorité avait vécu un à trois ans sous ce seuil. Une proportion plus faible, correspondant à 4 % des Québécois de moins de 65 ans, avait vécu une situation de pauvreté persistante, définie comme avoir passé au moins quatre des six années couvertes par l'étude sous le seuil de pauvreté⁴.

De manière plus générale, les personnes qui entrent dans la pauvreté font face à des obstacles importants : une étude de Statistique Canada révèle que 75 % des personnes qui étaient sous le seuil de pauvreté au Québec en 2017 étaient restées dans cette situation

en 2018⁵. Ces résultats soulignent que la majorité des personnes en situation de pauvreté lors d'une année donnée n'en sortent pas l'année suivante, en particulier les personnes qui ont déjà passé plusieurs années sous le seuil de pauvreté⁶. Le risque d'y retomber à nouveau même après en être sorties est également non négligeable. En effet, parmi les personnes étant sorties de la pauvreté de 2016 à 2017, 20 % y étaient entrées à nouveau l'année suivante⁷.

Nous savons aussi que certains groupes de la population, tels que les familles monoparentales, les personnes seules, les personnes à faible niveau de scolarité et sans emploi, ainsi que les personnes racisées, autochtones, immigrantes ou en situation de handicap font face à des taux de pauvreté persistante beaucoup plus élevés que la population générale à l'échelle du Canada⁸.

Au-delà de ces grands constats sur le caractère persistant de la pauvreté, nous faisons face à un manque d'analyses récentes et désagrégées sur la pauvreté persistante au Québec, et en particulier au sein de différentes régions. En effet, la pauvreté varie d'un lieu à l'autre : entre quartiers, villes ou provinces. La production d'analyses à une fine échelle géographique pourrait ainsi guider le développement de politiques et interventions visant à lutter plus efficacement contre la pauvreté.

Dans ce contexte, Montréal requiert une attention particulière : il s'agit de la région avec les taux de pauvreté les plus élevés de la province pour toutes les années entre 2011 et 2021, avec le Nord-du-Québec⁹. Au sein même de la région métropolitaine de Montréal, plusieurs études ont noté

d'importantes différences dans les taux de pauvreté des différents quartiers et municipalités¹⁰.

La géographie de la pauvreté au sein de la région de Montréal a aussi évolué dans les dernières années. Certaines études parlent de polarisation des quartiers de la région métropolitaine de Montréal, où les quartiers riches et pauvres suivent des trajectoires divergentes¹¹. En parallèle, la pauvreté s'étend vers certains secteurs des banlieues de Montréal¹².

En somme, malgré le manque de données désagrégées récentes sur la pauvreté persistante au Québec, et malgré l'évolution de la géographie de la pauvreté à Montréal dans les dernières décennies, aucune analyse ne s'est concentrée sur les dynamiques de pauvreté persistante et temporaire à une fine échelle géographique dans la grande région de Montréal.

Ce rapport a donc pour objectif de mettre à jour les connaissances sur la pauvreté persistante à travers les quartiers et municipalités qui composent le secteur d'activité de Centraide du Grand Montréal, soit l'île de Montréal, Laval et le secteur de la Rive-Sud qui s'étend sur une grande partie de la Montérégie. Nous fournissons ainsi des données sur la pauvreté persistante à un

niveau détaillé pour 96 territoires, soit pour 45 quartiers de la ville de Montréal et autres municipalités de l'île, six secteurs de Laval et 45 municipalités situées en Montérégie.

L'approche pour mesurer la persistance de la pauvreté, l'analyse des tendances, ainsi que les données désagrégées sont également présentées.

Notre rapport dévoile plusieurs résultats importants. Premièrement, plus du quart des personnes résidant dans la RMR de Montréal a fait l'expérience de la pauvreté sur une période de huit ans en 2023. Cette proportion est restée relativement stable depuis 1999, alors même que le reste du Québec a connu des progrès importants. Deuxièmement, la proportion de personnes en situation de pauvreté fortement persistante dans la RMR de Montréal a augmenté entre 1999 et 2023, pour atteindre 6 %. Au total, le taux de pauvreté persistante atteignait 14 % en 2023. La situation de Montréal s'est détériorée par rapport aux autres RMR du Québec. Troisièmement, les personnes âgées de 65 ans et plus ont vu leur risque de pauvreté fortement persistante décupler depuis 1999 à Montréal. Les risques de pauvreté persistante sont également plus élevés chez les femmes et les immigrants. Quatrièmement, la pauvreté persistante est concentrée dans certains quartiers du centre et de l'est de la ville de Montréal. Finalement, les quartiers montréalais qui présentent les plus hauts taux de pauvreté persistante présentent aussi la proportion la plus élevée de ménages ayant de la difficulté à se loger adéquatement.

La conclusion du rapport inclut une synthèse des grands constats que nous pouvons tirer sur la base de notre analyse, et fournit des pistes d'action pour la lutte contre la pauvreté.



02 Mesurer la pauvreté selon une approche longitudinale

Le taux de pauvreté représente la proportion de personnes dont le revenu familial après impôt et transferts gouvernementaux se situe sous le seuil de pauvreté lors d’une année donnée. Dans le cadre de notre analyse, nous utilisons les taux de pauvreté calculés en fonction du seuil de la mesure de faible revenu (MFR-Apl), représentant 50 % de la médiane du revenu total des familles après impôt et transferts gouvernementaux. En 2023, l’année la plus récente utilisée dans la majorité de l’étude, le seuil de la MFR-Apl était de 30 824 \$ pour une personne seule et 61 648 \$ pour une famille de quatre personnes¹³. Ces seuils s’appliquent pour l’ensemble du pays.

Il existe par ailleurs d’autres seuils ou mesures de la pauvreté, dont certains sont aussi fréquemment utilisés. Nous présentons les principales mesures de la pauvreté utilisées au Canada dans l’Encadré 1 à des fins de comparaison. Les données disponibles pour ce projet nous permettent uniquement d’utiliser le seuil de la MFR-Apl. De plus, cette mesure est la plus souvent utilisée pour effectuer des analyses de tendances dans le temps et des analyses longitudinales telles que celles que nous présentons dans ce rapport.

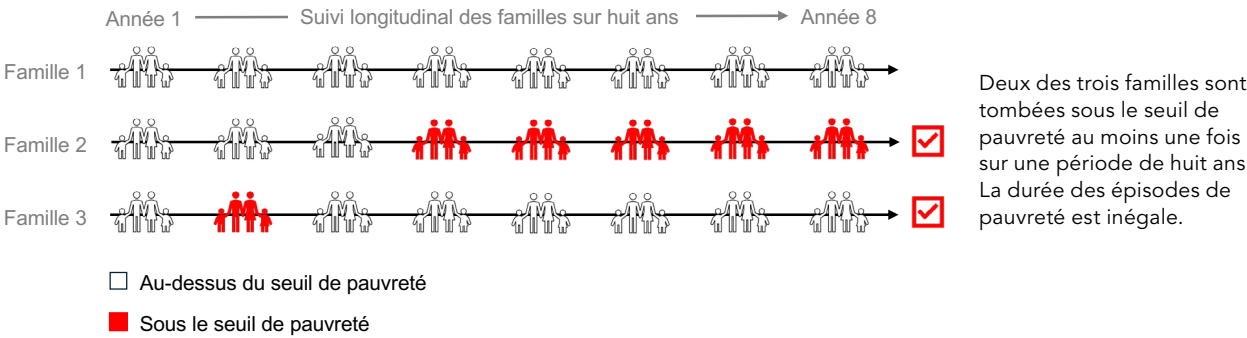
Le taux de pauvreté est généralement calculé de manière transversale, à partir de l’Enquête canadienne sur le revenu (ECR) ou du recensement, c’est-à-dire qu’il prend en compte les données d’une seule année à la fois. Ce taux indique la proportion de personnes dont le revenu familial les place sous le seuil de pauvreté.

Dans le cadre de ce projet, nous nous intéressons plutôt à des mesures dynamiques de la pauvreté, reposant sur des données longitudinales, la *Banque de données administratives longitudinales (DAL)* de Statistique Canada, qui permet de documenter les expériences de pauvreté des personnes et des familles sur plusieurs années. À partir de ces données, il est ainsi possible de calculer un taux de pauvreté que nous appelons « longitudinal », indiquant la proportion de personnes ayant vécu *au moins un an* sous le seuil de pauvreté sur une période de temps donnée.

Par exemple, une mesure transversale du taux de pauvreté indique que 11,9 % des adultes résidant au Québec en 2023 étaient sous le seuil de pauvreté¹⁴. En contrepartie, une mesure longitudinale du taux de pauvreté indique que 25,1 %, soit plus du double, avaient vécu au moins une année sous le seuil de pauvreté dans les huit années précédant la fin de l’année de référence (2016 à 2023)¹⁵.

En d’autres mots, une proportion beaucoup plus élevée de personnes a vécu l’expérience de la pauvreté au cours d’une période donnée que ce que la mesure transversale permet de mesurer. Ceci est illustré par un exemple simple et fictif dans le graphique suivant. Nous y voyons trois familles suivies pendant huit ans. Chaque année, *une seule* des trois familles au maximum est en situation de pauvreté (pictogrammes en rouge). Cependant, à l’issue des huit années, on peut voir que *deux* des trois familles ont connu la pauvreté pour au moins une année au cours de la période, soit la famille n°2 pendant cinq ans, et la famille n°3 pendant un an.

Trois familles, trois trajectoires de pauvreté distinctes



Ainsi, en inspectant le graphique ci-dessus, on apprend qu’une plus grande proportion de familles fait l’expérience de la pauvreté lorsqu’on adopte une approche longitudinale que lorsqu’on se concentre sur une seule année selon une perspective transversale.

Encadré 1. Les différentes mesures de pauvreté au Canada

Deux principales mesures de pauvreté sont utilisées aujourd’hui au Canada : la mesure de faible revenu (MFR) et la mesure du panier de consommation (MPC).

1. La MFR fixe un seuil correspondant à 50 % de la médiane du revenu total après impôt et transferts gouvernementaux (Apl) des familles, ajusté pour la taille de la famille pour tenir compte des économies d’échelle réalisées au sein d’un ménage¹⁶. Cette mesure de « faible revenu » est souvent qualifiée de « relative » puisqu’elle positionne les familles par rapport aux autres et non par rapport à un panier de biens et services essentiels. Abrégée comme « MFR-Apl », ou plus brièvement « MFR », elle est largement utilisée comme mesure de la pauvreté pour les comparaisons internationales et les analyses de tendances dans le temps¹⁷ puisqu’elle a l’avantage d’être facile à calculer. C’est ce qui justifie entre autres son usage dans cette recherche.

2. La MPC est quant à elle la mesure officielle de la pauvreté au Canada depuis 2018¹⁸. Le seuil de pauvreté est fixé en fonction du coût d’un panier de biens

et services jugé « modeste et de base », ajusté selon la taille de la famille d’une personne et son lieu de résidence (notamment la région métropolitaine). Une famille¹⁹ est considérée comme étant en situation de pauvreté si son revenu disponible ne permet pas de couvrir le coût de ses biens et services jugés essentiels (logement, transport, nourriture, vêtements et autres), ce qui en fait une mesure dite « absolue ». La composition du panier de biens, les méthodes de collecte de prix et d’autres éléments sont mis à jour périodiquement, de sorte qu’il existe plusieurs bases pour la MPC correspondant à différentes années de référence. La plus récente est celle de 2023²⁰.

Les sections 7.1, 7.2 et 7.3 en annexe fournissent davantage de détails sur les tendances récentes des mesures de pauvreté.

2.1 Qu’est-ce que la pauvreté persistante?

Il est aussi possible de se demander *combien d’années* une personne a passé sous le seuil de pauvreté au cours d’une période donnée. En effet, les taux de pauvreté transversale classifient comme étant en situation de pauvreté à la fois les personnes qui le sont ponctuellement lors de l’année en cours, mais qui en sortiront l’année suivante, et les personnes dont la pauvreté est persistante, c’est-à-dire des personnes qui auront vécu plusieurs années consécutives ou non au cours d’une période donnée sous le seuil de pauvreté.

C’est ce qu’illustre le graphique « Trois familles, trois trajectoires de pauvreté », présenté dans la sous-section précédente. Parmi les deux familles du graphique ayant vécu au moins un an sous le seuil de pauvreté sur la période de huit ans prise en exemple, la première famille a passé la majorité des huit ans sous le seuil de pauvreté alors que la seconde n’y a passé qu’un an. Ces deux types d’expériences de la pauvreté sont très différents : un épisode de pauvreté bref et temporaire marque de manière moindre le parcours de vie et le bien-être socioéconomique

d’une personne qu’une expérience chronique de pauvreté.

La **pauvreté persistante**, parfois appelée chronique, se distingue donc des formes ponctuelles par son inscription dans la durée²¹. Elle désigne une situation de pauvreté vécue sur une période prolongée, pouvant s’étendre sur plusieurs années, voire sur l’ensemble d’une trajectoire de vie²².

La manière exacte dont la pauvreté persistante est mesurée dépend des données disponibles et de décisions prises par les analystes. En particulier, le choix du nombre d’années incluses dans la période de référence varie largement entre les sources : quatre²³, six²⁴ ou huit²⁵ ans. Plus la période de référence est longue, plus on peut distinguer avec précision les situations de pauvreté persistante puisqu’il est possible d’observer les trajectoires des individus dans la longue durée.

Dans le cadre des analyses présentées dans ce rapport, les données sont tirées de tableaux personnalisés produits par Statistique Canada pour Centraide du Grand Montréal, ainsi que de tableaux disponibles publiquement sur le site web de Statistique Canada. Les données utilisent des périodes d’observation relativement longues, soit huit ans. **Nous définissons la pauvreté persistante comme le fait de passer trois à huit ans sous le seuil de pauvreté sur une période de huit ans.**

Dans certaines analyses, une distinction supplémentaire est faite pour distinguer la **pauvreté moyennement persistante** (3 à 6 ans) de la **pauvreté fortement persistante** (7 à 8 ans). Le total des années en situation de pauvreté peut prendre la forme d’un seul long épisode ou de plusieurs épisodes plus courts non-consécutifs, c’est-à-dire une situation où une personne fait des allers-retours entre pauvreté et non-pauvreté (elle retombe dans la pauvreté peu de temps après en être ressortie).

Finalement, nous définissons la **pauvreté temporaire, ou transitoire**, comme une situation où une personne n’a passé qu’un à deux ans sous le seuil de pauvreté sur une période de huit ans.

Des indicateurs longitudinaux complémentaires sont aussi disponibles :

1.

Taux d’entrée dans la pauvreté :

pourcentage de personnes au-dessus du seuil de pauvreté lors d’une année donnée qui tombent sous le seuil de pauvreté l’année suivante.

2.

Taux d’immobilité dans la pauvreté :

pourcentage de personnes sous le seuil de pauvreté lors d’une année donnée qui restent sous le seuil de pauvreté l’année suivante.

3.

Durée moyenne d’un épisode de

pauvreté : durée moyenne passée sous le seuil de pauvreté après être entré dans la pauvreté²⁶.



03 Les succès et défis de la lutte contre la pauvreté au Québec

Le Québec a connu un déclin de la pauvreté au sein de certains groupes. En particulier, les familles dirigées par des mères monoparentales ont vu leur taux de pauvreté diminuer fortement depuis la fin des années 1990 (les données discutées ici sont présentées dans la *figure A2*, en annexe). Ces tendances ont été causées par la bonification des programmes de transferts gouvernementaux ciblant les familles canadiennes depuis la fin des années 1990, comme l'Allocation canadienne pour enfant²⁷, et sont aussi fréquemment associées aux politiques mises en place au niveau québécois, telles que l'Allocation-famille, le programme universel de garderies à contribution réduite mis en place en 1997 (garderies à 5 \$), le programme de services de garde abordables mis en place en 1998 et le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) de 2006 (incluant les congés parentaux pour les pères et des critères d'éligibilité moins restrictifs, notamment pour les familles à faible revenu)²⁸.

Malgré ces progrès, les risques de pauvreté chez les familles monoparentales restent très élevés au Québec: les taux transversaux de pauvreté sont cinq fois plus élevés chez les mères monoparentales que les familles biparentales en 2024 (voir *figure A2*), alors que les taux de pauvreté persistante étaient dix fois plus élevés dans la première décennie des années 2000²⁹. Cette dynamique peut notamment s'expliquer par le fait que les séparations et les divorces sont les principales transitions dans le cycle de vie des familles canadiennes associées à l'entrée dans un épisode de pauvreté³⁰. Les familles monoparentales sont également vulnérables à la perte

d'emploi du parent, en l'absence d'un second parent pour compenser une perte de revenu éventuelle.

Contrairement aux familles monoparentales, certains groupes font face à des taux de pauvreté élevés depuis plusieurs décennies, sans qu'on ne puisse constater de progrès.

Les personnes seules³¹, qui composent notamment une part croissante de la population montréalaise (41,8 % en 2021)³², font face à des taux de pauvreté de 24,5 % contre 5,5 % chez les couples avec enfants dans la catégorie des 18-64 ans au Québec en 2024 (voir *figure A2*). Plusieurs analyses attribuent ces tendances au fait que les politiques familiales québécoises ont augmenté le revenu disponible des familles monoparentales et biparentales (à travers l'Allocation canadienne pour enfant et l'Allocation-famille, par exemple), alors que la principale catégorie de transferts gouvernementaux auxquels les personnes seules ont accès est l'aide sociale, dont les prestations restent sous le niveau nécessaire pour se maintenir au-dessus du seuil de pauvreté défini par la MPC³³.

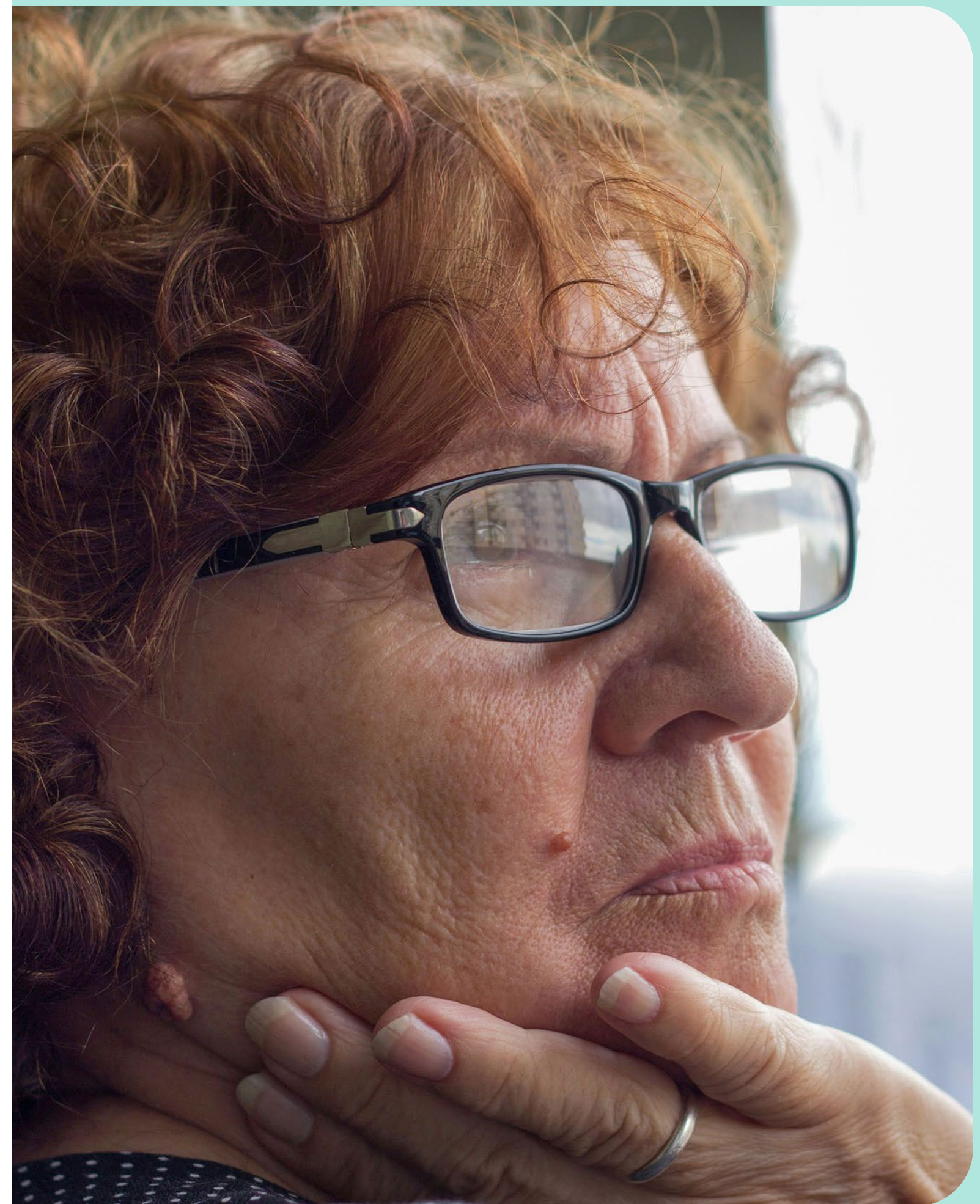
De manière similaire, les personnes âgées de 65 ans et plus ont vu une forte croissance de leur taux de pauvreté (calculé sur la base de la MFR), passant de 24,8 % à 37,5 % entre 1999 et 2024 chez les personnes seules et de 2,7 % à 7,6 % chez les personnes en couple (voir *figure A2*). Il est important de relever que ces résultats sont assez différents des taux de pauvreté qu'on obtient sur la base de la MPC, qui eux restent faibles (pour une discussion de la différence entre MPC et MFR, voir l'encadré 1).

D'autres groupes sont particulièrement vulnérables et font face à des taux de pauvreté plus élevés que la population générale : les personnes immigrantes, et en particulier les immigrants récents³⁴, les personnes racisées³⁵, autochtones³⁶ et les personnes en situation de handicap³⁷. Les difficultés d'insertion en emploi et la discrimination sur le marché du travail font partie des facteurs explicatifs fréquemment identifiés³⁸.

La pauvreté, comme d'autres formes d'inégalités et de défavorisation, est le résultat d'obstacles multiples et complexes auxquels font face des personnes qui cumulent souvent plusieurs des caractéristiques discutées dans cette section.

Reste à se demander quelle forme prennent ces tendances à travers la grande région de Montréal. Tel que mentionné en introduction, la pauvreté est distribuée inégalement sur le territoire de la métropole, mais peu d'études se sont intéressées à ce phénomène dans les dernières années, en particulier dans un contexte postpandémie et de crise importante du logement abordable.

Notre mise à jour des connaissances se concentre sur les dynamiques de pauvreté persistante à une fine échelle géographique. Elle vise ainsi à enrichir le débat sur ces enjeux, et nourrir la réflexion autour du développement d'interventions et de politiques en adéquation avec les besoins et défis actuels.



04 Pauvreté persistante à Montréal de 1999 à aujourd’hui: qu’en disent les chiffres?

Dans cette première section de résultats du rapport, nous présentons des données sur la pauvreté persistante au sein de la population adulte dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal³⁹ depuis 1999. Ces données sont tirées des tabulations rendues disponibles au public par Statistique Canada⁴⁰. Ces tabulations sont basées sur la Banque de données administratives longitudinales (DAL), une source de données agrégeant les informations contenues dans les déclarations fiscales des personnes résidant au Canada.

Nous comparons d’abord Montréal à d’autres régions de la province et à Toronto. Ensuite, nous produisons une analyse désagrégée pour différents groupes de la population.

4.1 Plus du quart des adultes dans la RMR de Montréal ont vécu sous le seuil de pauvreté pendant au moins un an entre 2016 et 2023

Dans la figure 1, les données pour la RMR de Montréal sont comparées à celles de la RMR de Toronto, celles des cinq autres RMR québécoises (Québec, Gatineau, Sherbrooke, Trois-Rivières et Saguenay)⁴¹ et le reste du Québec (hors RMR). À des fins de comparaison, les taux de pauvreté transversaux sont aussi présentés pour les RMR de Montréal et de Toronto⁴².

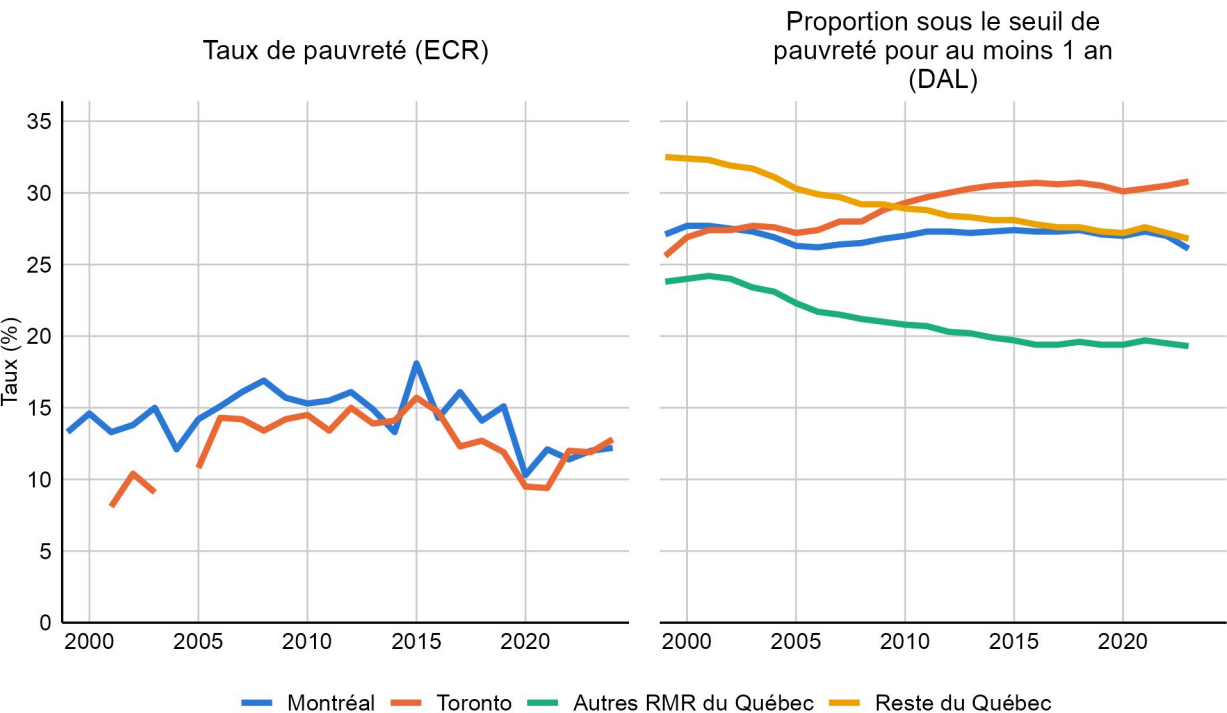
D’abord, nous voyons que les taux de pauvreté transversaux sont restés relativement stables à Montréal entre 1999 et 2019 approximativement, fluctuant entre 13 % et 15 % et suivant ainsi largement la tendance provinciale (voir figure A1). À Toronto, les taux de pauvreté ont plutôt augmenté dans le temps, passant de 8 % en 2001 à 14 % en 2006 avant de se stabiliser, rejoignant ainsi Montréal (données manquantes pour certaines années). Les deux régions métropolitaines ont connu un pic en 2015, suivi d’un déclin, en particulier durant la pandémie. À partir de 2020, les taux de pauvreté transversaux de Montréal se sont

maintenus à des niveaux historiquement bas, entre 10 % et 12 %.

La figure 1 illustre aussi la proportion de la population ayant vécu au moins un an sous le seuil de pauvreté dans les huit ans précédant la fin de l’année de référence. Nous y voyons qu’à Montréal, cette proportion est restée relativement stable, passant de 27 % en 1999 à 26 % en 2023, soit environ le double du taux transversal de pauvreté, et malgré les fluctuations de ce dernier taux. Ce résultat indique qu’une part importante de la population ne se retrouvant pas sous le seuil de pauvreté lors d’une année donnée a pourtant été en situation de pauvreté dans les années qui ont précédé.

L’expérience de la pauvreté est donc plus répandue que ne le suggèrent les données transversales: selon notre mesure longitudinale, la pauvreté a touché plus du quart des adultes de la région métropolitaine (RMR) de Montréal.

Figure 1. Taux de pauvreté transversal et longitudinal par région, population adulte (18 ans et plus), 1999-2024



Source : Statistique Canada, tableaux 11-10-0135, 11-10-0025

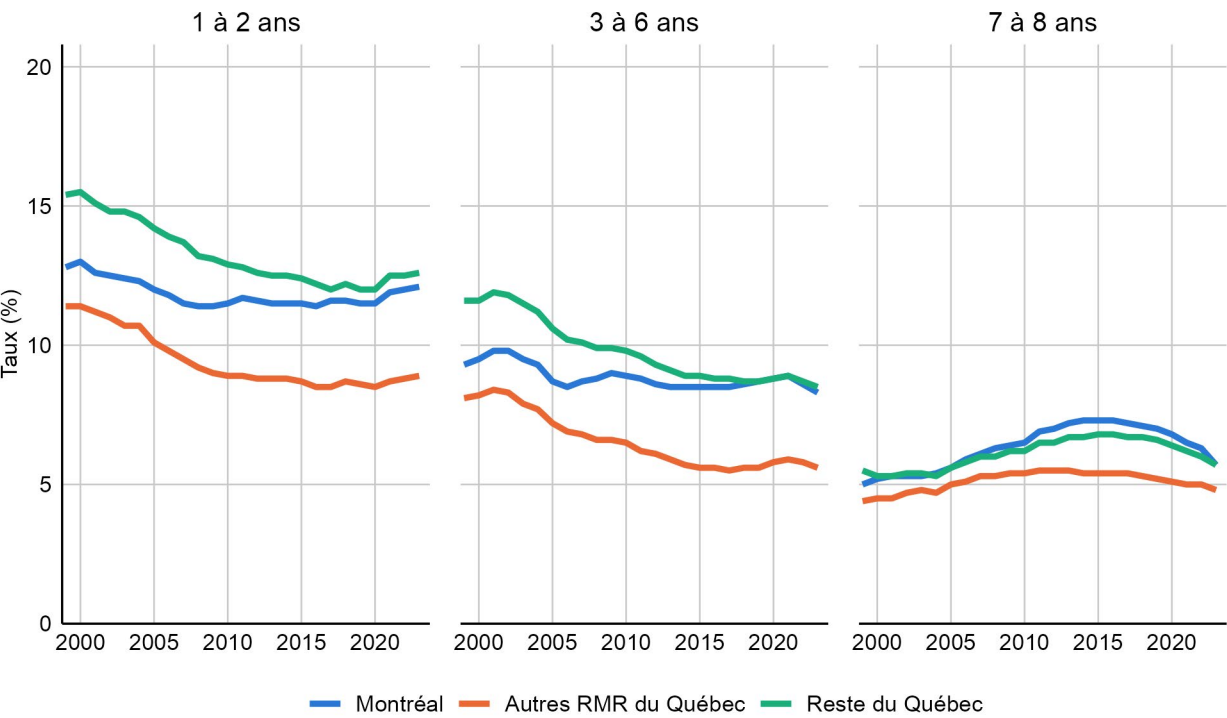
On peut ensuite comparer ces résultats à ceux des autres unités géographiques de la figure 1. D’abord, nous voyons une forte diminution de la proportion de personnes ayant vécu au moins un an sous le seuil de pauvreté dans les autres RMR québécoises et le reste du Québec hors RMR, contrairement à la RMR de Montréal. En contrepartie, cette proportion a augmenté dans la RMR de Toronto.

Une divergence entre la RMR de Montréal et les autres RMR du Québec est ainsi observée à partir de la fin des années 1990; dans le cas du reste du Québec, la proportion était plus élevée qu’à Montréal en 1999, avant de converger après 2015. En somme, la situation s’est empirée à Toronto et s’est améliorée dans les régions du Québec hors de la RMR de Montréal, alors qu’elle est restée stable à Montréal.

4.2 La pauvreté fortement persistante à Montréal: une hausse plus marquée que les autres RMR du Québec depuis 1999

Nous distinguons maintenant les personnes pour qui l’expérience de pauvreté était temporaire (1 à 2 ans) de celles pour qui elle était moyennement persistante (3 à 6 ans) ou fortement persistante (7 à 8 ans).

Figure 2. Taux de pauvreté persistante par région, population adulte (18 ans et plus), 1999-2023



Source : Statistique Canada, tableau 11-10-0025

La figure 2 montre que la pauvreté temporaire a diminué dans toutes les unités géographiques au cours de la période de 1999 à environ 2010, avant de se stabiliser et de rebondir légèrement après 2020. Le déclin reste plus marqué dans les RMR québécoises hors Montréal et dans le reste du Québec. La pauvreté moyennement persistante (3 à 6 ans) a aussi diminué dans ces deux régions, alors qu’elle est restée relativement stable à Montréal sur pratiquement toute la période.

Finalement, la pauvreté fortement persistante a augmenté pour toutes les unités géographiques. Les trois régions affichaient des taux de pauvreté fortement persistante assez similaires en 1999, autour de 5 %. En 2015, Montréal avait dépassé les 7 % alors que la situation était plus stable dans les autres régions du Québec. Malgré un recul à 6 % entre 2015 et 2023, les taux de pauvreté fortement persistante restent plus élevés à Montréal que dans les autres RMR du Québec.

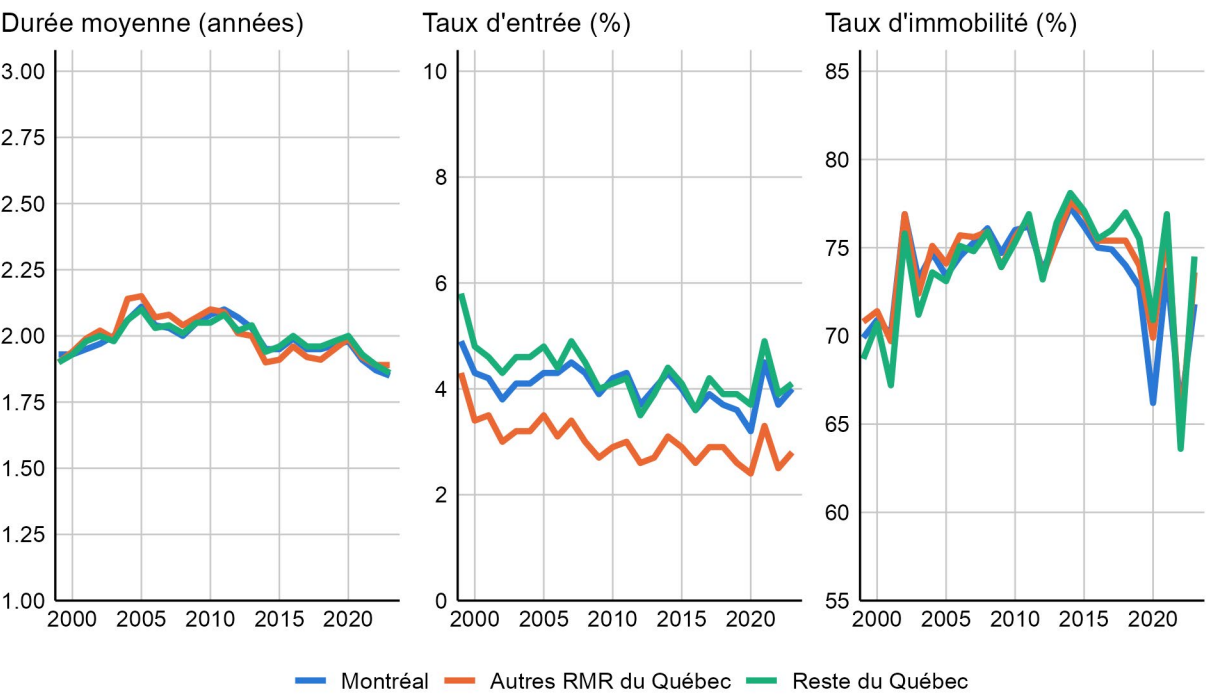
Par ailleurs, alors que Montréal se distinguait des régions non métropolitaines («reste du Québec» dans la figure 2) en 1999, en termes de risques de pauvreté temporaire ou moyennement persistante, cet avantage s’était presque complètement estompé en 2023. L’écart avec les autres RMR s’est aussi creusé de manière importante.

Pour conclure, la pauvreté persistante toutes catégories confondues (soit 3 à 8 ans) touchait 14 % de la population adulte à Montréal en 2023, c’est-à-dire que la pauvreté persistante touchait une personne sur sept. En contrepartie, une plus faible proportion de personnes se retrouvait en pauvreté temporaire (1 à 2 ans), à 12 %. Ainsi, la pauvreté n’est généralement pas une situation temporaire à Montréal: la majorité des personnes qui font l’expérience de la pauvreté à Montréal restent sous le seuil de pauvreté durant plusieurs années.

La figure 3 présente une série d’indicateurs complémentaires, soit la durée moyenne des épisodes de pauvreté (nombre d’années consécutives passées sous le seuil de pauvreté après y être entré, en moyenne), le taux d’entrée et le taux d’immobilité.

D’une part, nous observons peu de différences dans les durées moyennes des épisodes et les taux d’immobilité. Cela suggère que les épisodes de pauvreté (nombre d’années consécutives sous le seuil de pauvreté) ont des durées similaires d’une région à l’autre après qu’une personne soit entrée en situation de pauvreté. D’autre part, la figure 3 présente des différences importantes dans les taux d’entrées à Montréal en comparaison aux autres RMR du Québec. Cela signifie que le risque de tomber sous le seuil de pauvreté, c’est-à-dire de démarrer un épisode de pauvreté, est plus élevé dans la RMR de Montréal que dans les autres RMR.

Figure 3. Indicateurs de persistance de la pauvreté persistante par région, population adulte (18 ans et plus), 1999-2023



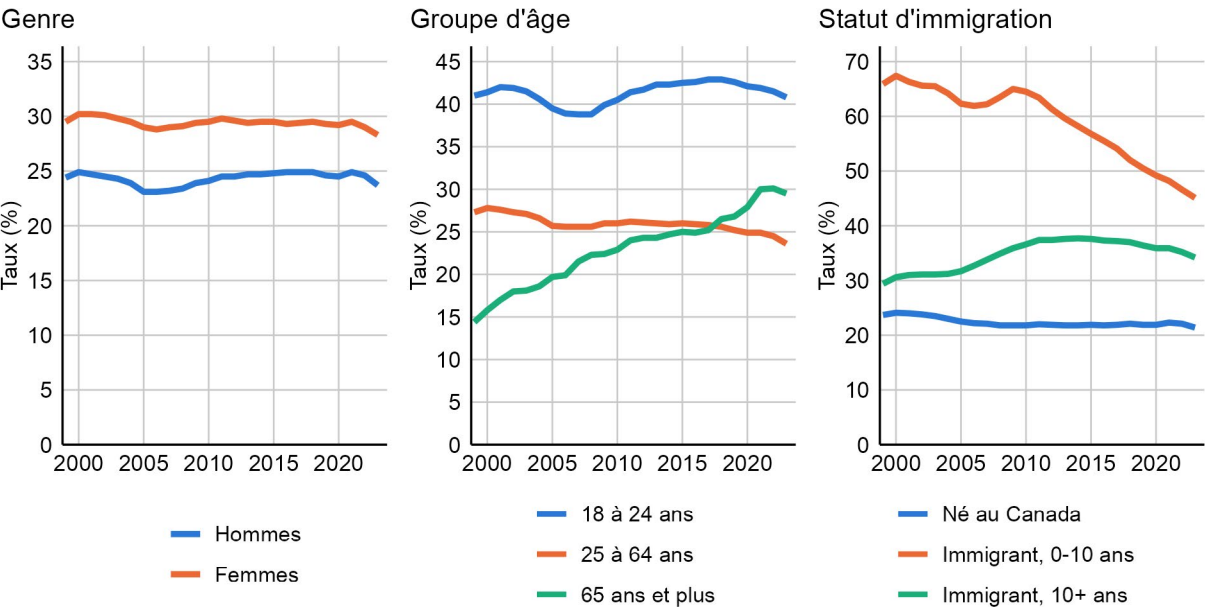
Source : Statistique Canada, tableaux 11-10-0026, 11-10-0024

Nous interprétons ces résultats de la manière suivante : **les différences dans les taux de pauvreté temporaire et persistante entre unités géographiques s’expliqueraient principalement par un risque plus grand de tomber sous le seuil de pauvreté à Montréal que dans les autres RMR (plus grand risque d’entrer en pauvreté).** En contrepartie, le risque d’être incapable de sortir de la pauvreté une fois qu’on y est entré diffère peu entre les unités géographiques. On peut ainsi considérer que ce ne sont pas les différences de taux d’immobilité ou de durée moyenne des épisodes de pauvreté qui expliquent les différences régionales dans la pauvreté persistante au Québec.

4.3 Les risques de pauvreté persistante sont plus élevés chez les femmes, les immigrants et les personnes âgées de 65 et plus

Nous passons maintenant à une comparaison des résultats selon le genre, l’âge et le statut d’immigration⁴³, les caractéristiques pour lesquelles Statistique Canada fournit des résultats désagrégés. La *figure 4* montre que **dans la RMR de Montréal, trois groupes présentent des risques plus élevés de vivre de la pauvreté : les femmes, les jeunes de 18 à 24 ans (et plus récemment les personnes de 65 ans et plus) et les immigrants, en particulier les immigrants récents.** En effet, la proportion d’adultes appartenant à ces groupes et ayant vécu au moins un an sous le seuil de pauvreté au cours des huit années précédant la fin de l’année de référence est plus élevée chez ces trois groupes.

Figure 4. Proportion de la population adulte (18 ans et plus) sous le seuil de pauvreté pendant au moins un an selon différentes caractéristiques, RMR de Montréal, 1999-2023



Source : Statistique Canada, tableau 11-10-0025

Dans le cas des femmes et des immigrants, la figure 5 montre que cela se traduit en des taux de pauvreté persistante plus élevés. En particulier, 45 % des immigrants récents (10 ans ou moins au Canada) et 34 % des immigrants établis depuis plus de 10 ans avaient vécu au moins un an sous le seuil de pauvreté en 2023 à Montréal. Pour au moins la moitié de l’ensemble de ces personnes ayant vécu de la pauvreté, celle-ci était moyennement ou fortement persistante. En effet, 22 % des immigrants récents et 20 % des immigrants établis depuis plus de 10 ans étaient en situation de pauvreté persistante pour la période de 2016 à 2023. Chez les femmes, 9 % étaient en situation de pauvreté moyennement persistante durant cette période et 7 % en situation de pauvreté fortement persistante, soit un total de 16 %.

Il est important de noter que la proportion d’immigrants récents vivant de la pauvreté persistante a diminué depuis environ 2010, ce qui correspond à une période où une plus grande priorité a été accordée à l’immigration économique, et où une part croissante des personnes immigrantes étaient immigrants temporaires avant d’obtenir leur résidence permanente, et avaient donc une expérience au Canada avant leur établissement. Il s’agit de deux facteurs associés à des revenus plus élevés chez les immigrants⁴⁴. On peut donc faire l’hypothèse que le profil changeant des immigrants récents peut aussi expliquer le déclin de la pauvreté persistante au sein de ce groupe.

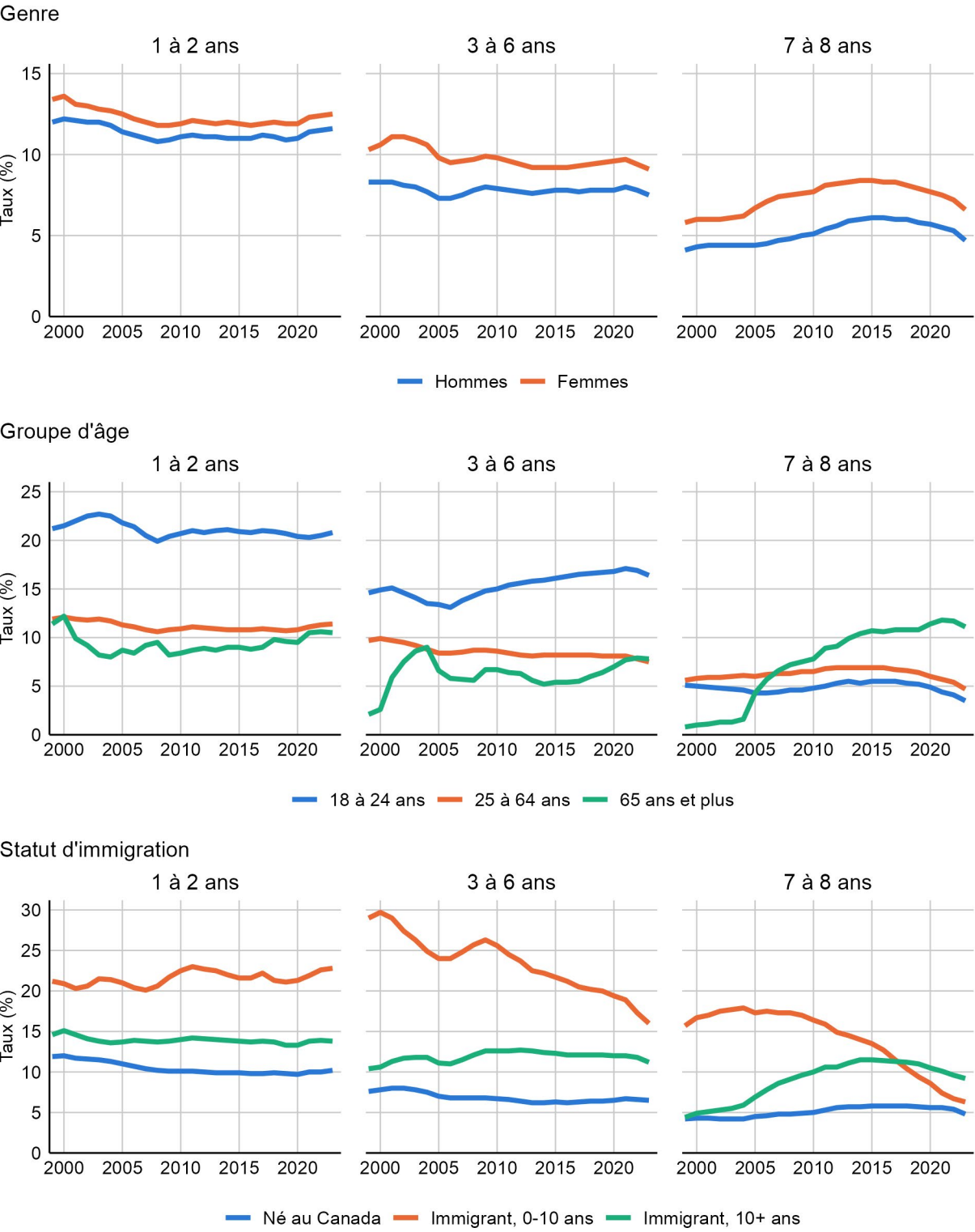
Dans le cas des jeunes, l’expérience de pauvreté a tendance à être plus transitoire : les taux de pauvreté fortement persistante sont similaires, voire légèrement inférieurs au groupe des 25-64 ans. En contrepartie, la proportion des jeunes ayant vécu une ou deux années seulement sous le seuil de pauvreté est presque deux fois plus élevée que pour les autres groupes d’âge et se situait à 21 % en 2023. Cela n’est pas nécessairement surprenant étant donné que les jeunes sortent

souvent de la pauvreté alors qu’ils terminent leurs études et complètent leur insertion en emploi. Toutefois, il est important de noter que **plus de 16 % des jeunes de 18 à 24 ans vivaient en situation de pauvreté moyennement persistante en 2023, ce qui en fait une expérience particulièrement répandue**, et en légère croissance au cours des dernières décennies, au sein de ce groupe d’âge. Seuls les immigrants récents font face à des risques similaires de pauvreté moyennement persistante en 2023.

Finalement, nous nous attardons aux résultats pour les personnes âgées de 65 ans et plus, dont la proportion en situation de pauvreté moyennement ou fortement persistante était de 19 % pour la période de 2016-2023. Il s’agit du groupe d’âge qui a connu la variation la plus importante de son taux de pauvreté persistante depuis 1999. Alors qu’une proportion négligeable de près de 1 % avait vécu une situation de pauvreté fortement persistante de 1992 à 1999, cette proportion a été multipliée par 11, pour atteindre 11 % pour la période de 2016 à 2023. Ceci représente plus du double des adultes âgés de 18 à 24 ans ou de 25 à 64 ans.

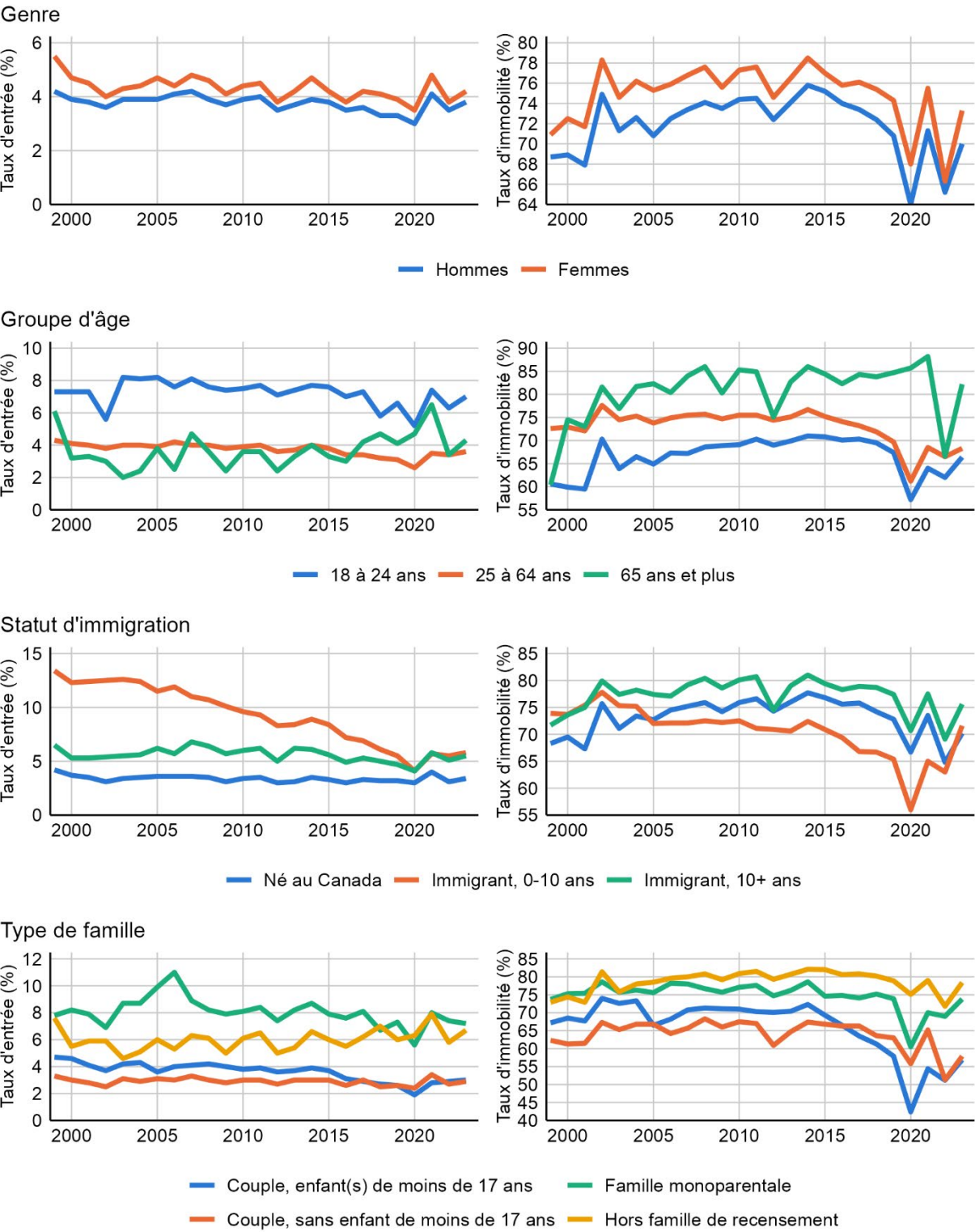
En somme, l’augmentation de la pauvreté fortement persistante à Montréal depuis 1999 résulte largement de l’augmentation de la pauvreté fortement persistante chez les personnes de 65 ans et plus. Ce résultat est conforme aux tendances du taux transversal de pauvreté chez les personnes âgées au Québec.

Figure 5. Taux de pauvreté persistante de la population adulte (18 ans et plus) selon différentes caractéristiques, RMR de Montréal, 1999-2023



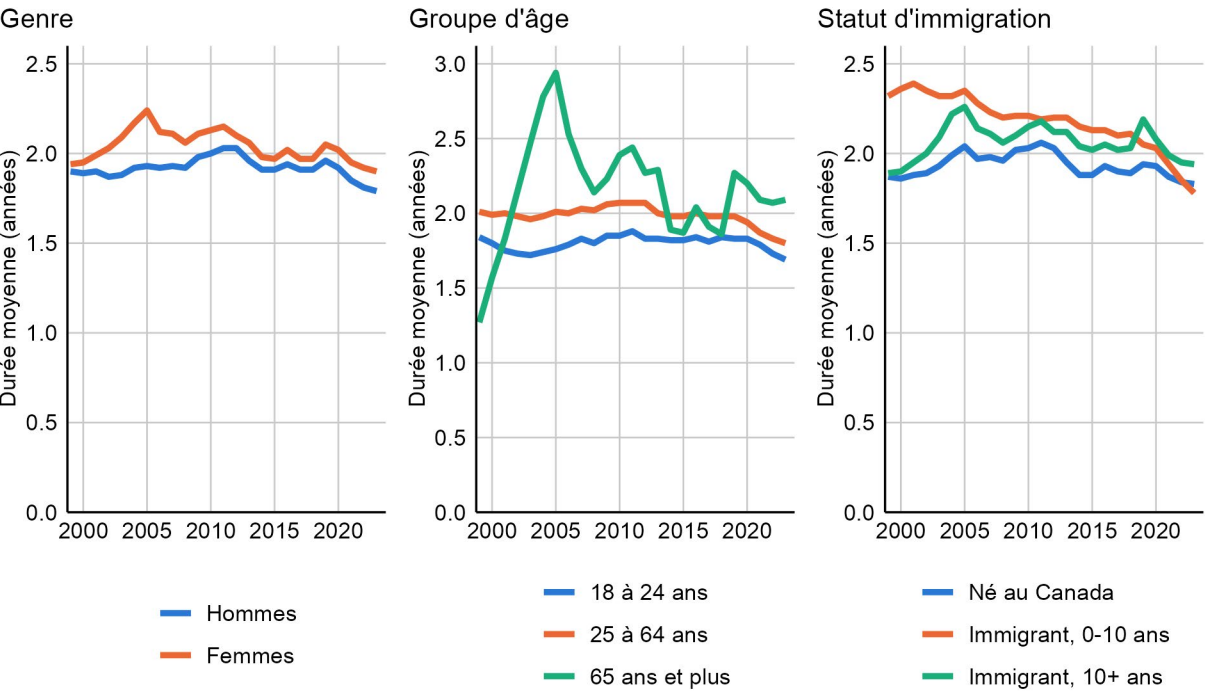
Source : Statistique Canada, tableau 11-10-0025

Figure 6. Indicateur de persistance de la pauvreté de la population adulte (18 ans et plus) selon différentes caractéristiques, RMR de Montréal, 1999-2023



Source : Statistique Canada, tableau 11-10-0024

Figure 7. Durée moyenne des épisodes de pauvreté persistante selon différentes caractéristiques, RMR de Montréal, 1999-2023



Source : Statistique Canada, tableau 11-10-0026

Ensuite, la *figure 6* présente les taux d'entrée et de sortie pour les différents groupes. Dans ce cas, les résultats sont aussi disponibles par type de famille. Nous voyons notamment que les taux d'entrée et d'immobilité ont diminué pour les couples avec enfant(s) de moins de 17 ans, avec des taux d'immobilité passant notamment de près de 70 % en 1999 à moins de 60 % en 2023. Les personnes hors famille de recensement, c'est-à-dire les personnes ne vivant ni avec une conjointe ou un conjoint, ni avec des enfants (mais qui peuvent vivre avec des colocataires, chambreurs ou membres de leur famille élargie), ont connu une tendance inverse. On dénote peu de changement pour les familles monoparentales sauf durant la pandémie, résultant en un écart grandissant par rapport aux couples avec enfants. Ces résultats contrastent avec ceux portant sur la pauvreté transversale et suggèrent que les familles monoparentales continuent de faire face à certains défis alors même que leurs taux de pauvreté transversaux diminuent, mais que les taux d'entrée et d'immobilité demeurent élevés.

Finalement, la *figure 7* indique les durées moyennes des épisodes de pauvreté (nombre d'années consécutives sous le seuil de pauvreté suite à une entrée). Nous voyons que la durée des épisodes est légèrement plus élevée chez les femmes et les personnes âgées dans la période la plus récente. Pour les immigrants récents, nous observons une convergence avec les personnes nées au Canada. Il est possible que cela reflète des épisodes relativement courts, mais plus fréquents (et donc des allers-retours entre pauvreté et non-pauvreté). Cela est cohérent avec les taux d'entrée qui restent supérieurs pour les immigrants récents par rapport aux personnes nées au Canada, mais des taux d'immobilité plus faibles que les non-immigrants. Cette interprétation serait cohérente avec l'idée que certains groupes font face à une précarité plus grande, rendant les sorties hors de la pauvreté moins définitives que d'autres groupes. Des analyses plus approfondies seraient nécessaires.



05 Cartographie de la pauvreté persistante sur le territoire de Centraide du Grand Montréal

La première section de résultats nous a permis de constater l'évolution des dynamiques de pauvreté à Montréal depuis 1999. Cela étant dit, la pauvreté a une dimension spatiale marquée. Elle est concentrée dans certains quartiers et beaucoup plus rare dans d'autres. Dans cette deuxième section de résultats, nous brossons un portrait de la distribution de la pauvreté persistante sur le territoire de Centraide du Grand Montréal en 2023.

Les données présentées ici sont issues de tableaux personnalisés fournis à l'équipe de projet par Statistique Canada, et ce à l'échelle des territoires desservis par Centraide du Grand Montréal pour l'année de référence 2023. Plus particulièrement, le territoire de Centraide du Grand Montréal couvre trois secteurs: l'Île de Montréal, Laval ainsi que le secteur de la Rive-Sud, qui inclut une partie de la Montérégie s'étendant de Contrecoeur à Lacolle et de Chateauguay à Venise-en-Québec. Ces trois secteurs sont divisés en 105 territoires, qui correspondent aux quartiers et municipalités de l'Île de Montréal et de Laval⁴⁵ ainsi qu'aux municipalités du secteur de la Rive-Sud⁴⁶. Une série de cartes permettant d'identifier le nom de chacun des territoires est disponible en annexe.

Il est important de relever une limite des données rendues disponibles par Statistique Canada : celles-ci excluent les personnes ayant changé de quartier ou de territoire au moins une fois au cours de la période. Ces personnes peuvent avoir un profil différent, notamment puisque la mobilité géographique peut être causée par une sortie de la pauvreté ou bien être le signe de précarité résidentielle.

Par ailleurs, afin de respecter les règles de confidentialité de Statistique Canada, les données pour certains territoires ne peuvent être diffusées et sont ainsi manquantes⁴⁷.

5.1 Qu'elle soit temporaire ou persistante, la pauvreté touche une plus grande proportion de personnes sur l'île de Montréal que dans les autres territoires de Centraide

Nous débutons ici l'analyse par des données agrégées au niveau des trois secteurs de Centraide du Grand Montréal. Le *tableau 1* montre qu'une proportion importante de personnes se retrouve sous le seuil de pauvreté, de façon temporaire ou persistante. Sur l'île de Montréal, c'est le cas d'une personne sur trois (34 %), et d'environ une personne sur cinq à Laval (23 %) et sur le territoire de la Rive-Sud (20 %).

Tableau 1. Persistance du faible revenu selon le nombre d'années à faible revenu, par secteurs du Grand Montréal (2016-2023)

	Ile de Montréal	Laval	Rive-Sud
Jamais à faible revenu (0 ans)	66 %	77 %	80 %
Au moins 1 an à faible revenu	34 %	23 %	20 %
1-2 ans à faible revenu	14 %	11 %	10 %
3-6 ans à faible revenu	11 %	7 %	6 %
7-8 ans à faible revenu	9 %	5 %	4 %

Source: Statistique Canada (tableau personnalisé)

5.2 Les résidents de certaines municipalités de la Rive-Sud ont les chances les plus élevées de ne jamais vivre de pauvreté

La carte 1 reprend l’indicateur du taux de pauvreté longitudinal, soit la proportion de personnes ayant vécu au moins un an sous le seuil de pauvreté sur une période de huit ans (2016 à 2023). Les cinq modalités, représentées par les différentes couleurs, correspondent aux quintiles classifiant les territoires dans cinq groupes de taille égale, ordonnés en fonction du taux de pauvreté longitudinal.

Trois constats majeurs se dégagent :

1.

Le taux de pauvreté longitudinal est plus élevé dans les quartiers du centre et de l’est de la ville de Montréal, en particulier Parc-Extension (57,5 %), la Petite-Bourgogne (46,2 %) et St-Michel (45,8 %).

2.

Le taux de pauvreté longitudinal est plus faible dans les municipalités de la couronne sud immédiate, à l’exception de l’Agglomération de Longueuil, ainsi que dans l’ouest de l’Île de Montréal. Les dix territoires au taux le plus faible sont tous situés sur la Rive-Sud, incluant en ordre de grandeur Sainte-Julie (8,0 %, soit sept fois moins que Parc-Extension), Saint-Basile-le-Grand (8,9 %), Saint-Bruno-de-Montarville (9,7 %), Boucherville (9,9 %) et Candiac (10,5 %). Ce sont donc ces villes où les chances de ne jamais vivre de pauvreté sur une période de huit ans sont les plus élevées : au moins 90 % des adultes résidant dans ces municipalités ne sont pas tombés une seule fois sous le seuil de pauvreté entre 2016 et 2023.

3.

Seuls trois territoires hors de l’Île de Montréal font partie des 21 territoires du quintile supérieur de pauvreté persistante. Il s’agit de deux municipalités de la Rive-Sud qui comptent aussi les taux parmi les 10 plus élevés, soit Sainte-Clothilde (51,6 %) et Saint-Patrice-de-Sherrington (40,1 %), ainsi que du secteur 3 (Chomedey), qui est le seul à Laval à faire partie du quintile supérieur (31,5 %).

Les taux pour l’ensemble des territoires sont fournis en annexe.

5.3 La pauvreté persistante est concentrée dans certains quartiers du centre et de l’est de la ville de Montréal

Nous poursuivons l’analyse avec une cartographie des taux de pauvreté persistante, définis sur la base des tabulations personnalisées produites par Statistique Canada comme le fait d’avoir vécu durant trois à huit ans sous le seuil de pauvreté entre 2016 et 2023. Les données ne sont pas disponibles à l’échelle de la plupart des municipalités du secteur de la Rive-Sud pour des raisons de confidentialité. Nous nous concentrons donc sur les territoires de l’Île de Montréal, Laval, et de l’agglomération de Longueuil, en fonction des données disponibles.

Ces résultats sont présentés sur les cartes 2 et 3 pour la pauvreté persistante (3-8 ans) et fortement persistante (7-8 ans) respectivement.

Nous voyons d’abord que la pauvreté persistante est concentrée encore une fois dans les quartiers du centre et de l’est de la ville de Montréal, notamment Parc-Extension (38,6 %) et la Petite-Bourgogne (34,5 %).

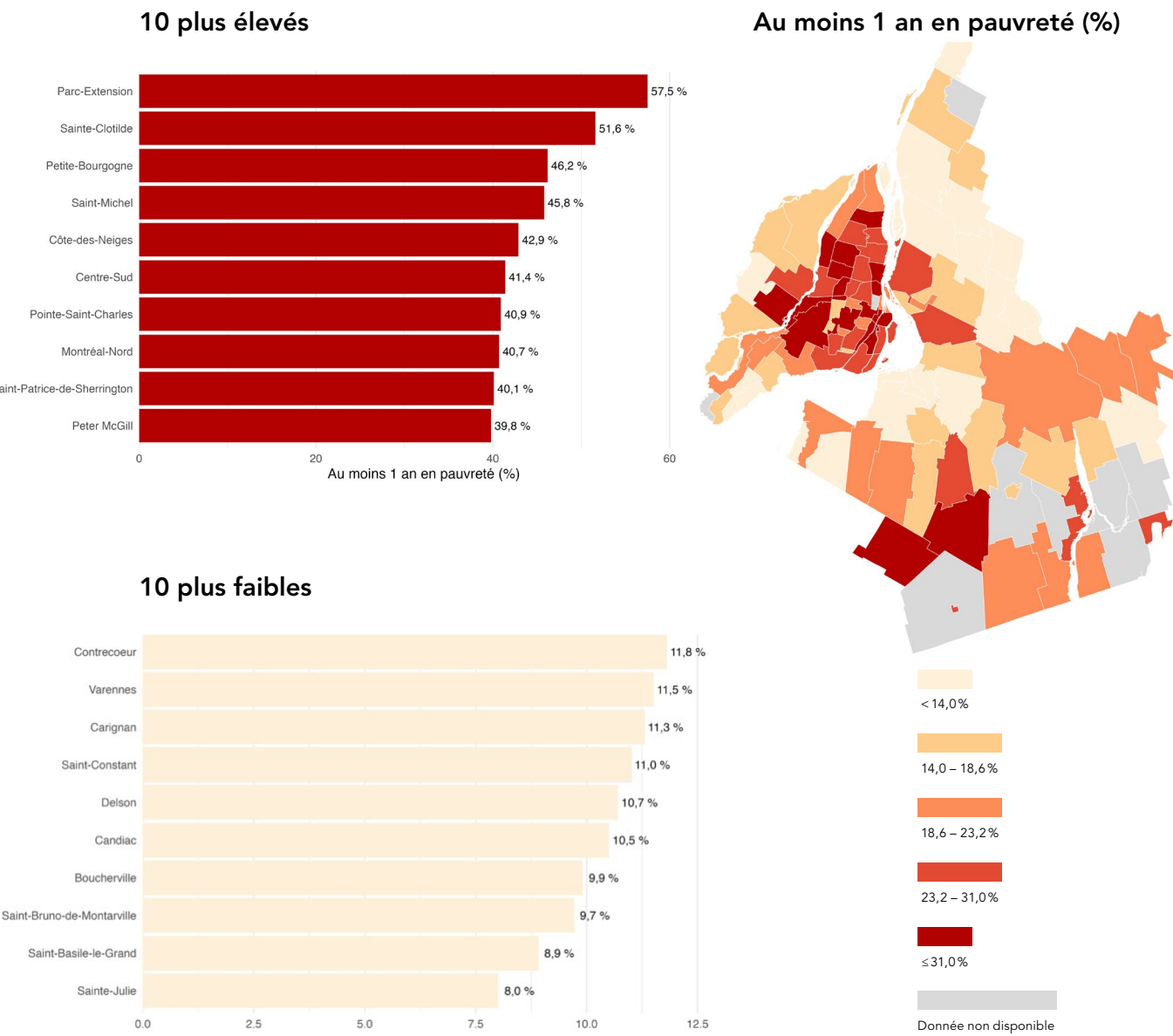
De plus, parmi les territoires pour lesquels des données sont disponibles, les taux de pauvreté persistante les plus faibles sont Boucherville (4,0 %) et Saint-Bruno-de-Montarville (4,8 %), tous les deux sur la Rive-Sud, même si nous notons une importante hétérogénéité au sein de l’Agglomération de Longueuil. Ste-Julie (3,1 %) et Candiac (3,9 %), également sur la Rive-Sud (hors carte)

ont des taux très bas. Trois des secteurs de Laval font aussi partie des plus faibles. Finalement, Beaconsfield (5,4 %), Kirkland (6,9 %) et Pointe-Claire (7,1 %) sont les trois seuls territoires de l’île de Montréal faisant partie des 10 territoires avec les taux de pauvreté persistante les plus faibles.

Finalement, la carte 3 présente les taux de pauvreté fortement persistante (7-8 ans). À cause du faible nombre de personnes tombant dans cette catégorie au sein de certains territoires, des données sont manquantes pour un plus grand nombre d’unités géographiques sur l’île de Montréal et dans l’agglomération de Longueuil. Nous remarquons cependant que les mêmes quartiers montréalais affichent les taux de pauvreté fortement persistante les plus élevés par rapport au taux de pauvreté persistante global (3-8 ans). Petite-Bourgogne figure comme le quartier avec les taux les plus élevés de pauvreté fortement persistante, à 18,6 %, suivi de Parc-Extension, à 18,3 %. C’est plus de 10 fois plus que Boucherville (1,5 %), le territoire disponible avec le plus faible taux.

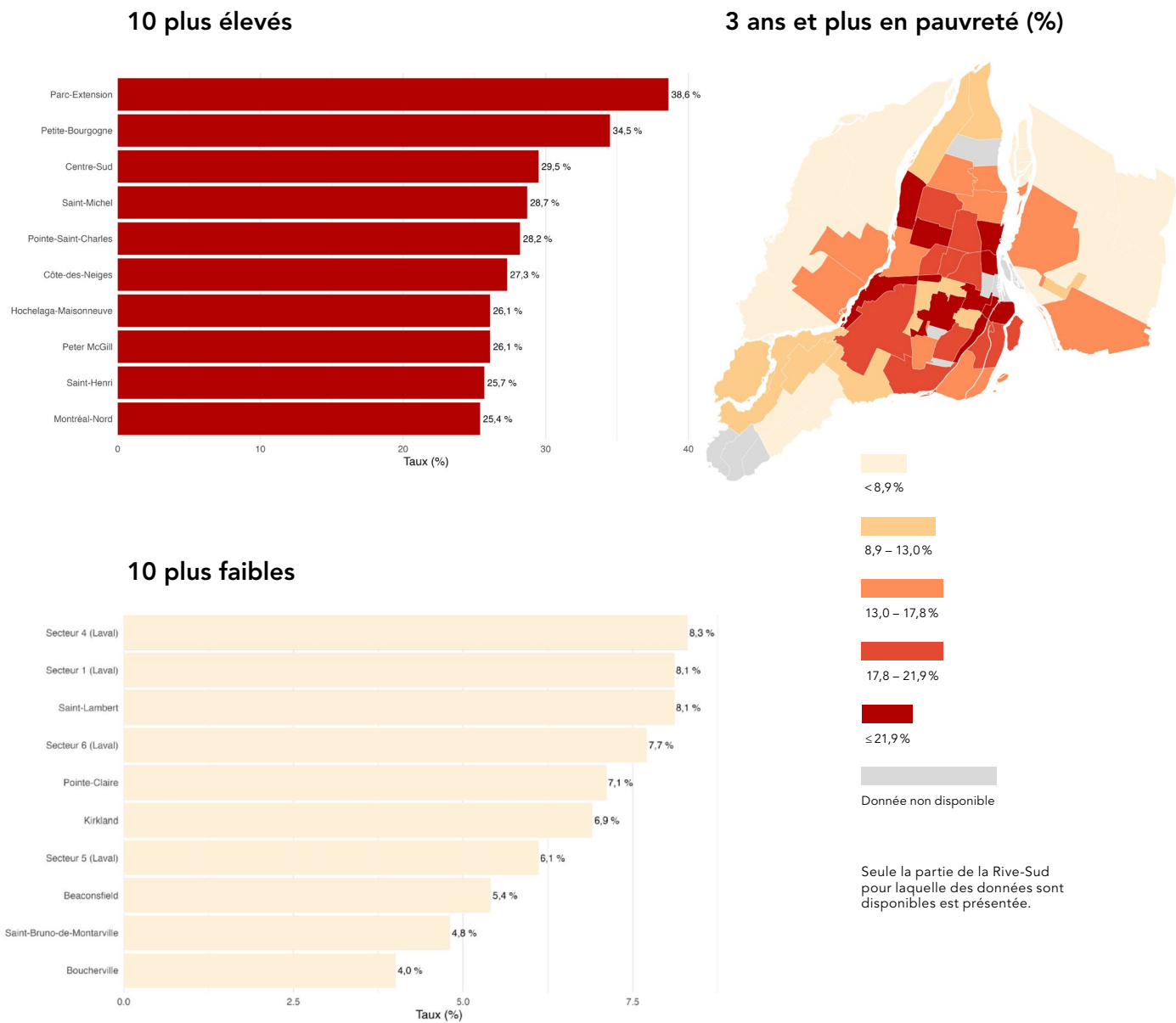
En complément, nous produisons une analyse agrégée au niveau des MRC et de l’Agglomération de Longueuil pour le secteur de la Rive-Sud, ainsi que des agrégations de territoires pour les autres secteurs (carte 4). Nous voyons que la couronne sud reste la zone où la pauvreté persistante est la plus faible, avec des taux de 7,4 % ou moins pour les trois MRC formant le quintile inférieur. La MRC des Jardins-de-Napierville est celle où le taux est le plus élevé du secteur de la Rive-Sud, à 15,9 %.

Carte 1.
Taux de pauvreté sur au moins une année par sous-territoire pour la population adulte, Centraide du Grand Montréal, 2016-2023



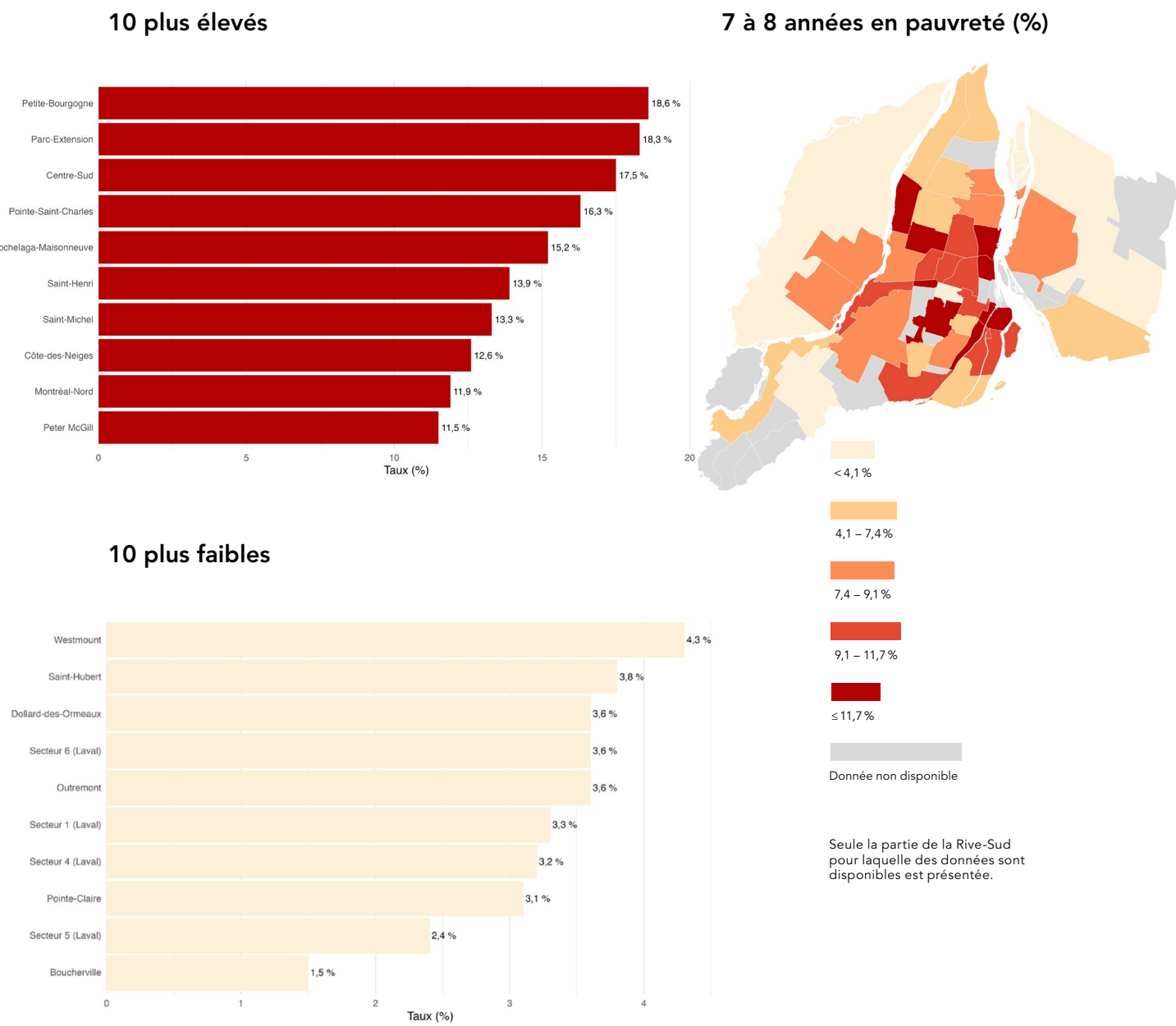
Sources: Statistique Canada (tableau personnalisé).

Carte 2.
Taux de pauvreté persistante (3 ans et plus) par sous-territoire pour la population adulte, Montréal, Laval et Agglomération de Longueuil, 2016-2023



Sources: Statistique Canada (tableau personnalisé).

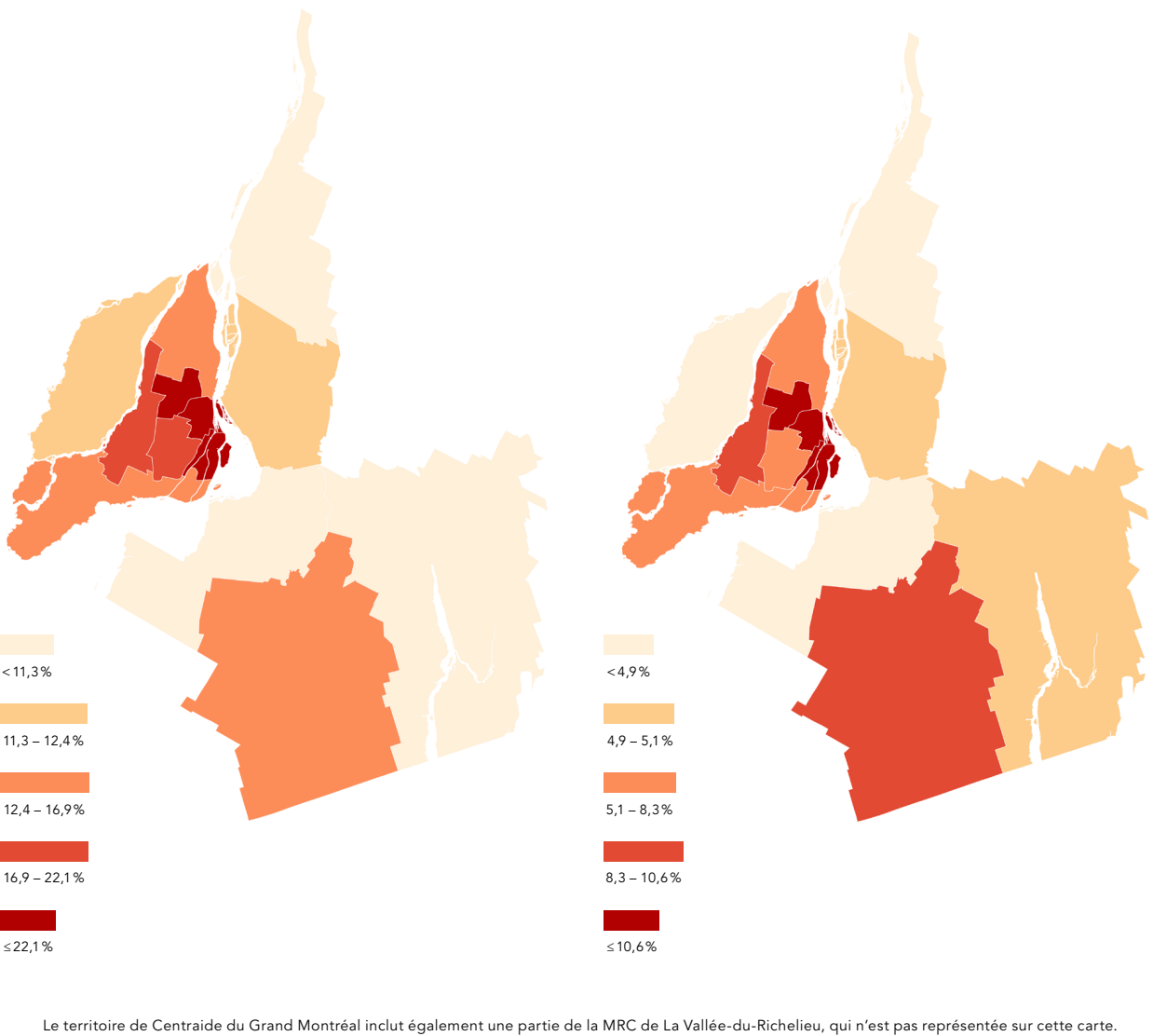
Carte 3.
Taux de pauvreté persistante (7 à 8 ans) par sous-territoire pour la population adulte, Montréal, Laval et Agglomération de Longueuil, 2016-2023



Sources : Statistique Canada (tableau personnalisé).

Carte 4.
Taux de pauvreté persistante (3 ans et plus) par territoire agrégé pour la population adulte, Centraide du Grand Montréal 2016-2023

Taux de pauvreté fortement persistante (7 à 8 ans) par territoire agrégé pour la population adulte, Centraide du Grand Montréal 2016-2023



Sources : Statistique Canada (tableau personnalisé).

5.4 Entrées, sorties et durée moyenne des épisodes

Nous concluons notre analyse avec une cartographie des taux d’entrée, des taux d’immobilité dans la pauvreté et des durées moyennes des épisodes, dans les cartes A1 à A3 en annexe.

Nous constatons que les territoires où la pauvreté persistante et la proportion de la population sous le seuil de pauvreté pendant au moins un an sont les plus élevés sont aussi ceux dont les taux d’entrée sont plus élevés. Toutefois, certaines différences de dynamiques en matière d’immobilité dans la pauvreté et de durée des épisodes de pauvreté peuvent être observées, suggérant que dans certaines unités géographiques, si une proportion plus faible de personnes tombe sous le seuil de pauvreté, ces personnes ont de la difficulté à s’en sortir une fois passé ce cap. C’est notamment le cas de plusieurs municipalités de la Rive-Sud.

5.5 La pauvreté persistante chez les personnes immigrantes, les personnes âgées et les jeunes est beaucoup plus élevée dans certains territoires comme le Centre-Est

Pour compléter les analyses cartographiques, nous explorons comment la pauvreté persistante varie à travers des regroupements de territoires pour certains groupes de la population. Dans le *tableau 2*, nous rapportons les taux longitudinaux de pauvreté (pourcentage de chaque catégorie d’immigrant qui a vécu au moins un an sous le seuil de pauvreté entre 2016 et 2023) et les taux de pauvreté fortement persistante (pourcentage de chaque catégorie d’immigrant qui a vécu 7 ou 8 ans sous le seuil de pauvreté entre 2016 et 2023) pour chacun des territoires agrégés de l’île de Montréal ainsi que pour l’île de Laval et l’agglomération de Longueuil.

Le taux de pauvreté fortement persistante est beaucoup plus élevé chez les immigrants établis depuis plus de 10 ans dans certains territoires agrégés de l’île de Montréal que d’autres, notamment les territoires du Centre-Est, Centre-Nord et Sud-Ouest. L’expérience de pauvreté sur au moins un an y est aussi plus répandue, bien que ce soit aussi le cas dans le territoire du Nord de l’île.

Finalement, Laval, l’agglomération de Longueuil et l’Ouest de l’île présentent des taux de pauvreté persistante et la part d’immigrants ayant vécu au moins un an sous le seuil de pauvreté plus faibles que dans les autres territoires. Les résultats pour les MRC de la Rive-Sud ne sont pas affichés en raison de données manquantes pour ces territoires.

Tableau 2. Taux longitudinal de pauvreté et taux de pauvreté fortement persistante par catégorie d’immigrant (nombre d’années depuis l’arrivée), territoires agrégés et secteurs du Grand Montréal (2016-2023)

Mesure de pauvreté:	Au moins un an		7-8 ans	
Catégorie d’immigrant:	10 ans ou moins	Plus de 10 ans	10 ans ou moins	Plus de 10 ans
Ile de Montréal				
Centre-Est	42.1	46.5	7.9	20.2
Centre-Nord	50.1	46.5	8.5	15.8
Centre-Ouest	50.7	37.8	8.0	13.1
Est	44.0	32.4	6.7	8.6
Nord de l’île	54.6	40.5	9.7	12.4
Ouest de l’île	42.9	27.4	8.2	6.5
Sud-Ouest	47.4	43.6	10.4	14.7
Île de Laval	41.2	26.8	8.3	6.0
Agglo. de Longueuil	39.0	28.1	6.2	6.7

Source: Statistique Canada (tableau personnalisé)

Nous notons aussi que chez les personnes âgées de 65 ans et plus, les taux de pauvreté persistante (7-8 ans) les plus élevés sont dans le Centre-Est (32 %), le Centre-Nord (20,5 %), le Sud-Ouest (16,4 %) et le Nord de l’île (15,7 %), et les plus faibles dans l’Ouest de l’île (9,1 %), l’agglomération de Longueuil (8,6 %) et certaines MRC de la Rive-Sud pour lesquelles des données sont disponibles (entre 6,2 et 8,6 %). Chez les jeunes de 18 à 24 ans, ce sont ceux du Centre-Est qui ont les taux de pauvreté persistante les plus élevés, de beaucoup (20,7 % contre moins de 10 % dans tous les autres territoires sans données manquantes). La pauvreté temporaire est aussi la plus élevée pour les jeunes dans ce territoire et dans le Centre-Nord.

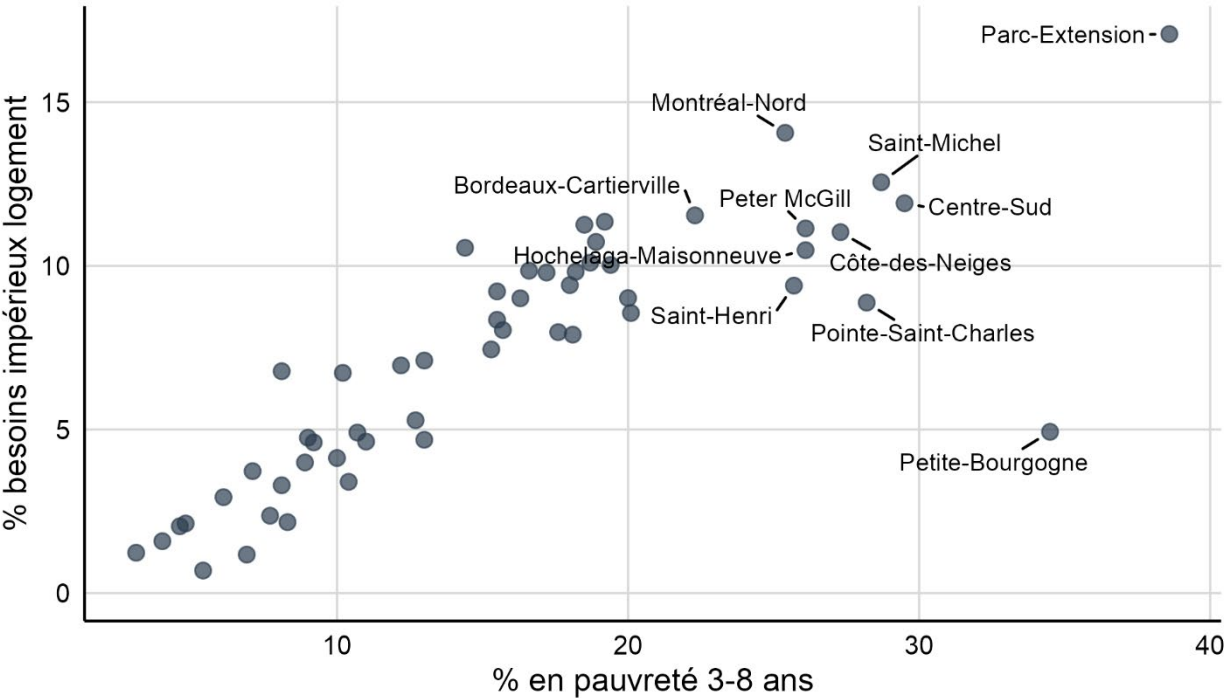
5.6 La population peine à se loger de manière adéquate dans les quartiers où la pauvreté persistante est la plus élevée

La MFR est une mesure monétaire de la pauvreté qui ne prend pas directement en compte les fluctuations du coût de la vie, telles que celles associées au logement. Dans un contexte de crise du logement abordable dans le Grand Montréal, il est important de se demander quel est le lien entre notre mesure de pauvreté persistante et les difficultés liées au logement.

Les difficultés liées au logement peuvent être mesurées à travers l’indicateur de besoins impérieux en matière de logement, c’est-à-dire une situation où un ménage vit dans un logement qui nécessite des réparations majeures (de l’avis des occupants), qui n’a pas la taille convenable (nombre de chambres insuffisants pour la taille et la composition du ménage) ou dans une situation où un ménage dépense plus de 30 % de son revenu total avant impôt en frais de logement⁴⁸. Cette classification s’applique aux ménages privés non agricoles et hors réserve, locataires et propriétaires. Dans les grands centres urbains du Québec en 2022, 6,3 % de l’ensemble des ménages et 8,8 % des locataires avaient des besoins impérieux en matière de logement, selon l’Enquête canadienne sur le logement de Statistique Canada⁴⁹.

La figure 8 ci-dessous montre la relation entre le taux de pauvreté persistante (2016-2023) et la proportion de la population en situation de besoins impérieux en matière de logement selon le recensement de 2021⁵⁰, à travers les territoires des secteurs de Montréal⁵¹ et de Laval ainsi que de l’agglomération de Longueuil et du secteur de la Rive-Sud (données manquantes pour la majeure partie des territoires des MRC qui forment le reste du secteur).

Figure 8. Pauvreté persistante (3-8 ans) et besoins impérieux en matière de logement, Montréal, Laval et Longueuil (Rive-Sud)



Source: Statistique Canada, tableau personnalisé et tableau 98-401-X2021006.

Les territoires où la pauvreté persistante est la plus prévalente sont aussi ceux où la plus grande part de la population fait face à des besoins impérieux en matière de logement.

Ainsi, les quartiers où la population fait face à de la pauvreté dite monétaire (faible revenu) de manière persistante sont aussi ceux où la population semble faire face à plus de difficulté de se loger de manière adéquate. Par exemple, les taux de pauvreté persistante tout comme les taux de besoins impérieux en matière de logement sont tous deux les plus élevés dans Parc-Extension par rapport à tous les autres quartiers.

Deux des quartiers qui semblent aller à l’encontre de cette tendance sont Petite-Bourgogne et Pointe-Saint-Charles. Ces deux quartiers font partie des trois quartiers où la proportion de logements subventionnés⁵² est la plus élevée à Montréal, soulignant la relation entre l’offre de logements à loyers modiques et le niveau de vie des personnes en situation de pauvreté persistante.

5.7 Pauvreté transversale et persistante dans le Grand Montréal

Un des objectifs de ce rapport était de documenter la distribution géographique de la pauvreté persistante sur le territoire de Centraide du Grand Montréal et de combler ainsi un manque de données et d’analyse à fine échelle géographique.

La figure 9 vise à identifier plus clairement quelles lacunes en matière de données viennent combler les chiffres publiés dans ce rapport. Pour ce faire, la figure 9 montre

la relation entre deux mesures du taux de pauvreté persistante (3-8 ans et 7-8 ans) et le taux transversal de pauvreté (MFR) selon le recensement de 2021, à l’échelle des mêmes territoires que la section précédente⁵³.

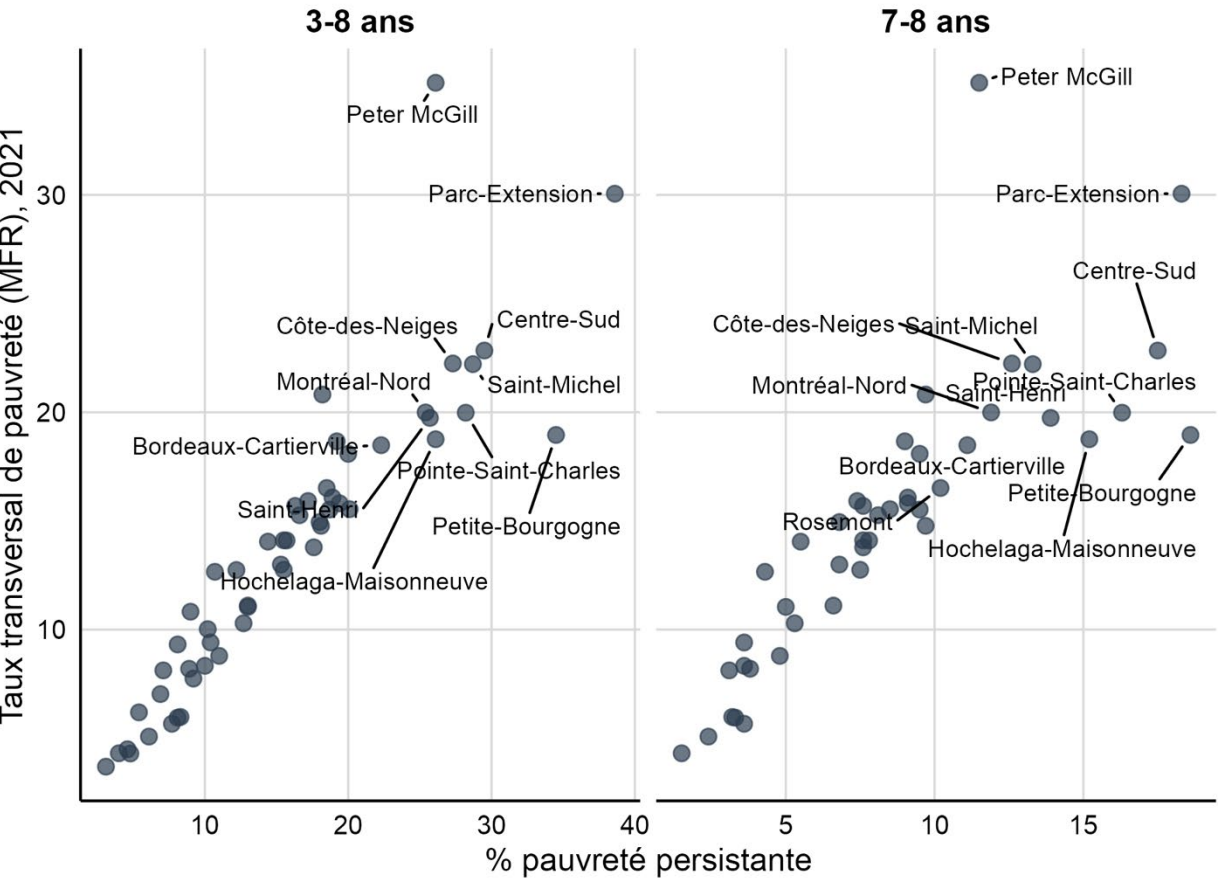
La relation entre le taux de pauvreté persistante et le taux transversal de pauvreté est assez linéaire pour les territoires où la pauvreté persistante est faible, suggérant que pour la plus grande partie de la distribution, les taux transversaux nous permettent bien d’identifier les quartiers où la pauvreté persistante est plus élevée.

Cependant, nous voyons que les quartiers où la pauvreté persistante est très élevée (à partir d’environ 20 % pour la mesure de plus de 3 à 8 ans, et 10 % pour la mesure de 7 à 8 ans) ont des taux transversaux de pauvreté assez similaires dans l’ensemble, mais des taux de pauvreté persistante allant parfois du simple au double.

Par exemple, Bordeaux-Cartierville et la Petite-Bourgogne ont des taux transversaux de pauvreté identiques, mais le premier quartier a un taux de pauvreté persistante très largement inférieur au deuxième.

En somme, l’accès à des mesures directes de la pauvreté persistante à une fine échelle géographique est nécessaire pour identifier avec précision les quartiers dont la population fait face aux risques les plus élevés de pauvreté persistante.

Figure 9. Pauvreté persistante et pauvreté transversale (MFR) en 2021, Montréal, Laval et Longueuil (Rive-Sud)



Source: Statistique Canada, tableau personnalisé et tableau 98-401-X2021006.



06 Conclusion

Ce rapport a mis en lumière de nombreux résultats inédits sur les tendances de pauvreté persistante et temporaire à Montréal dans les dernières décennies et sur sa répartition à une fine échelle géographique. Revenons d'abord sur ces constats avant de mettre de l'avant différentes pistes d'action.

6.1 Cinq grands constats

1.

Un nombre important de personnes résidant dans la RMR de Montréal font l'expérience de la pauvreté sur une période de huit ans, soit plus du quart (26 %). Cette proportion est restée relativement stable depuis 1999 alors même que le reste du Québec a connu des progrès importants.

2.

La proportion de personnes en situation de pauvreté fortement persistante dans la RMR de Montréal a augmenté entre 1999 et 2023. La situation de Montréal s'est détériorée par rapport aux autres RMR du Québec. Cette tendance s'explique davantage par les risques plus élevés d'entrée en pauvreté à Montréal par rapport aux autres RMR que par la plus grande difficulté que les personnes ont à se sortir de la pauvreté à Montréal qu'ailleurs (les taux d'immobilité et la durée moyenne des épisodes de pauvreté sont équivalents).

3.

Les personnes âgées de 65 ans et plus ont vu leur risque de pauvreté fortement persistante décupler depuis 1999 à Montréal. Les jeunes font face à des risques particulièrement élevés de pauvreté temporaire, mais aussi à des risques croissants de pauvreté moyennement persistante. Les femmes ont des taux de pauvreté persistante plus élevés que les hommes, et ce de manière constante depuis 1999. Finalement, les immigrants récents font face à des risques de pauvreté persistante plus élevés que les personnes nées au Canada, mais leur situation s'est fortement améliorée par rapport à eux dans la dernière décennie, ainsi que par rapport aux immigrants établis depuis plus de 10 ans au Canada.

4.

Au sein du territoire de Centraide du Grand Montréal, la pauvreté persistante sur la période de 2016-2023 était concentrée dans certains quartiers du centre et de l'est de la ville de Montréal, tels que Parc-Extension et la Petite-Bourgogne. En contrepartie, la grande majorité de plusieurs municipalités de la couronne sud immédiate (Sainte-Julie, Boucherville, etc.) n'a eu aucune expérience de pauvreté sur cette même période. Néanmoins, certaines municipalités de la Rive-Sud font face à des taux d'immobilité en pauvreté (l'inverse des taux de sortie) assez élevés, signifiant que même si peu de personnes tombent sous le seuil de pauvreté dans ces municipalités, celles qui passent le seuil n'ont pas nécessairement les ressources pour en sortir.

5.

Les quartiers montréalais où les taux de pauvreté persistante sont les plus élevés sont aussi ceux où la proportion des ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement est la plus élevée. Certains quartiers font exception : on retrouve une proportion plus élevée de ménages dans des logements adéquats dans les quartiers comme la Petite-Bourgogne, où sont concentrés les logements subventionnés, malgré des taux de pauvreté persistante élevés.

6.2 Pistes d'action

Nous concluons ce rapport avec une discussion sur des pistes de politiques publiques et d'interventions qui pourraient être mises en place pour réduire la pauvreté. Des travaux plus poussés seront ultérieurement nécessaires pour cerner le potentiel de chacune d'entre elles, notamment sur le plan de la pauvreté persistante.

Faut-il augmenter le montant des transferts gouvernementaux ?

Une analyse basée sur la MPC démontre qu'au Québec en 2021, seul 1,5 % des personnes ayant occupé un emploi à temps plein ou à temps partiel toute l'année étaient sous le seuil de pauvreté (3,6 % en 2018)⁵⁴. Ainsi, alors que l'emploi semble protéger contre la pauvreté, une grande partie des personnes en situation de pauvreté recourent à d'autres sources de revenus que les revenus d'emploi, en particulier les transferts gouvernementaux. Nous pouvons donc poser la question : les montants des transferts gouvernementaux sont-ils suffisants ?

D'une part, les montants d'aide sociale ne semblent pas suffisants. En effet, une analyse du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion sociale⁵⁵ indique que les revenus provenant de l'Aide financière de dernier recours (AFDR, soit les programmes d'Aide sociale et de Solidarité sociale), avec ou sans revenu de travail autorisé, ne permettaient à aucun type de famille d'atteindre le seuil de la MPC dans la RMR de Montréal ou celui de la MFR en 2024 (familles biparentales, monoparentales, couples sans enfant ou personnes célibataires sans enfant, y compris avec des contraintes sévères à l'emploi). La même analyse note aussi que les taux de couverture des revenus de l'AFDR dans la RMR de Montréal (soit la part du seuil de la MPC couvert par ces revenus) ont diminué entre 2004 et 2024.

Tel que mentionné ci-dessus, les personnes seules sont particulièrement vulnérables dans la mesure où elles n'ont à la fois pas de conjoint ou de conjointe comme source de soutien financier en cas de perte d'emploi, ni ne peuvent avoir recours aux programmes d'allocation familiale pour se maintenir au-dessus du seuil de pauvreté. L'aide sociale, dont les prestations ne permettent pas de se maintenir au-delà du seuil de pauvreté, reste leur principale source de protection sociale en dernier recours, ce qui amène plusieurs rapports à recommander une bonification des montants de l'aide sociale⁵⁶, surtout dans un contexte où les règles régissant l'accès à d'autres programmes comme l'assurance-chômage se sont resserrées. Il est important de rappeler que ce groupe de la population est en croissance à Montréal et au Canada dans son ensemble.

D'autre part, les taux de pauvreté des familles monoparentales restent plus élevés que les familles biparentales et les couples sans enfant, suggérant que certains programmes de transfert ciblant les familles (Allocation canadienne pour enfant et Allocation famille au Québec) offrent des montants insuffisants pour les familles les plus vulnérables.

Finalement, le même enjeu s'applique aux personnes âgées. Les résultats basés sur la MFR-Apl suggèrent que le montant des transferts gouvernementaux destinés aux 65 ans et plus, notamment le Supplément de revenu garanti, qui vise les personnes âgées à faible revenu, ne suffit pas pour maintenir une grande proportion d'entre eux au-dessus du seuil de pauvreté.

Une préoccupation fréquemment soulevée dans les discussions sur les programmes de transferts gouvernementaux est celle du désincitatif à l'emploi chez les bénéficiaires. Les études sur les politiques de soutien aux familles montrent cependant que ces programmes n'ont pas nui à l'emploi des parents et ont eu un effet positif sur l'emploi

des mères dans certains cas⁵⁷. Par ailleurs, des programmes comme l'Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT) fournissent aussi des prestations aux personnes gagnant un faible revenu d'emploi, visant ainsi à éviter la désincitation au travail. La version précédente de ce programme, la Prestation fiscale pour le revenu de travail, a eu un effet positif sur l'emploi, ce qui indique que les gains fournis par le programme aux personnes en emploi les aident à rester en emploi⁵⁸. Les programmes permettant de cumuler aide sociale ou autres transferts et revenus d'emploi peuvent ainsi avoir des impacts positifs.

En contrepartie, ce type d'approche ne convient pas aux nombreuses personnes en situation de handicap ou vivant des problèmes de santé importants, ainsi que les personnes âgées ne faisant plus partie de la population active. Un montant de prestation adéquat pour ces groupes de la population doit être assuré. Le rapport final du comité d'experts sur le revenu minimum garanti de la Colombie-Britannique propose notamment la mise en place de programmes de revenu minimum garanti ciblés pour les personnes en situation de handicap et une réforme complète de l'aide de dernier recours pour cette catégorie de prestataires⁵⁹.

Qualité de l'emploi et structure du marché du travail

Une étude comparée menée par Aerts et al. (2022) rapporte une relation inverse entre le niveau du salaire minimum et le taux de pauvreté au sein des pays de l'OCDE : plus le salaire minimum est élevé, plus le taux de pauvreté est bas.

Dans le contexte québécois, un exercice de modélisation mené par la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques démontre que le travail d'un parent monoparental ou d'un couple au salaire minimum à temps plein (35 h par semaine), combiné avec les transferts

gouvernementaux auxquels différents types de familles ont droit, permet à tous les types de familles d'atteindre ou de dépasser le seuil de revenu disponible nécessaire pour se hisser hors de la pauvreté selon la MPC⁶⁰. Seuls les couples sans enfant dont seul un adulte est en emploi à temps plein ne dépassent pas ce seuil. Au sein du système de protection sociale actuel, l'insertion en emploi à temps plein est donc une voie de sortie possible hors de la pauvreté au Québec. Tel que mentionné ci-dessus, d'autres voies doivent toutefois être envisagées pour les populations qui font face à des contraintes importantes en termes de participation au marché du travail.

Le maintien du salaire minimum à un niveau adéquat à travers des augmentations régulières, pour le maintenir par exemple à un niveau correspondant à 75 % de la MFR, apparaît donc important pour assurer un maintien des personnes en emploi hors de la pauvreté de manière durable. Par ailleurs, un exercice similaire à celui mené ci-dessus, mais avec le seuil de la MFR-Apl, semble aussi nécessaire.

Un facteur moins fréquemment étudié mais relatif à l'emploi est la couverture syndicale. Une étude comparant l'ensemble des états américains de 1991 à 2000 montre que le taux de couverture syndicale d'un état est inversement associé au taux de pauvreté au sein de la population en âge de travailler, y compris chez les ménages non syndiqués⁶¹. Ce résultat est d'autant plus pertinent étant donné le taux de couverture syndicale très élevé au Québec, comparativement au reste de l'Amérique du Nord.

Finalement, plusieurs groupes de la population font face à des obstacles importants dans l'accès à l'emploi. Le manque de qualification en fait partie. Dans un contexte urbain comme celui de Montréal, il existe aussi d'importantes contraintes liées à la distance des bassins d'emplois pour les personnes résidant dans certains quartiers, notamment plus périphériques,

et l'inadéquation de l'offre de transports en commun (y compris son coût). Dans un contexte canadien, Montréal semble être moins impactée par ce phénomène que des villes comme Toronto, étant donné qu'une grande proportion de personnes socioéconomiquement vulnérables réside dans des quartiers centraux, près de grands bassins d'emploi⁶². Cependant, nos analyses ont aussi identifié des localités plus éloignées sur la Rive-Sud et dans l'est de la ville de Montréal où les taux de pauvreté persistante sont élevés. Ces quartiers risquent d'être moins bien desservis par les transports en commun tout en étant plus éloignés des bassins d'emploi. Une stratégie de lutte contre la pauvreté doit ainsi inclure une composante liée à l'accès au transport collectif abordable.

Pauvreté chez les enfants

Plusieurs études montrent que les enfants vivant en pauvreté durant leur enfance ont un risque plus élevé de pauvreté, de non-emploi ou de problèmes de santé une fois devenus adultes⁶³. Les investissements dans des programmes ciblant les familles pauvres avec enfants, comme les *Food Stamps* aux États-Unis, ont des effets directs sur la santé et le bien-être économique de ces enfants une fois devenus adultes⁶⁴.

En plus des programmes de transferts gouvernementaux ciblant les familles avec enfants, notamment les familles monoparentales, des investissements importants et continus dans un système de garderies abordables peut favoriser la participation à l'emploi des mères⁶⁵, ce qui contribue à leur maintien hors de la pauvreté et ainsi influence positivement les trajectoires de leurs enfants⁶⁶.

Logement

Au Canada, les politiques en matière de logement sont hétérogènes et varient selon plusieurs dimensions⁶⁷ :

- Assistance sous forme de transferts monétaires (subventions ou autres) ou bien aide en nature (fourniture d'un logement);
- Loyer proportionné au revenu, ou non;
- Gestion par des opérateurs privés ou non (c'est-à-dire des logements hors marché, soit gérés par des organismes publics ou sans but lucratif incluant les coopératives).

Les politiques fédérales et provinciales en matière de logement ont évolué à partir d'un modèle de logement social géré par l'État vers un modèle axé sur la subvention envers les investissements par le secteur privé ou sans but lucratif dans le logement locatif et les programmes d'aide au logement (transferts gouvernementaux ciblés vers les personnes dont le loyer représente une part trop élevée de leur revenu).

Plusieurs analyses documentent l'association entre des programmes d'aide au logement basés sur des transferts monétaires et des indicateurs de sécurité résidentielle (qualité du logement, difficultés économiques, etc.). Ces études montrent qu'au Canada⁶⁸ et dans plusieurs autres pays⁶⁹, les programmes d'aide au logement basés sur des transferts monétaires n'ont généralement pas d'influence sur ces indicateurs de bien-être socioéconomiques, alors que le logement social (fourniture de logement en nature avec loyers subventionnés) atténue l'insécurité résidentielle et les difficultés matérielles vécues par les locataires. Ces résultats sont généralement expliqués par le faible montant des transferts monétaires pour l'aide au logement.

Ainsi, les recommandations formulées dans le cadre de différentes analyses se concentrent sur deux grands éléments :

- L'importance de soutenir la construction de logement social et hors marché afin d'offrir un niveau de logement abordable similaire à la moyenne de l'OCDE ;
- L'augmentation des montants des transferts liés à l'Allocation canadienne pour le logement (l'Allocation-logement au Québec), notamment sur la base de seuils permettant de prévenir l'itinérance et de subvenir à leurs besoins de base une fois le loyer payé⁷¹. Ceci est directement lié aux études discutées ci-dessus, qui concluent que les montants des prestations actuelles sont trop faibles pour faire une différence. Bien que plusieurs analyses jugent que la construction de logement social ou hors marché est à favoriser, cette priorisation n'exclut pas l'augmentation des montants des prestations en parallèle.

En influençant soit les dépenses nécessaires pour se loger ou le niveau d'aide financière reçue, ces deux interventions peuvent donc contribuer à diminuer la pauvreté.

6.3 Ouverture

En somme, le présent rapport contribue à montrer que la pauvreté, qu'elle soit temporaire ou persistante, représente un enjeu prépondérant à l'échelle du Québec et du Grand Montréal en particulier. Malgré la présence de certains progrès au niveau de la lutte contre la pauvreté dans les dernières décennies, certains groupes font toujours face à des risques importants de tomber sous le seuil de pauvreté, mais aussi à des obstacles à en sortir. On observe ainsi une proportion significative de la population ayant vécu de la pauvreté au cours de leur vie, y compris sous ses formes les plus persistantes.

Dans un contexte de crise du logement abordable, les données présentées ici rappellent le besoin de continuer à développer des politiques publiques ciblant les groupes les plus vulnérables. Ce rapport rappelle également le besoin de connaissances sur la pauvreté persistante au Québec et ouvre la porte à des analyses plus détaillées de certaines unités géographiques ou groupes de la population, notamment selon une le concept d'intersectionnalité pour les groupes pour lesquels peu de données sont rendues publiques.



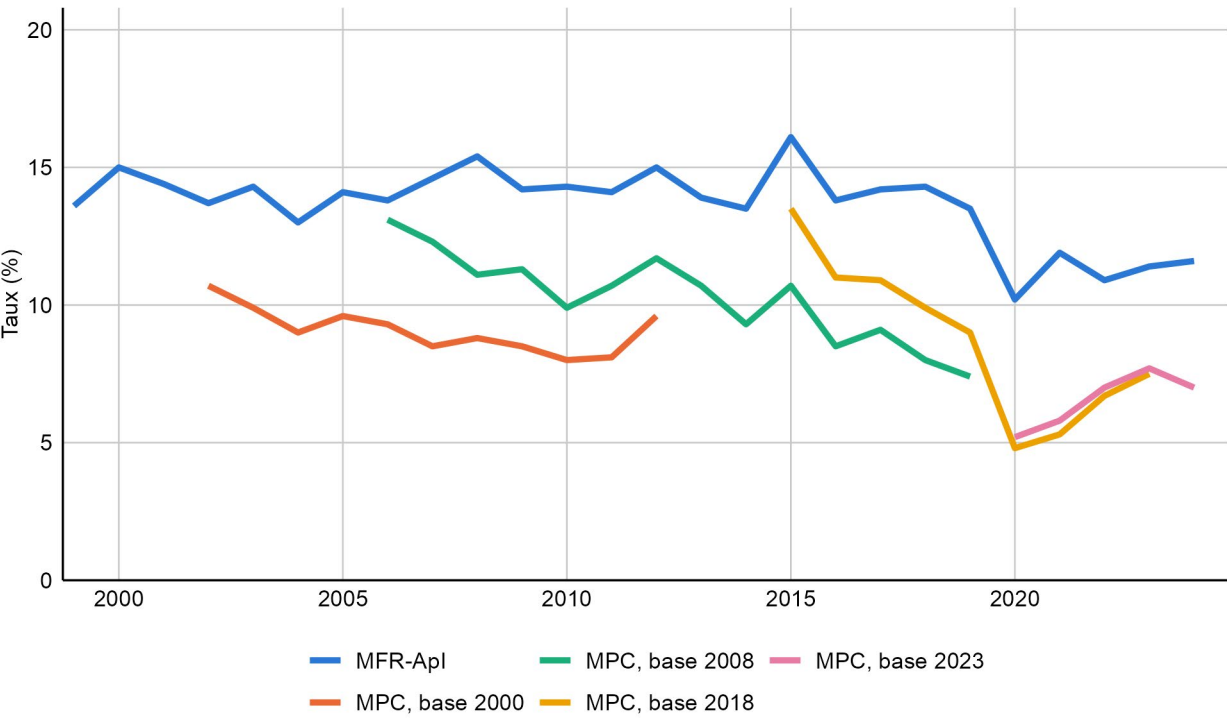
07 Annexes

7.1 Tendances récentes pour la MFR et la MPC

La figure A1 rapporte l'évolution des taux de pauvreté calculée selon ces deux mesures au Québec depuis 1999. Selon la MFR, le taux de pauvreté a été relativement stable au Québec au cours de la plus grande partie des 25 dernières années, mais une baisse peut être remarquée à partir de 2015 et plus particulièrement à partir de 2020 (rappelons qu'en 2020, la Prestation canadienne d'urgence a été octroyée à une grande partie des personnes sans emploi). Le taux s'est ensuite maintenu sous le niveau des années précédentes, avec un léger rebond par rapport à 2020.

Les taux calculés sur la base de la MPC sont généralement inférieurs à ceux calculés sur la base de la MFR. Les différentes bases de la MPC suggèrent que la pauvreté baisse légèrement dans le temps. Cependant, les révisions périodiques mènent généralement à revoir les taux à la hausse. Cela dit, aucune tendance claire ne se dégage de la période de 1999 à 2015, puis une tendance claire à la baisse se dégage même compte tenu des différents rebasages, conformément à la tendance de la MFR. En somme, les deux mesures suggèrent d'importants changements dans les dernières années.

Figure A1. Taux de pauvreté selon différentes mesures, population totale, Québec, 1999-2024



Source : Statistique Canada, tableau 11-10-0135

7.2 MFR-Apl et pauvreté chez les personnes de 65 ans et plus

Une partie significative de la population canadienne de 65 ans et plus tire ses revenus des régimes de retraite financés par l'État comme la Sécurité de la vieillesse ainsi que le Supplément de revenu garanti pour les personnes à faible revenu. Ces revenus sont généralement suffisants pour hisser la majorité des retraités au-dessus de la ligne de pauvreté définie par la MPC⁷². En contrepartie, la MFR-Apl correspond à 50 % du revenu

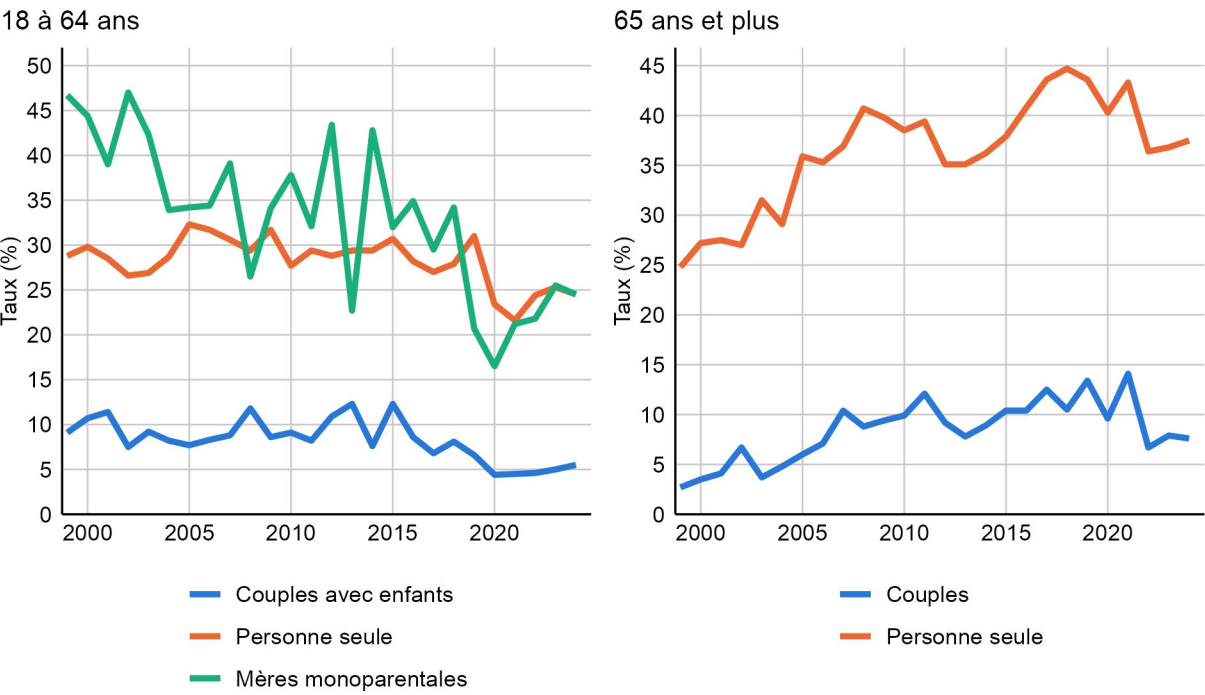
familial médian (ajusté) après impôt et est donc sensible aux changements de la distribution des revenus.

La situation des retraités recourant principalement aux régimes de retraite financés par l'État s'empire relativement à la médiane puisque certains retraités tirent leur revenu uniquement des régimes publics alors que d'autres mobilisent un patrimoine qui est dans certains cas très important. C'est ce qui semble entre autres expliquer la croissance de la pauvreté selon la MFR-Apl.

7.3 Tendances des taux transversaux de pauvreté au Québec

La figure ci-dessous présente les taux transversaux de pauvreté, tirés de l'Enquête canadienne sur le revenu, pour différents groupes de la population. Voir la section 3 pour une discussion de ces résultats.

Figure A2. Taux transversal de pauvreté (MFR-Apl) par type de famille (sélection), Québec, 1999-2024



Source : Statistique Canada, tableau 11-10-0136

7.4 Lexique

Données transversales: type de données où les informations sur chaque observation portent sur une seule période (année). Ce type de données fournit donc un portrait qui permet d'observer la situation d'une population à un moment précis dans le temps, par exemple, les données du recensement.

Données longitudinales: type de données où les informations sur chaque observation portent sur plusieurs périodes et où on collecte donc des informations sur une même personne à travers plusieurs années. Ce type de données permet de suivre les personnes dans le temps. Le rapport utilise cette approche pour déterminer si une personne a connu au moins une année de pauvreté sur une période donnée et pour mesurer la persistance de la pauvreté.

Immigrant récent: dans les analyses de ce rapport, personne immigrante établie au Canada depuis 10 ans ou moins.

Mesure de faible revenu après impôt (MFR-Apl): mesure qui fixe le seuil de faible revenu à 50% de la médiane du revenu familial après impôt et transferts gouvernementaux, en tenant compte de la taille de la famille. C'est la mesure utilisée dans ce rapport.

Pauvreté: état de privation matérielle pouvant entraîner de l'exclusion sociale.

Pauvreté persistante: situation de pauvreté qui se prolonge dans le temps. Dans ce rapport, elle correspond au fait d'avoir passé trois à huit ans sous le seuil de pauvreté au cours d'une période de huit ans.

Quintile: chacun des cinq groupes de taille égale obtenus lorsqu'on classe des observations selon une valeur, de la plus faible à la plus élevée. Dans les cartes du rapport, les territoires sont répartis en cinq groupes selon leur taux de pauvreté.

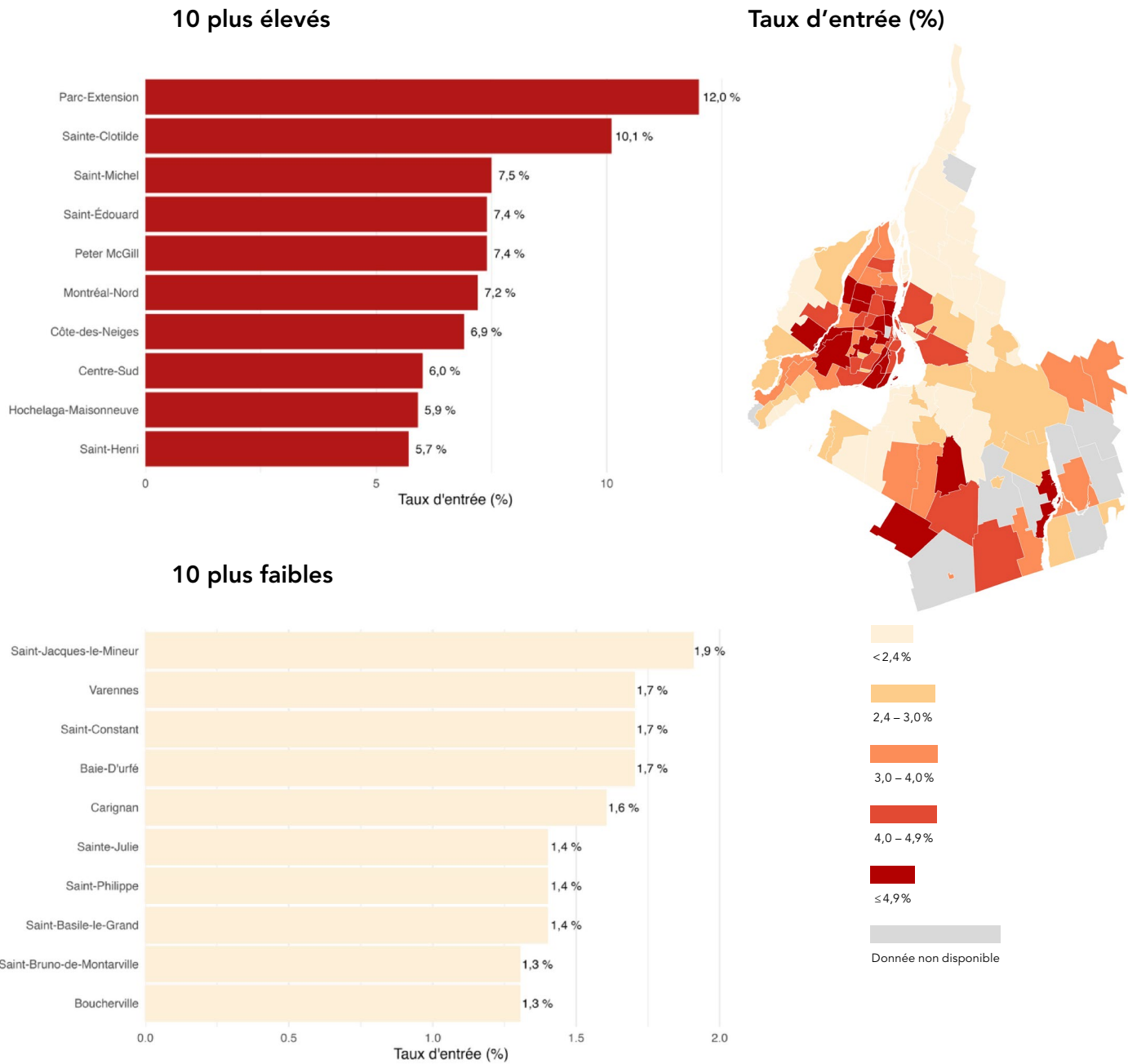
Seuil de pauvreté: niveau de revenu en dessous duquel une personne ou une famille est considérée comme étant en situation de pauvreté. Dans ce rapport, ce seuil est établi à partir de la mesure de faible revenu après impôt (MFR-Apl).

Taux de pauvreté: proportion de personnes dont le revenu familial après impôt et transferts gouvernementaux se situe sous le seuil de pauvreté lors d'une année donnée.

Territoire: dans le contexte de nos analyses cartographiques, les territoires sont la plus petite unité géographique utilisée. Elle correspond à un quartier de la ville de Montréal, un secteur d'aménagement de la ville de Laval, ou bien une municipalité de la Rive-Sud ou de l'île de Montréal (hors de la ville de Montréal).

Carte A1.

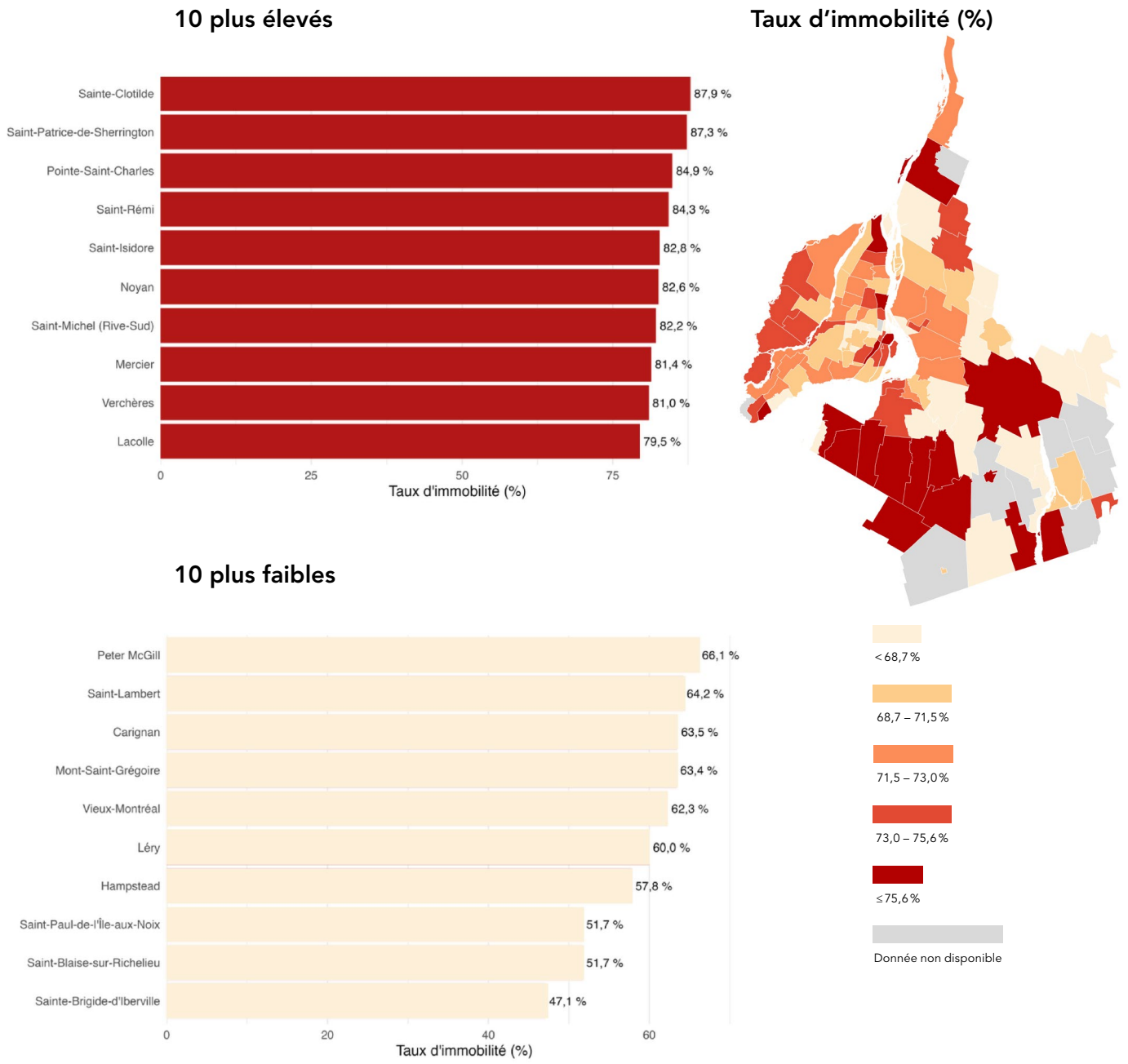
Taux d’entrée dans la pauvreté par sous-territoire pour la population adulte, Centraide du Grand Montréal, 2022-2023



Sources : Statistique Canada (tableau personnalisé).

Carte A2.

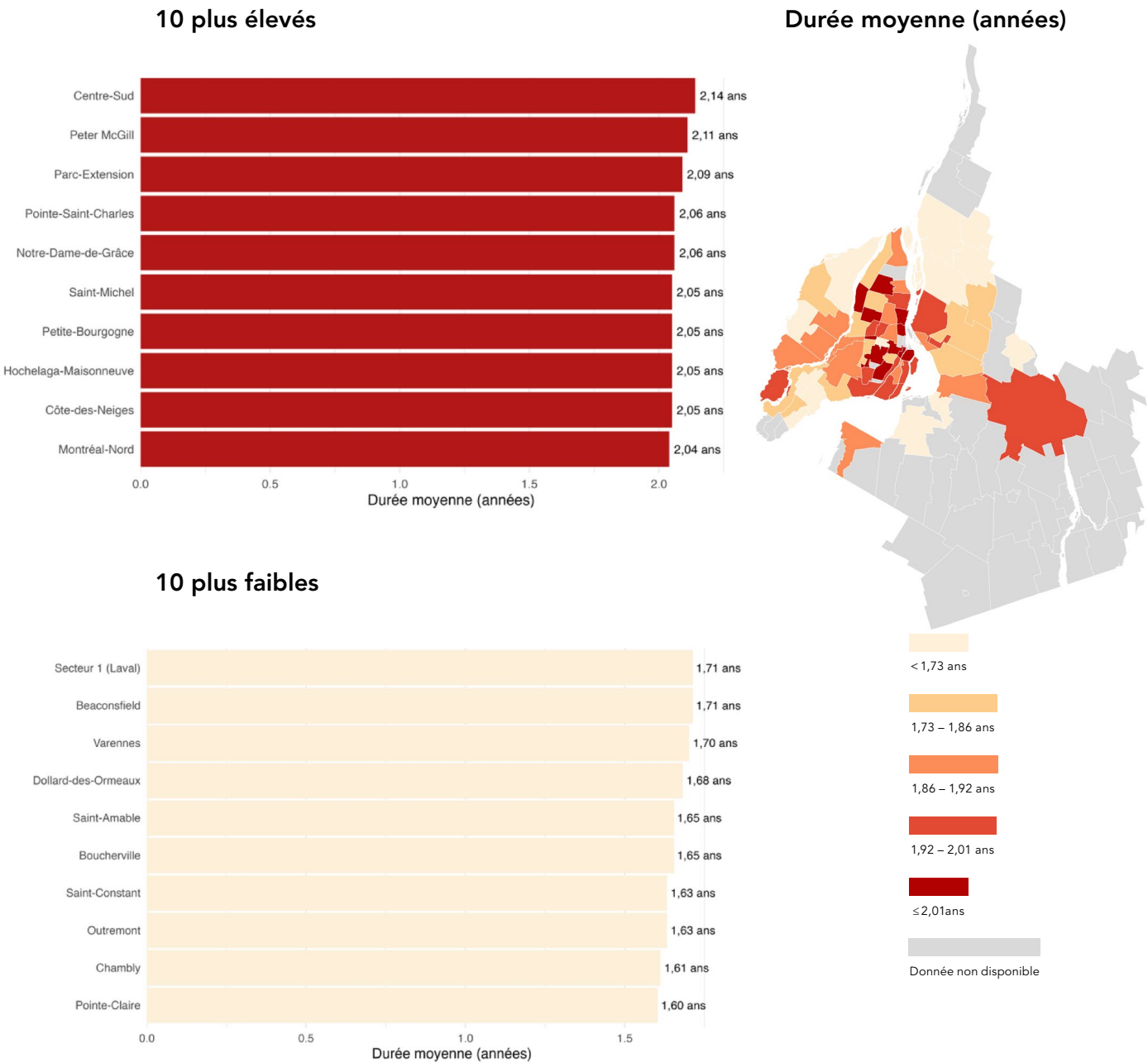
Taux d’immobilité dans la pauvreté par sous-territoire pour la population adulte, Centraide du Grand Montréal, 2022-2023



Sources : Statistique Canada (tableau personnalisé).

Carte A3.

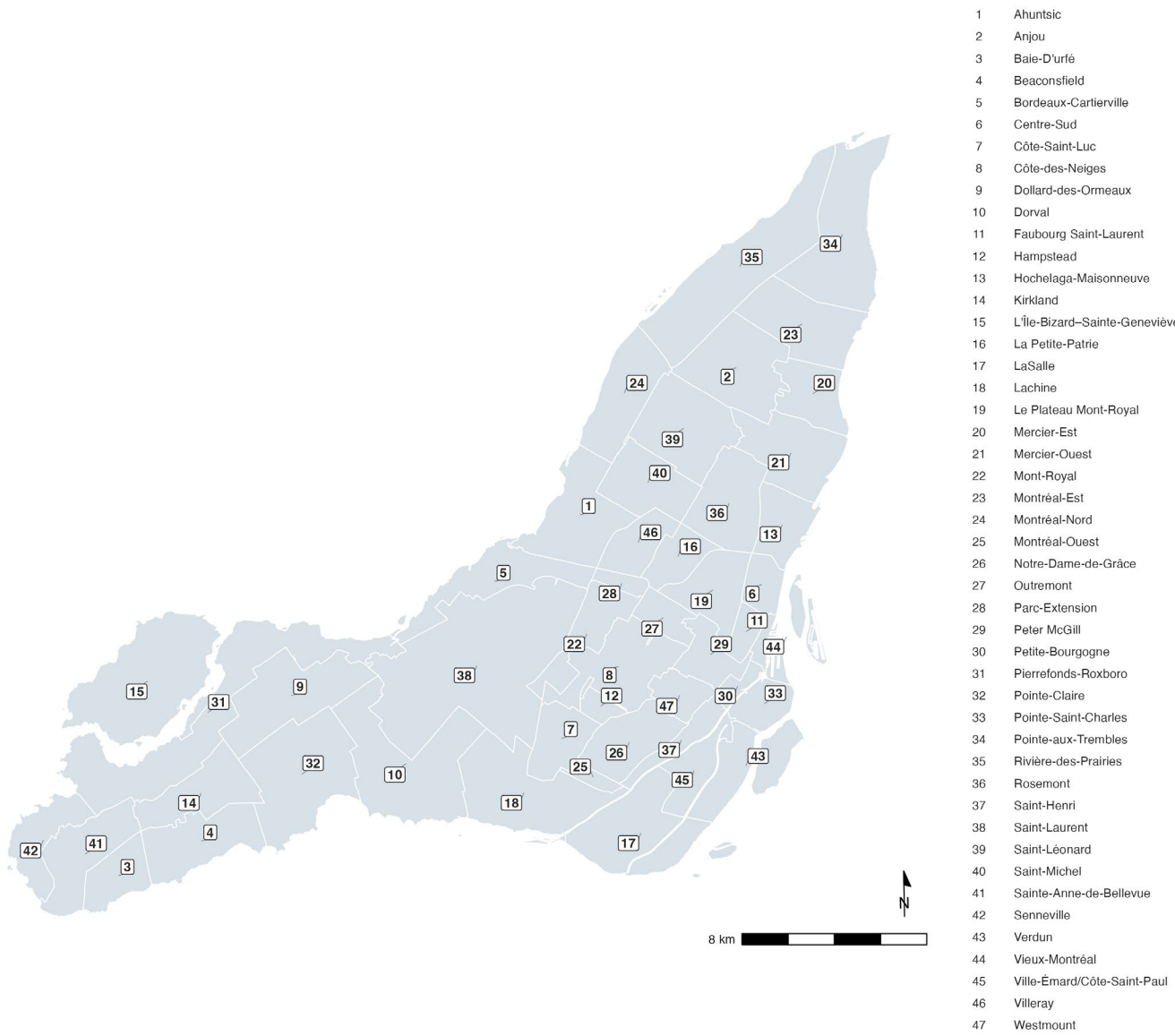
Durée moyenne des épisodes de pauvreté par sous-territoire pour la population adulte, Centraide du Grand Montréal, 2016-2023



Sources : Statistique Canada (tableau personnalisé).

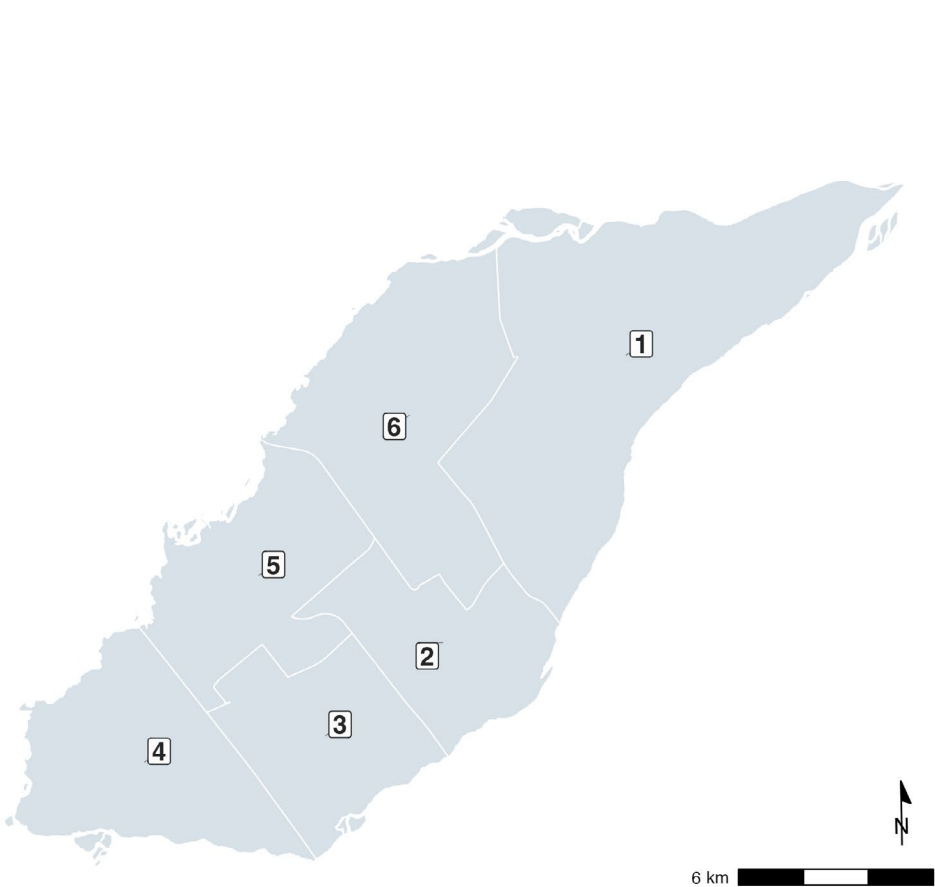
Carte A4.

Carte de repérage – Territoire Centraide (Montréal)



Carte A5.

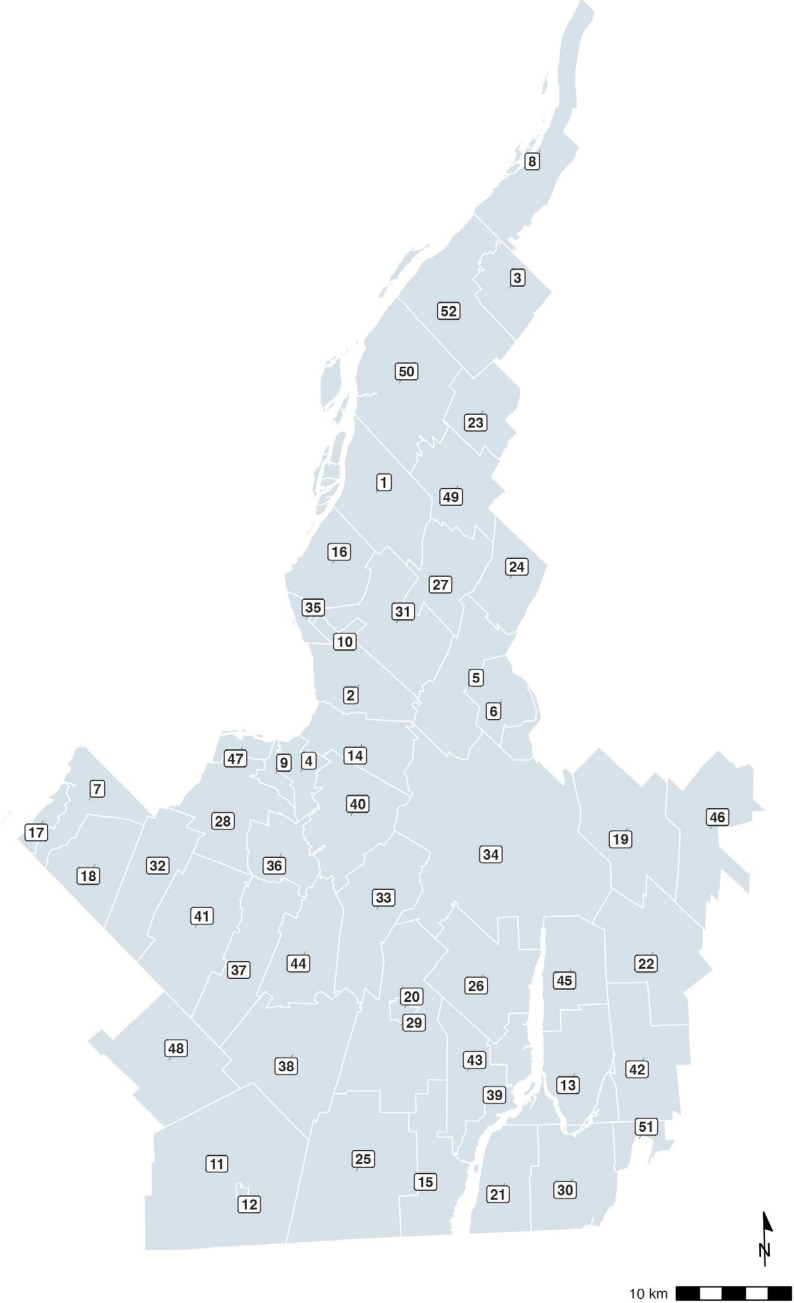
Carte de repérage – Territoire Centraide (Laval)



- 1 Secteur 1 - Duvernay, Saint-François et Saint-Vincent-de-Paul
- 2 Secteur 2 - Pont-Viau, Renaud-Coursol et Laval-des-Rapides
- 3 Secteur 3 - Chomedey
- 4 Secteur 4 - Sainte-Dorothée, Laval-Ouest, Les Îles-Laval, Fabreville-Ouest et Laval-sur-le-Lac
- 5 Secteur 5 - Fabreville-Est et Sainte-Rose
- 6 Secteur 6 - Vimont et Auteuil

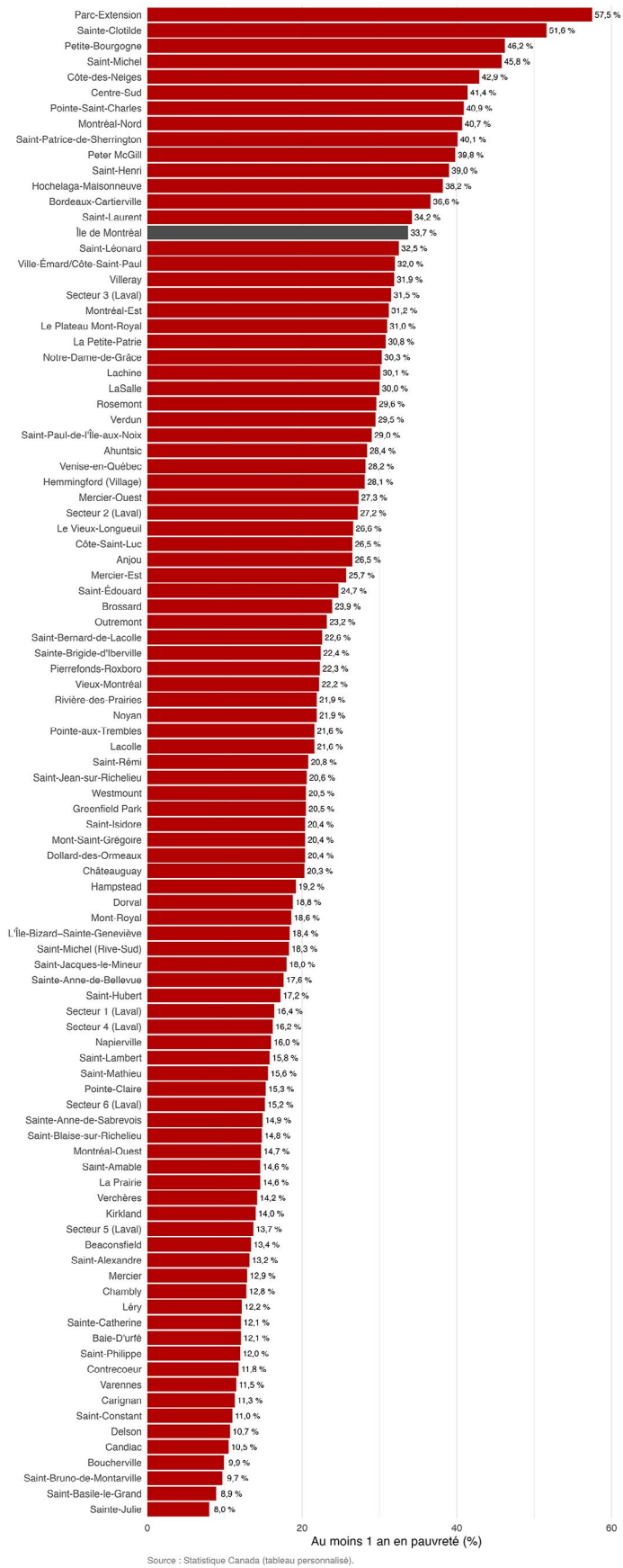
Carte A6.

Carte de repérage – Territoire Centraide (Rive-Sud)

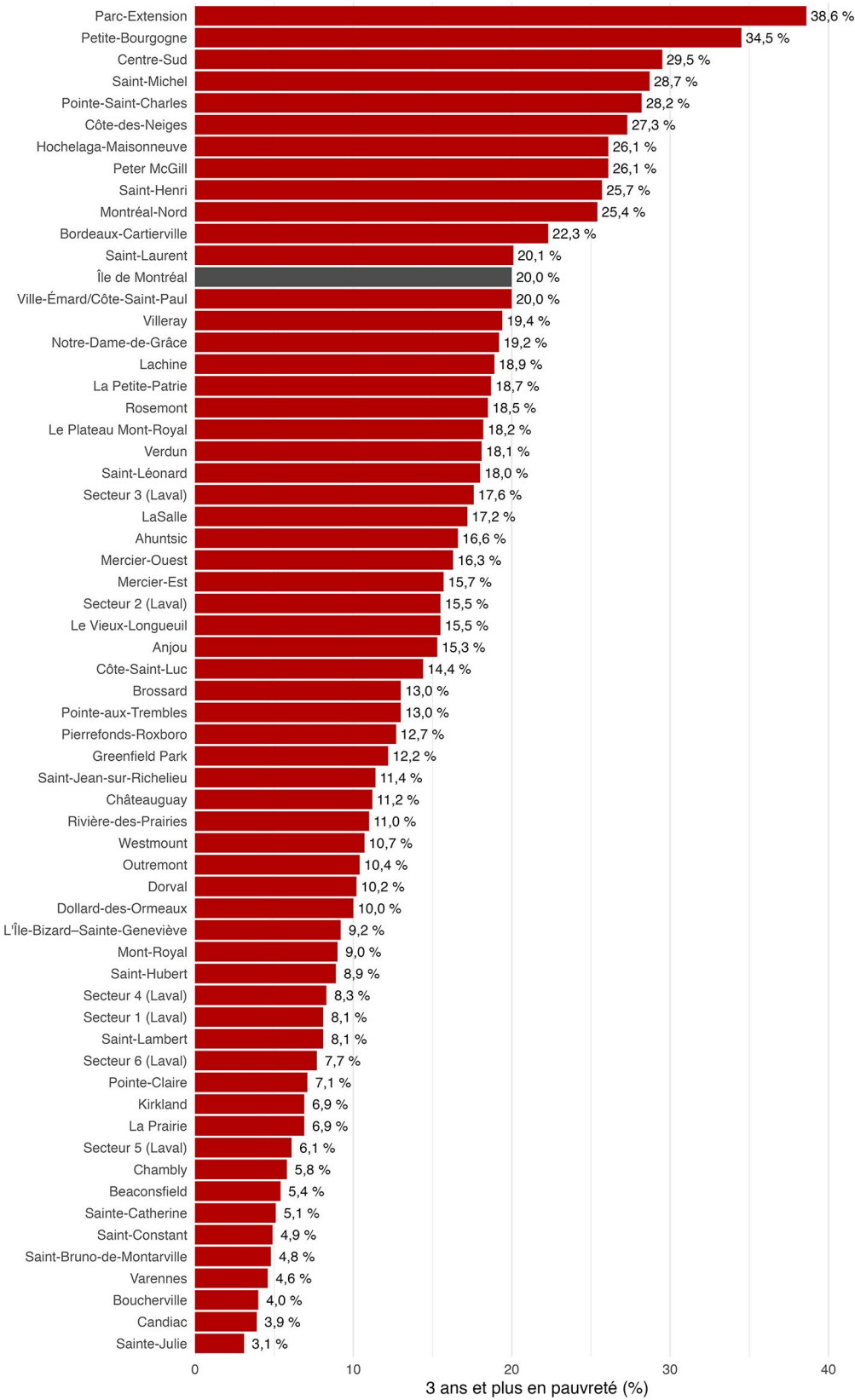


- 1 Boucherville
- 2 Brossard
- 3 Calixa-Lavallée
- 4 Candiac
- 5 Carignan
- 6 Chambly
- 7 Châteauguay
- 8 Contrecoeur
- 9 Delson
- 10 Greenfield Park
- 11 Hemmingford (Canton)
- 12 Hemmingford (Village)
- 13 Henryville
- 14 La Prairie
- 15 Lacolle
- 16 Le Vieux-Longueuil
- 17 Léry
- 18 Mercier
- 19 Mont-Saint-Grégoire
- 20 Napierville
- 21 Noyan
- 22 Saint-Alexandre
- 23 Saint-Amable
- 24 Saint-Basile-le-Grand
- 25 Saint-Bernard-de-Lacolle
- 26 Saint-Blaise-sur-Richelieu
- 27 Saint-Bruno-de-Montarville
- 28 Saint-Constant
- 29 Saint-Cyprien-de-Napierville
- 30 Saint-Georges-de-Clarenceville
- 31 Saint-Hubert
- 32 Saint-Isidore
- 33 Saint-Jacques-le-Mineur
- 34 Saint-Jean-sur-Richelieu
- 35 Saint-Lambert
- 36 Saint-Mathieu
- 37 Saint-Michel
- 38 Saint-Patrice-de-Sherrington
- 39 Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix
- 40 Saint-Philippe
- 41 Saint-Rémi
- 42 Saint-Sébastien
- 43 Saint-Valentin
- 44 Saint-Édouard
- 45 Sainte-Anne-de-Sabrevois
- 46 Sainte-Brigide-d'Iberville
- 47 Sainte-Catherine
- 48 Sainte-Clotilde
- 49 Sainte-Julie
- 50 Varennes
- 51 Venise-en-Québec
- 52 Verchères

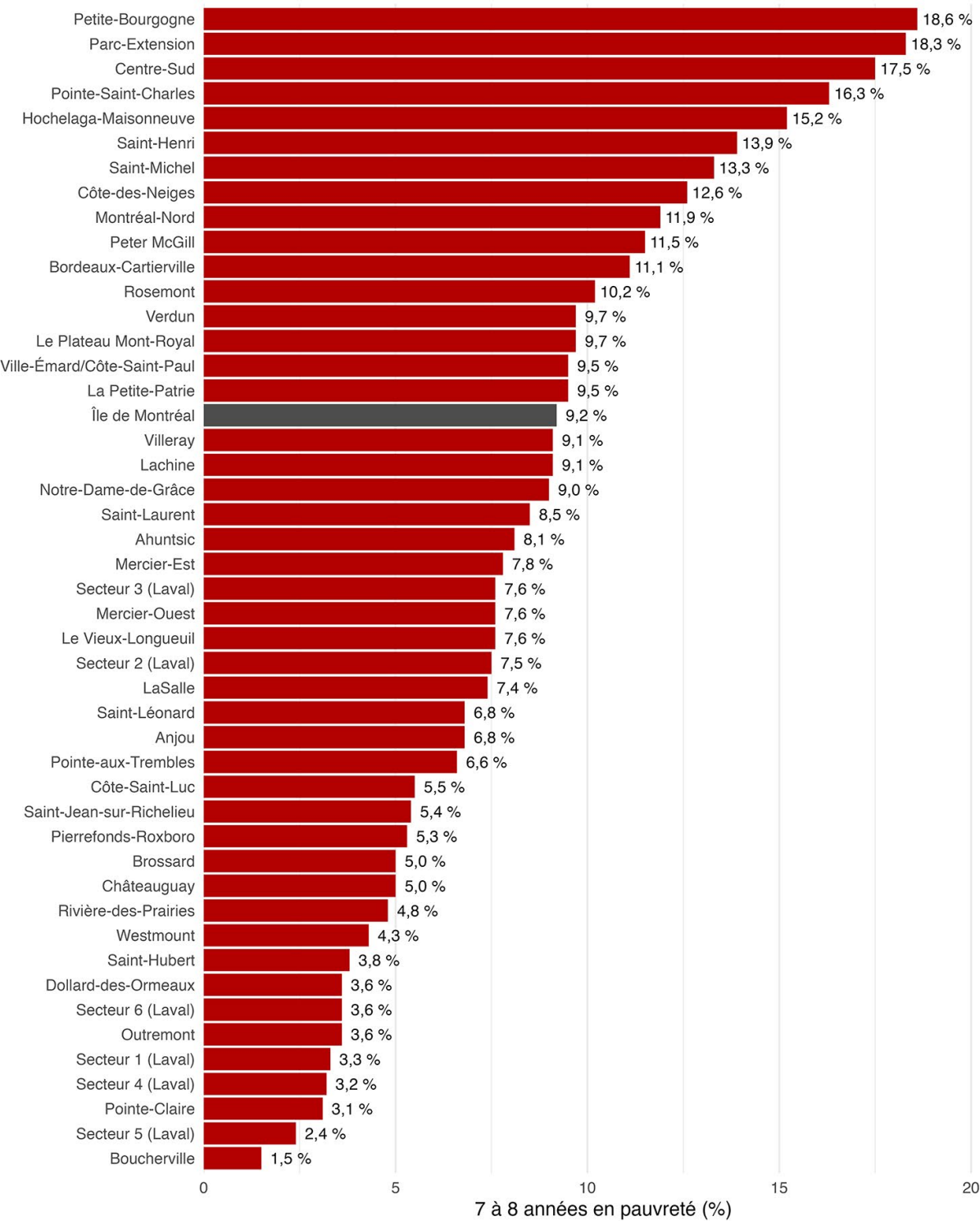
Taux de pauvreté sur au moins une année par sous-territoire pour la population adulte, Centraide du Grand Montréal, 2016–2023



Taux de pauvreté persistante (3 ans et plus) par sous-territoire pour la population adulte, Centraide du Grand Montréal, 2016–2023

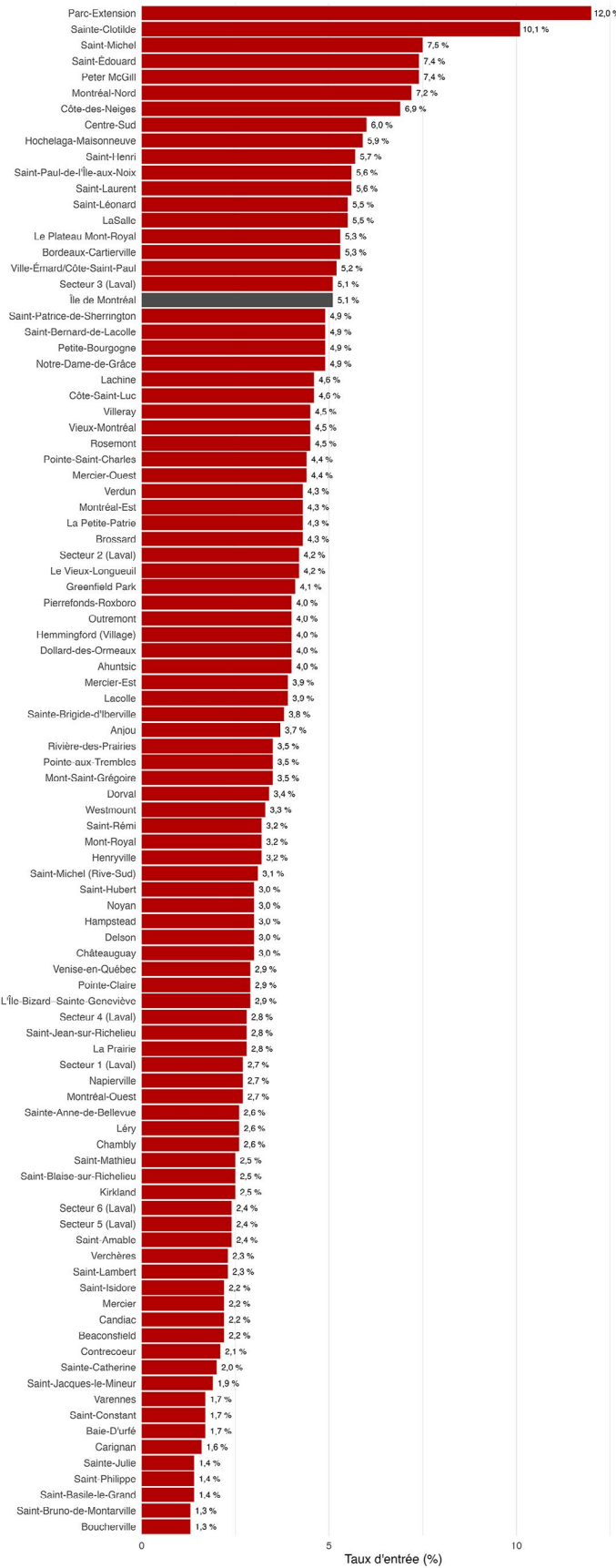


Taux de pauvreté fortement persistante (7 à 8 ans) par sous-territoire pour la population adulte, Centraide du Grand Montréal, 2016–2023



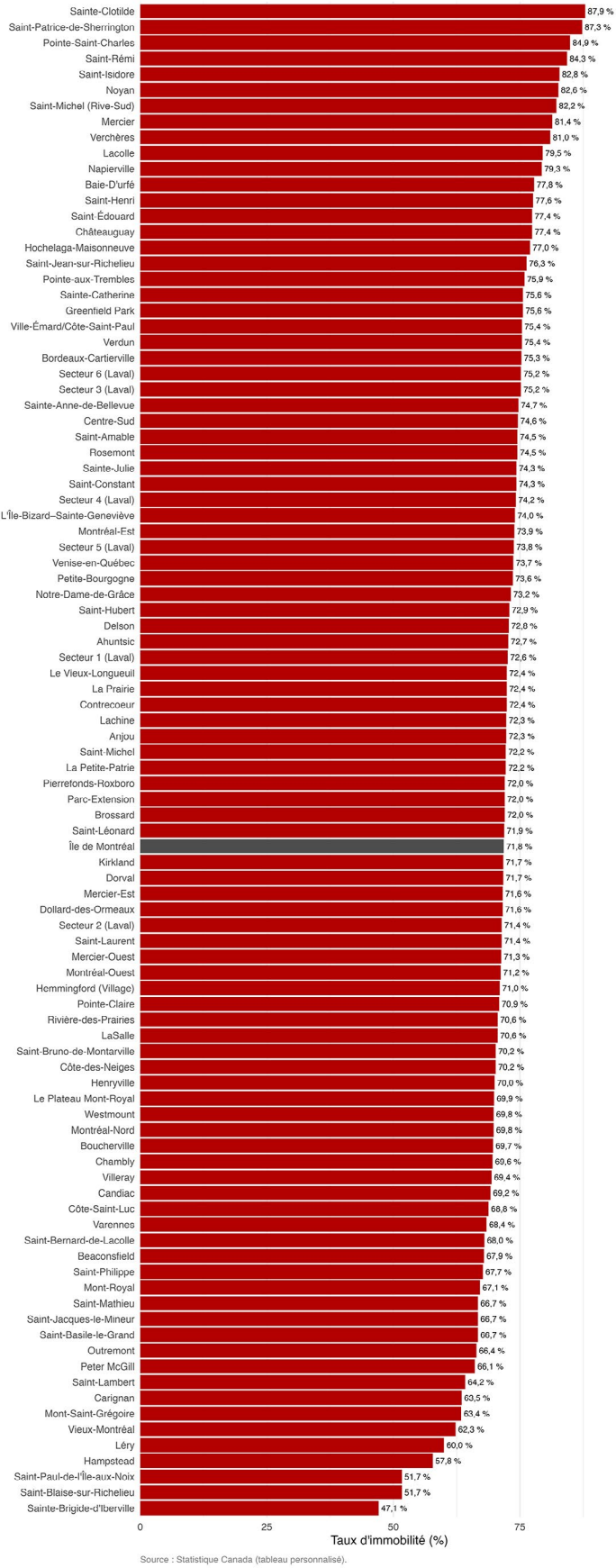
Source : Statistique Canada (tableau personnalisé).

Taux d'entrée dans la pauvreté par sous-territoire pour la population adulte, Centraide du Grand Montréal, 2022–2023

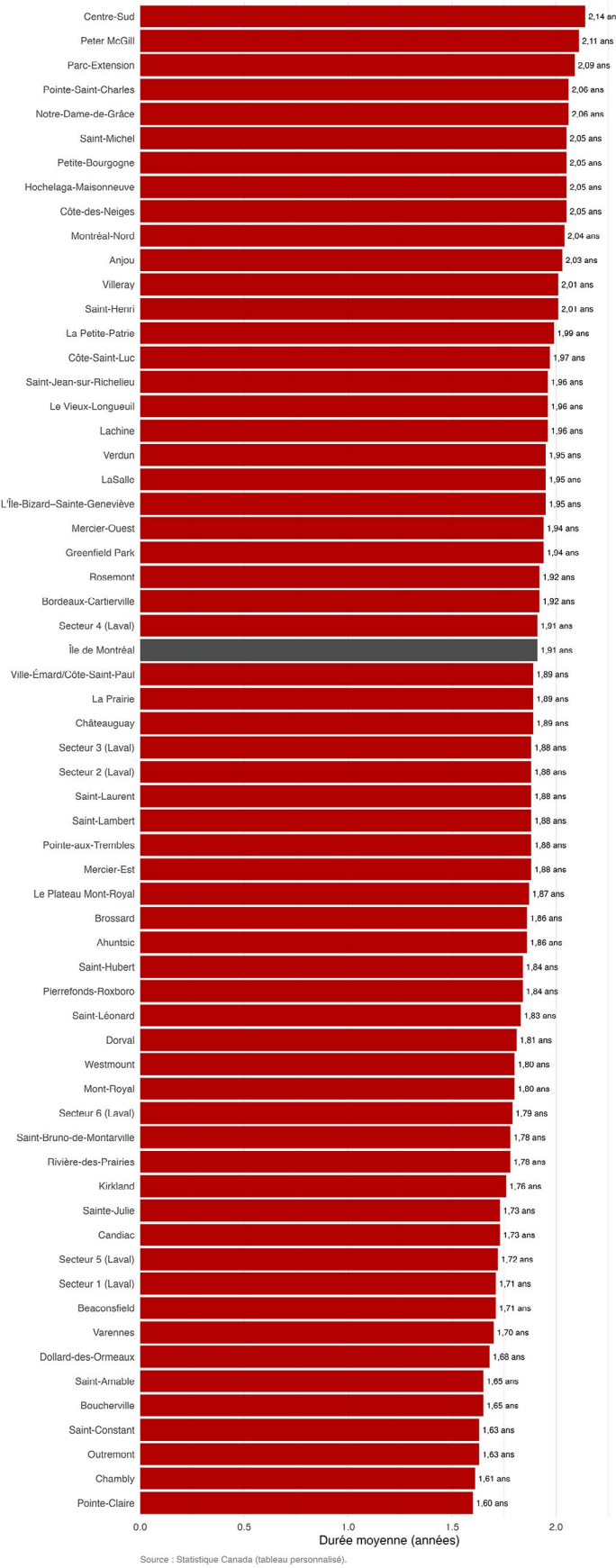


Source : Statistique Canada (tableau personnalisé).

Taux d'immobilité dans la pauvreté par sous-territoire pour la population adulte, Centraide du Grand Montréal, 2022–2023



Durée moyenne des épisodes de pauvreté par sous-territoire pour la population adulte, Centraide du Grand Montréal, 2016–2023





08 Notes

¹ Statistique Canada. Tableau 11-10-0135-01. *Statistiques du faible revenu selon l'âge, le genre et le type de famille économique*. DOI: <https://doi.org/10.25318/1110013501-fra>

² Savard, Frédéric, *La Persistance Du Faible Revenu Au Québec* (Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE), Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 2015), https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/cepe/publications/ED_faible_revenu_2015_cepe.pdf.

³ Dans cette étude, le seuil de la Mesure du panier de consommation (MPC) a été utilisé. Les différentes définitions utilisées dans la recherche au Canada sont présentées dans l'encadré 1.

⁴ Ces conclusions sont confirmées par une étude de Statistique Canada publiée en 2021, qui rapporte que seuls 15 % des Québécois qui avaient vécu au moins un épisode de pauvreté entre 2011 et 2018 étaient restés pauvres pendant quatre années consécutives plus. Voir: Xuelin Zhang, *Low-Income Persistence in Canada and the Provinces*, Income Research Paper Series Catalogue no. 75F0002M ISSN 1707-2840 ISBN 978-0-660-38296-8 (Statistics Canada, 2021), <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/75f0002m/75f0002m2021004-eng.pdf?st=vD24AX5P>.

⁵ Zhang, *Low-Income Persistence in Canada and the Provinces*.

⁶ Guy Lacroix, "Social Policy and Income Mobility: An Interprovincial Perspective," *Canadian Public Policy* 45, no. 2 (2019): 105–28, <https://doi.org/10.3138/cpp.2019-012>.

⁷ Sharanjit Uppal and Travis Facette, *Who Experiences Persistent Low Income? A Study of Various Demographic Groups from 2016 to 2022*, Insights on Canadian Society Catalogue no. 75-006-X ISSN 2291-0840 ISBN 978-0-660-79477-8 (2026), <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/75-006-x/2026001/article/00001-eng.pdf?st=vBkn-kSz>.

⁸ Uppal and Facette, *Who Experiences Persistent Low Income? A Study of Various Demographic Groups from 2016 to 2022*.

⁹ Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE), *Pauvreté et exclusion sociale au Québec – État de situation 2024* (Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction de la recherche, 2024), <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/organismes-lies/cepe>.

¹⁰ Xavier Leloup, *Travailleurs pauvres dans la RMR de Montréal* (Institut national de la recherche scientifique (INRS) - Urbanisation, Culture et Société, 2016).

¹¹ Sébastien Breau et al., "Pulling Apart: New Perspectives on the Spatial Dimensions of Neighbourhood Income Disparities in Canadian Cities," *Journal of Geographical Systems* 20, no. 1 (2018): 1–25, <https://doi.org/10.1007/s10109-017-0255-0>.

¹² Josefina Ades et al., *Is Poverty Concentration Expanding to the Suburbs? Analyzing the Intra-Metropolitan Poverty Distribution and Its Change in Montreal, Toronto and Vancouver*, 2016, 38(1/3), 23-37.

¹³ Statistique Canada. Tableau 11-10-0232-01. *Seuils de la Mesure de faible revenu (MFR) selon la source de revenu et la taille du ménage*. DOI : <https://doi.org/10.25318/1110023201-fra>

¹⁴ Estimations calculées par les auteurs à partir du tableau Statistique Canada. Tableau 11-10-0135-01. Statistiques du faible revenu selon l'âge, le genre et le type de famille économique. DOI : <https://doi.org/10.25318/1110013501-fra>

¹⁵ Statistique Canada. Tableau 11-10-0025-01. La persistance du faible revenu des déclarants au Canada. DOI : <https://doi.org/10.25318/1110002501-fra>

¹⁶ Statistique Canada, *Les Lignes de Faible Revenu : Leur Signification et Leur Calcul*, Série de documents de recherche – Revenu No 75F0002M au catalogue — No 002 (Statistique Canada, 2016), https://publications.gc.ca/collections/collection_2016/statcan/75f0002m2016002-eng.pdf.

¹⁷ OECD, *Society at a Glance 2024: OECD Social Indicators*, Society at a Glance (OECD Publishing, 2024), <https://doi.org/10.1787/918d8db3-en>; Organization for Economic Cooperation and Development, *The OECD Approach to Measure and Monitor Income Poverty across Countries* (United Nations Economic Commission for Europe (UNECE), 2013), <https://doi.org/10.18356/9789210010795>.

¹⁸ Emploi et Développement social Canada, *Une Chance Pour Tous: La Première Stratégie Canadienne de Réduction de La Pauvreté* (Emploi et Développement social Canada, 2018), <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/reduction-pauvrete/rapports/strategie.html>.

¹⁹ Les seuils de pauvreté sont généralement fixés au niveau de la famille ou du ménage plutôt que de l'individu, en assumant un partage équitable des ressources entre ses membres, même si cette hypothèse peut être contestée. Voir Brian Murphy et al., *Revising Statistics Canada's Low Income Measure (LIM)*, Income Research Paper Series Catalogue no. 75F0002M (Statistique Canada, 2010), <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/75f0002m/75f0002m2010004-eng.pdf?st=U-bscT9R>.

²⁰ Nancy Devin et al., *Méthodologie Proposée Pour La Mesure de La Pauvreté Fondée Sur Un Panier de Consommation de l'année de Base 2023*, Série de documents de recherche – Revenu No 75F0002M au catalogue (Statistique Canada, 2025).

²¹ Kate Bird, "The Intergenerational Transmission of Poverty: An Overview," in *Chronic Poverty: Concepts, Causes and Policy*, ed. Andrew Shepherd and Julia Brunt (Palgrave Macmillan UK, 2013), https://doi.org/10.1057/9781137316707_4.

²² A. Shepherd and J. Brunt, *Chronic Poverty: Concepts, Causes and Policy* (Springer, 2013).

²³ Alina Sandor et al., *Poverty Dynamics in the EU*, European Employment and Social Outlook Working Paper no. 2026/02 (European Commission, 2026), https://employment-social-affairs.ec.europa.eu/poverty-dynamics-eu_en.

²⁴ Savard, Frédéric, *La Persistance Du Faible Revenu Au Québec*.

²⁵ Zhang, *Low-Income Persistence in Canada and the Provinces*.

²⁶ Ces taux sont censurés à droite : nous n'observons pas la fin de tous les épisodes au cours des huit ans.

²⁷ Michael Baker et al., "Effects of Child Tax Benefits on Poverty and Labor Supply: Evidence from the Canada Child Benefit and Universal Child Care Benefit," *Journal of Labor Economics* 41, no. 4 (2023): 1129–82, <https://doi.org/10.1086/721379>; Paniz Najjarrezaparast and Krishna Pendakur, "How Did the Canada Child Benefit Affect Household Spending?," *Canadian Public Policy / Analyse de Politiques* 47, no. 4 (2021): 479–96.

²⁸ Michael Baker et al., *Investing in Mothers? The Long-Run Impact of a Universal Child Care Program on Maternal Work and Income*, no. w35514 (National Bureau of Economic Research, 2026), w35514, <https://doi.org/10.3386/w35514>; Ailin He et al., *The Impact of After-School Care on Maternal Income: Evidence from Canadian Administrative Data*, No. 24-04, Research Group on Human Capital - Working Paper Series (Université du Québec à Montréal, École des sciences de la gestion (ESG UQAM), Groupe de recherche sur le capital humain (GRCH), 2024), <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/322405/1/1919616551.pdf>; Youjin Choi et al., "The Effects of Extended Parental Benefits on Parents' Employment and Earnings in Canada," *Demography* 62, no. 3 (2025): 879–98, <https://doi.org/10.1215/00703370-11958785>.

²⁹ Hicham Raïq and Charles Plante, "Trajectoires de pauvreté et monoparentalité : le Québec dans une perspective comparative," *Sociologie et sociétés* 45, no. 1 (2013): 67–90, <https://doi.org/10.7202/1016396ar>; Savard, Frédéric, *La Persistance Du Faible Revenu Au Québec*.

³⁰ Howard Oxley et al., "Poverty Dynamics in Six OECD Countries," *OECD Economic Studies*, no. 30 (2000): 7–52; Robert G. Valletta, "The Ins and Outs of Poverty in Advanced Economies: Government Policy and Poverty Dynamics in Canada, Germany, Great Britain, and the United States," *Review of Income and Wealth* 52, no. 2 (2006): 261–84, <https://doi.org/10.1111/j.1475-4991.2006.00187.x>.

³¹ Les personnes célibataires sans enfant, incluant les personnes qui résident avec des colocataires ou autres personnes sans lien familial.

³² Statistique Canada, "Seul chez soi : Le nombre de personnes vivant seules est plus élevé que jamais, mais les colocataires sont le type de ménage qui connaît la plus forte croissance," *Composante du produit no 11-001-X au catalogue de Statistique Canada*, no. 11 (2022), <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/daily-quotidien/220713/dq220713a-fra.pdf?st=iBH7G-hk>.

³³ Dean Herd et al., "Canada's Forgotten Poor? Putting Singles Living in Deep Poverty on the Policy Radar," *IRPP*, 2020, <https://irpp.org/research-studies/canadas-forgotten-poor-putting-singles-living-in-deep-poverty-on-the-policy-radar/>; Axel van den Berg et al., *Combating Poverty: Quebec's Pursuit of a Distinctive Welfare State* (University of Toronto Press, 2017), <https://www.jstor.org/stable/10.3138/j.ctv1n358gc>.

³⁴ Garnett Picot and Yuqian Lu, *Chronic Low Income Among Immigrants in Canada and Its Communities*, Analytical Studies Branch Research Paper Series Catalogue no. 11F0019M — No. 397 ISSN 1205-9153 ISBN 978-0-660-09386-4 (2017), https://publications.gc.ca/collections/collection_2017/statcan/11f0019m/11f0019m2017397-eng.pdf; Naomi Lightman and Luann Good Gingrich, "Measuring Economic Exclusion for Racialized Minorities, Immigrants and Women in Canada: Results from 2000 and 2010," *Journal of Poverty* 22, no. 5 (2018): 398–420, <https://doi.org/10.1080/10875549.2018.1460736>.

³⁵Uppal and Facette, *Who Experiences Persistent Low Income? A Study of Various Demographic Groups from 2016 to 2022*; Christoph Schimmele et al., *Poverty among Racialized Groups across Generations*, Catalogue no. 36-28-0001 (Government of Canada, 2023), <https://doi.org/10.25318/36280001202300800002-ENG>.

³⁶Natasha Beedie et al., *Towards Justice: Tackling Indigenous Child Poverty in Canada* (Canadian Centre for Policy Alternatives / Assembly of First Nations / Upstream, 2019), <https://www.policyalternatives.ca/wp-content/uploads/attachments/Towards%20Justice%20-%20English%20June%2024%202019.pdf>; Adriene Harding and Xavier St-Denis, *Low-Income Statistics for the Population Living on Reserve and in the North Using the 2016 Census*, Catalogue no. 75F0002M ISSN 1707-2840 ISBN 978-0-660-38552-5 (2021), https://publications.gc.ca/collections/collection_2021/statcan/75f0002m/75f0002m2021005-eng.pdf; André Bernard and Xuelin Zhang, *Tendances désagrégées en matière de pauvreté tirées du Recensement de la population de 2021*, Recensement en bref No 98-200-X au catalogue, numéro 2021009 (Statistique Canada, 2022).

³⁷Craig W. M. Scott et al., “Disability Considerations for Measuring Poverty in Canada Using the Market Basket Measure,” *Social Indicators Research* 163, no. 1 (2022): 389–407, <https://doi.org/10.1007/s11205-022-02900-1>.

³⁸Paul Eid, “Les inégalités «ethnoraciales» dans l’accès à l’emploi à Montréal : le poids de la discrimination,” *Recherches sociographiques* 53, no. 2 (2012): 415–50, <https://doi.org/https://doi-org.myaccess.library.utoronto.ca/10.7202/1012407ar>; Rupa Banerjee et al., “Use It or Lose It: The Problem of Labour Underutilization among Immigrant Workers in Canada,” *Industrial Relations Journal*, ahead of print, 2024, <https://doi.org/10.1111/irj.12441>; Susumu Imai et al., “From Engineer to Taxi Driver? Language Proficiency and the Occupational Skills of Immigrants,” *Canadian Journal of Economics/Revue Canadienne d’économie* 52, no. 3 (2019): 914–53, <https://doi.org/https://doi.org/10.1111/caje.12396>.

³⁹Une RMR est un «[t]erritoire formé d’une ou de plusieurs municipalités voisines les unes des autres qui sont situées autour d’un grand noyau urbain. Une région métropolitaine de recensement doit avoir une population d’au moins 100 000 habitants et le noyau urbain doit compter au moins 50 000 habitants.» Pour plus de détails, voir : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/93-600-x/2010000/definitions-fra.htm>.

⁴⁰Le Tableau 11-10-0135 provient de l’Enquête canadienne sur le revenu (ECR) et de son prédécesseur, l’Enquête sur les dynamiques du travail et du revenu (EDTR). Les tableaux 11-10-0024-01, 11-10-0025-01 et 11-10-0026-01 provient de la base de Données administratives longitudinales (DAL). L’ECR est un échantillon représentatif des adultes canadiens, mené annuellement. La DAL est une base de données longitudinales composée de 20% des personnes ayant produit une déclaration fiscale au moins une fois depuis 1982 (mise à jour annuellement). Pour être inclus dans l’échantillon analytique sur lequel les tableaux sont basés, une personne doit avoir produit une déclaration fiscale tous les ans entre 2016 et 2023, et doit avoir résidé dans la même unité géographique (par exemple, la RMR de Montréal) pour l’ensemble de la période.

⁴¹Drummondville est devenu une RMR depuis 2021 uniquement et n’est donc pas incluse dans cette liste. Gatineau fait partie de la RMR de Ottawa-Gatineau, et nous utilisons uniquement la partie québécoise de cette RMR dans nos calculs.

⁴²Les données ne sont pas disponibles pour les deux autres aires géographiques.

⁴³L’âge et le statut d’immigration (incluant la durée depuis l’arrivée) correspondent à ceux d’une personne au début de la période de huit ans. Ainsi, les chiffres pour 2023 rapportent les taux pour les huit années précédant le 31 décembre 2023, pour les personnes qui avaient de 18 à 24 ans, 25 à 64 ans, et 65 ans et plus en 2016, et le statut d’immigration en 2016. Pour les immigrants résidant au Canada avant l’obtention de leur résidence permanente, la période commence à partir de leur première déclaration fiscale, ce qui signifie que la période de huit ans peut inclure des années où une personne avait un statut temporaire.

⁴⁴Garnett Picot and Feng Hou, “The Effect of Pre-Immigration Canadian Work Experience on the Returns to Human Capital Among Immigrants,” *Journal of International Migration and Integration* 24, no. 3 (2023): 661–79, <https://doi.org/10.1007/s12134-023-01025-9>.

⁴⁵Sur l’île de Montréal, il s’agit des 32 quartiers sociologiques de la Ville de Montréal (<https://donnees.montreal.ca/dataset/quartiers-sociologiques>) ainsi que des 15 autres villes situées sur l’île (https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3VD_f.pl?Function=getVD&T-V=1346772&CVD=1346800&CPV=2466&CST=01012021&CLV=2&MLV=5). À Laval, il s’agit des six secteurs d’aménagement (<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/limites-des-secteurs-d-amenagement>).

⁴⁶Les Subdivisions de recensement de Statistique Canada, au nombre de 52.

⁴⁷Les valeurs pour les taux de pauvreté persistante dans Faubourg St-Laurent sont aberrantes, en partie à cause de la localisation du Curateur public dans ce quartier. L’adresse fiscale des personnes sous curatelle est celle du curateur public, et nos données sont basées sur ces adresses. Ce quartier est donc exclu de l’analyse et codé comme une valeur manquante puisque les données pour ce quartier sont considérées comme non fiables.

⁴⁸Pour plus de détails, voir : <https://www.statcan.gc.ca/hub-carrefour/quality-life-qualite-vie/prosperity-prosperite/housing-logement-fra.htm>.

⁴⁹Statistique Canada. Tableau 46-10-0085-01. *Besoins impérieux en matière de logement, selon le mode d’occupation, y compris le statut d’accédant à la propriété et de logement social et abordable*. DOI : <https://doi.org/10.25318/4610008501-fra>

⁵⁰La proportion de personnes faisant face à des besoins impérieux en matière de logement pour les quartiers est calculée en effectuant la moyenne des taux pour l’ensemble des aires de diffusion du quartier, pondéré par la taille de la population de référence de l’aire de diffusion utilisée pour le calcul des taux de personnes en situation de besoins impérieux. Les données sont tirées de Statistics Canada. 2022. *Census Profile*. 2021 Census. Statistics Canada Catalogue no. 98-316-X2021001. Ottawa. Released December 15, 2022. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=E>.

⁵¹Les quartiers ou municipalités dont les données sont manquantes pour l’une des deux mesures sont exclus, ainsi que le quartier de Faubourg St-Laurent, à cause de la valeur aberrante de son taux de pauvreté persistant, tel qu’expliqué ailleurs dans le rapport.

⁵²Coût du loyer déterminé selon le revenu (HLM, programme Supplément au loyer, etc.).

⁵³Un plus grand nombre de quartiers et municipalités ont des données manquantes pour la mesure de pauvreté fortement persistante (7-8 ans), expliquant le plus faible nombre de points dans cette partie de la figure.

⁵⁴Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE), *Pauvreté et exclusion sociale au Québec - État de situation 2024* (Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction de la recherche, 2024), <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/organismes-lies/cepe>.

⁵⁵Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE), *Pauvreté et exclusion sociale au Québec - État de situation 2024*.

⁵⁶Nick Falvo, "Lifting Singles Out of Deep Poverty: The Case for Increasing Social Assistance Benefits," *IRPP*, 2020, <https://irpp.org/research-studies/lifting-singles-out-of-deep-poverty-the-case-for-increasing-social-assistance-benefits/>; Dean Herd et al., "Canada's Forgotten Poor? Putting Singles Living in Deep Poverty on the Policy Radar," *IRPP*, 2020, <https://irpp.org/research-studies/canadas-forgotten-poor-putting-singles-living-in-deep-poverty-on-the-policy-radar/>.

⁵⁷Michael Baker et al., "Effects of Child Tax Benefits on Poverty and Labor Supply: Evidence from the Canada Child Benefit and Universal Child Care Benefit," *Journal of Labor Economics* 41, no. 4 (2023): 1129–82, <https://doi.org/10.1086/721379>.

⁵⁸Kourtney Koebel and Dionne Pohler, "The Impact of Canada's Working Income Tax Benefit on the Labor Supply of Low-Income Workers," *Industrial Relations: A Journal of Economy and Society* 65, no. 3 (2026): 357–77, <https://doi.org/10.1111/irel.70015>; Kourtney Koebel and Dionne Pohler, "Expanding the Canada Workers Benefit to Design a Guaranteed Basic Income," *Canadian Public Policy* 45, no. 3 (2019): 283–309, <https://doi.org/10.3138/cpp.2019-016>.

⁵⁹Voir: https://bcbasicincomepanel.ca/wp-content/uploads/2021/01/Executive_Summary_BC_Basic_Income_Panel.pdf

⁶⁰Suzie St-Cerny and Luc Godbout, *Regard sur des mesures socio-fiscales du Québec pour les familles*, Regard CFFP R2024/15 (Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, 2024), <https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/regard-sur-des-mesures-socio-fiscales-du-quebec-pour-les-familles/>.

⁶¹David Brady et al., "When Unionization Disappears: State-Level Unionization and Working Poverty in the United States," *American Sociological Review* 78, no. 5 (2013): 872–96, <https://doi.org/10.1177/0003122413501859>.

⁶²Ahmed El-Geneidy et al., "The Cost of Equity: Assessing Transit Accessibility and Social Disparity Using Total Travel Cost," *Transportation Research Part A: Policy and Practice* 91 (September 2016): 302–16, <https://doi.org/10.1016/j.tra.2016.07.003>; Robbin Deboosere and Ahmed El-Geneidy, "Evaluating Equity and Accessibility to Jobs by Public Transport across Canada," *Journal of Transport Geography* 73 (December 2018): 54–63, <https://doi.org/10.1016/j.jtrangeo.2018.10.006>; Jeff Allen and Steven Farber, *Suburbanization of Transport Poverty*, 2020, <https://doi.org/10.31235/osf.io/hkpfj>.

⁶³voir par exemple Olivier Thévenon et al., "The Economic Cost of Childhood Socio-economic Disadvantage in Canada," *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, ahead of print, May 24, 2024, <https://doi.org/10.1787/7abf1837-en>.

⁶⁴Hilary Hoynes et al., "Long-Run Impacts of Childhood Access to the Safety Net," *American Economic Review* 106, no. 4 (2016): 903–34, <https://doi.org/10.1257/aer.20130375>; Martha J. Bailey et al., "Is the Social Safety Net a Long-Term Investment? Large-Scale Evidence From the Food Stamps Program," *The Review of Economic Studies* 91, no. 3 (2024): 1291–330, <https://doi.org/10.1093/restud/rdad063>.

⁶⁵voir Michael Baker et al., *Investing in Mothers? The Long-Run Impact of a Universal Child Care Program on Maternal Work and Income*, no. w35514 (National Bureau of Economic Research, 2026), w35514, <https://doi.org/10.3386/w35514>.

⁶⁶Thévenon et al., "The Economic Cost of Childhood Socio-economic Disadvantage in Canada."

⁶⁷Xavier Leloup et al., "Rental Housing Types and Economic Wellbeing in Canada," *Housing Studies* 40, no. 9 (2025): 2058–84, <https://doi.org/10.1080/02673037.2024.2393661>.

⁶⁸Leloup et al., "Rental Housing Types and Economic Wellbeing in Canada"; Sharon I. Kirkpatrick and Valerie Tarasuk, "Adequacy of Food Spending Is Related to Housing Expenditures among Lower-Income Canadian Households," *Public Health Nutrition* 10, no. 12 (2007): 1464–73, <https://doi.org/10.1017/S136898000700081X>.

⁶⁹Lawrence M. Berger et al., "Subsidized Housing and Household Hardship Among Low-Income Single-Mother Households," *Journal of Marriage and Family* 70, no. 4 (2008): 934–49, <https://doi.org/10.1111/j.1741-3737.2008.00537.x>; Whitney Denary et al., "Rental Assistance Improves Food Security and Nutrition: An Analysis of National Survey Data," *Preventive Medicine* 169 (April 2023): 107453, <https://doi.org/10.1016/j.ypmed.2023.107453>; Véronique Flambard, "Housing Allowances: Still Struggling to Make Ends Meet," *Housing Studies* 34, no. 4 (2019): 688–714, <https://doi.org/10.1080/02673037.2018.1468420>; Bo Kyong Seo and Gum-Ryeong Park, "Food Insecurity and Housing Affordability among Low-Income Families: Does Housing Assistance Reduce Food Insecurity?," *Public Health Nutrition* 24, no. 13 (2021): 4339–45, <https://doi.org/10.1017/S1368980021001002>.

⁷⁰Canadian Alliance to End Homelessness, "5 Points for Canada to Drive Large Scale Homelessness Reductions in the Next National Housing Strategy," *CAEH*, July 8, 2026, <https://caeh.ca/5-things-canada-reduce-homelessness-next-national-housing-strategy/>; Leloup et al., "Rental Housing Types and Economic Wellbeing in Canada."

⁷¹Thomas McManus et al., *A Residual Income Approach: Rethinking the Canada Housing Benefit for Homelessness Prevention* (Blueprint, 2026).

⁷²Inez Hillel, "Holes in the Social Safety Net: Poverty, Inequality and Social Assistance in Canada," *CSLS Research Reports*, August 2020, 2020–06, <https://ideas.repec.org/p/sls/resrep/1912.html>.



09 Bibliographie

- Ades, Josefina, Philippe Apparicio, and Anne-Marie Séguin. *Is Poverty Concentration Expanding to the Suburbs? Analyzing the Intra-Metropolitan Poverty Distribution and Its Change in Montreal, Toronto and Vancouver*. 2016, 38(1/3), 23-37.
- Allen, Jeff, and Steven Farber. *Suburbanization of Transport Poverty*. 2020. <https://doi.org/10.31235/osf.io/hkpfj>.
- Bailey, Martha J., Hilary Hoynes, Maya Rossin-Slater, and Reed Walker. "Is the Social Safety Net a Long-Term Investment? Large-Scale Evidence From the Food Stamps Program." *The Review of Economic Studies* 91, no. 3 (2024): 1291–330. <https://doi.org/10.1093/restud/rdad063>.
- Baker, Michael, Jonathan Gruber, and Kevin Milligan. *Investing in Mothers? The Long-Run Impact of a Universal Child Care Program on Maternal Work and Income*. No. W35514. National Bureau of Economic Research, 2026. <https://doi.org/10.3386/w35514>.
- Baker, Michael, Derek Messacar, and Mark Stabile. "Effects of Child Tax Benefits on Poverty and Labor Supply: Evidence from the Canada Child Benefit and Universal Child Care Benefit." *Journal of Labor Economics* 41, no. 4 (2023): 1129–82. <https://doi.org/10.1086/721379>.
- Banerjee, Rupa, Danielle Lamb, and Laura Lam. "Use It or Lose It: The Problem of Labour Underutilization among Immigrant Workers in Canada." *Industrial Relations Journal*, ahead of print, 2024. <https://doi.org/10.1111/irj.12441>.
- Beedie, Natasha, David Macdonald, and Daniel Wilson. *Towards Justice: Tackling Indigenous Child Poverty in Canada*. Canadian Centre for Policy Alternatives / Assembly of First Nations / Upstream, 2019. https://www.policyalternatives.ca/wp-content/uploads/attachments/Towards%20Justice%20-%20English_June%2024%202019.pdf.
- Berg, Axel van den, Charles Plante, Hicham Raïq, Christine Proulx, and Samuel Faustmann. *Combating Poverty: Quebec's Pursuit of a Distinctive Welfare State*. University of Toronto Press, 2017. <https://www.jstor.org/stable/10.3138/j.ctv1n358gc>.
- Berger, Lawrence M., Theresa Heintze, Wendy B. Naidich, and Marcia K. Meyers. "Subsidized Housing and Household Hardship Among Low-Income Single-Mother Households." *Journal of Marriage and Family* 70, no. 4 (2008): 934–49. <https://doi.org/10.1111/j.1741-3737.2008.00537.x>.
- Bernard, André, and Xuelin Zhang. *Tendances désagrégées en matière de pauvreté tirées du Recensement de la population de 2021*. Recensement en bref No 98-200-X au catalogue, Numéro 2021009. Statistique Canada, 2022.
- Bird, Kate. "The Intergenerational Transmission of Poverty: An Overview." In *Chronic Poverty: Concepts, Causes and Policy*, edited by Andrew Shepherd and Julia Brunt. Palgrave Macmillan UK, 2013. https://doi.org/10.1057/9781137316707_4.
- Brady, David, Regina S. Baker, and Ryan Finnigan. "When Unionization Disappears: State-Level Unionization and Working Poverty in the United States." *American Sociological Review* 78, no. 5 (2013): 872–96. <https://doi.org/10.1177/0003122413501859>.
- Breau, Sébastien, Michael Shin, and Nick Burkhardt. "Pulling Apart: New Perspectives on the Spatial Dimensions of Neighbourhood Income Disparities in Canadian Cities." *Journal of Geographical Systems* 20, no. 1 (2018): 1–25. <https://doi.org/10.1007/s10109-017-0255-0>.

Canadian Alliance to End Homelessness. "5 Points for Canada to Drive Large Scale Homelessness Reductions in the Next National Housing Strategy." CAEH, July 8, 2026. <https://caeh.ca/5-things-canada-reduce-homelessness-next-national-housing-strategy/>.

Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE). *Pauvreté et exclusion sociale au Québec - État de situation 2024*. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction de la recherche, 2024. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/emploi-solidarite-sociale/organismes-lies/cepe>.

Choi, Youjin, Rachel Margolis, and Anders Holm. "The Effects of Extended Parental Benefits on Parents' Employment and Earnings in Canada." *Demography* 62, no. 3 (2025): 879–98. <https://doi.org/10.1215/00703370-11958785>.

Couturier, Eve-Lyne, and Guillaume Tremblay-Boily. *Sortir de la pauvreté dans un contexte de crise du logement*. Institut de recherche et d'information socioéconomique, 2024.

Deboosere, Robbin, and Ahmed El-Geneidy. "Evaluating Equity and Accessibility to Jobs by Public Transport across Canada." *Journal of Transport Geography* 73 (December 2018): 54–63. <https://doi.org/10.1016/j.jtrangeo.2018.10.006>.

Denary, Whitney, Andrew Fenelon, Shannon Whittaker, Denise Esserman, Kasia J. Lipska, and Danya E. Keene. "Rental Assistance Improves Food Security and Nutrition: An Analysis of National Survey Data." *Preventive Medicine* 169 (April 2023): 107453. <https://doi.org/10.1016/j.ypmed.2023.107453>.

Devin, Nancy, Burton Gustajtis, Benjamin Kow, Lucie Raymond-Brousseau, and Madeleine Steinmetz-Wood. *Méthodologie Proposée Pour La Mesure de La Pauvreté Fondée Sur Un Panier de Consommation de l'année de Base 2023*. Série de Documents de Recherche – Revenu No 75F0002M au catalogue. Statistique Canada, 2025.

Devin, Nancy, Burton Gustajtis, Benjamin Kow, Lucie Raymond-Brousseau, and Madeleine Steinmetz-Wood. *The Proposed Methodology for the 2023-Base Market Basket Measure of Poverty*. Income Research Paper Series Catalogue no. 75F0002M. 2025.

Djidel, Samir, Burton Gustajtis, Andrew Heisz, Keith Lam, Isabelle Marchand, and Sarah McDermott. *Rapport du deuxième examen approfondi de la mesure fondée sur un panier de consommation*. Série de documents de recherche – Revenu No 75F0002M au catalogue. Statistique Canada, 2020.

Eid, Paul. "Les inégalités «ethnoraciales» dans l'accès à l'emploi à Montréal : le poids de la discrimination." *Recherches sociographiques* 53, no. 2 (2012): 415–50. <https://doi.org/https://doi-org.myaccess.library.utoronto.ca/10.7202/1012407ar>.

El-Geneidy, Ahmed, David Levinson, Ehab Diab, Genevieve Boisjoly, David Verbich, and Charis Loong. "The Cost of Equity: Assessing Transit Accessibility and Social Disparity Using Total Travel Cost." *Transportation Research Part A: Policy and Practice* 91 (September 2016): 302–16. <https://doi.org/10.1016/j.tra.2016.07.003>.

Emploi et Développement social Canada. *Une Chance Pour Tous: La Première Stratégie Canadienne de Réduction de La Pauvreté*. Emploi et Développement social Canada, 2018. <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/reduction-pauvrete/rapports/strategie.html>.

Falvo, Nick. "Lifting Singles Out of Deep Poverty: The Case for Increasing Social Assistance Benefits." *IRPP*, 2020. <https://irpp.org/research-studies/lifting-singles-out-of-deep-poverty-the-case-for-increasing-social-assistance-benefits/>.

Flambard, Véronique. "Housing Allowances: Still Struggling to Make Ends Meet." *Housing Studies* 34, no. 4 (2019): 688–714. <https://doi.org/10.1080/02673037.2018.1468420>.

Griffin, Paloma, and Mohy Tabbara. *A Fine Line: Finding the Right Seniors' Poverty Measure in Canada*. Maytree, 2023.

Harding, Adriene, and Xavier St-Denis. *Low-Income Statistics for the Population Living on Reserve and in the North Using the 2016 Census*. Catalogue no. 75F0002M ISSN 1707-2840 ISBN 978-0-660-38552-5. 2021. https://publications.gc.ca/collections/collection_2021/statcan/75f0002m/75f0002m2021005-eng.pdf.

He, Ailin, Laëtitia Renée, and Nagham Sayour. *The Impact of After-School Care on Maternal Income: Evidence from Canadian Administrative Data*. No. 24-04. Research Group on Human Capital - Working Paper Series. Université du Québec à Montréal, École des sciences de la gestion (ESG UQAM), Groupe de recherche sur le capital humain (GRCH), 2024. <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/322405/1/1919616551.pdf>.

Heisz, Andrew. *Le Point Sur l'examen Approfondi de La Mesure Du Panier de Consommation*. No 75F0002M au catalogue. Statistique Canada, 2019. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/75f0002m/75f0002m2019009-eng.pdf?st=SU3Jis4t>.

Herd, Dean, Yuna Kim, and Christine Carrasco. "Canada's Forgotten Poor? Putting Singles Living in Deep Poverty on the Policy Radar." *IRPP*, 2020. <https://irpp.org/research-studies/canadas-forgotten-poor-putting-singles-living-in-deep-poverty-on-the-policy-radar/>.

Hillel, Inez. "Holes in the Social Safety Net: Poverty, Inequality and Social Assistance in Canada." *CSLS Research Reports*, August 2020, 2020–06. <https://ideas.repec.org/p/sls/res-rep/1912.html>.

Hoynes, Hilary, Diane Whitmore Schanzenbach, and Douglas Almond. "Long-Run Impacts of Childhood Access to the Safety Net." *American Economic Review* 106, no. 4 (2016): 903–34. <https://doi.org/10.1257/aer.20130375>.

Imai, Susumu, Derek Stacey, and Casey Warman. "From Engineer to Taxi Driver? Language Proficiency and the Occupational Skills of Immigrants." *Canadian Journal of Economics/Revue Canadienne d'économie* 52, no. 3 (2019): 914–53. <https://doi.org/https://doi.org/10.1111/caje.12396>.

Kirkpatrick, Sharon I., and Valerie Tarasuk. "Adequacy of Food Spending Is Related to Housing Expenditures among Lower-Income Canadian Households." *Public Health Nutrition* 10, no. 12 (2007): 1464–73. <https://doi.org/10.1017/S136898000700081X>.

Koebel, Courtney, and Dionne Pohler. "Expanding the Canada Workers Benefit to Design a Guaranteed Basic Income." *Canadian Public Policy* 45, no. 3 (2019): 283–309. <https://doi.org/10.3138/cpp.2019-016>.

Koebel, Courtney, and Dionne Pohler. "The Impact of Canada's Working Income Tax Benefit on the Labor Supply of Low-Income Workers." *Industrial Relations: A Journal of Economy and Society* 65, no. 3 (2026): 357–77. <https://doi.org/10.1111/irel.70015>.

Lacroix, Guy. "Social Policy and Income Mobility: An Interprovincial Perspective." *Canadian Public Policy* 45, no. 2 (2019): 105–28. <https://doi.org/10.3138/cpp.2019-012>.

Leloup, Xavier. *Travailleurs pauvres dans la RMR de Montréal*. Institut national de la recherche scientifique (INRS) - Urbanisation, Culture et Société, 2016.

Leloup, Xavier, Catherine Leviten-Reid, Nazeem Muhajarine, Kristen Desjarlais-deKlerk, and Laurence Simard. "Rental Housing Types and Economic Wellbeing in Canada." *Housing Studies* 40, no. 9 (2025): 2058–84. <https://doi.org/10.1080/02673037.2024.2393661>.

Lightman, Naomi, and Luann Good Gingrich. "Measuring Economic Exclusion for Racialized Minorities, Immigrants and Women in Canada: Results from 2000 and 2010." *Journal of Poverty* 22, no. 5 (2018): 398–420. <https://doi.org/10.1080/10875549.2018.1460736>.

McManus, Thomas, Karen Myers, and Max Palamar. *A Residual Income Approach: Rethinking the Canada Housing Benefit for Homelessness Prevention*. Blueprint, 2026.

Mendelson, Michael, Geranda Notten, Richard Matern, and Sofia Seer. *La pauvreté au Canada sous l'angle de la privation*. Banques alimentaires Canada, 2024. <https://foodbankscanada.ca/fr/lindice-de-privation-materielle/>.

Murphy, Brian, Xuelin Zhang, and Claude Dionne. *Revising Statistics Canada's Low Income Measure (LIM)*. Income Research Paper Series Catalogue no. 75F0002M. Statistique Canada, 2010. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/75f0002m/75f0002m2010004-eng.pdf?st=U-bscT9R>.

Najjarrezaparast, Paniz, and Krishna Pendakur. "How Did the Canada Child Benefit Affect Household Spending?" *Canadian Public Policy / Analyse de Politiques* 47, no. 4 (2021): 479–96.

OECD. *Society at a Glance 2024: OECD Social Indicators*. Society at a Glance. OECD Publishing, 2024. <https://doi.org/10.1787/918d8db3-en>.

Organization for Economic Cooperation and Development. *The OECD Approach to Measure and Monitor Income Poverty across Countries*. United Nations Economic Commission for Europe (UNECE), 2013. <https://doi.org/10.18356/9789210010795>.

Oxley, Howard, Thai Thanh Dang, and Pablo Antolín. "Poverty Dynamics in Six OECD Countries." *OECD Economic Studies*, no. 30 (2000): 7–52.

Picot, Garnett, and Feng Hou. "The Effect of Pre-Immigration Canadian Work Experience on the Returns to Human Capital Among Immigrants." *Journal of International Migration and Integration* 24, no. 3 (2023): 661–79. <https://doi.org/10.1007/s12134-023-01025-9>.

Picot, Garnett, and Yuqian Lu. *Chronic Low Income Among Immigrants in Canada and Its Communities*. Analytical Studies Branch Research Paper Series Catalogue no. 11F0019M — No. 397 ISSN 1205-9153 ISBN 978-0-660-09386-4. 2017. https://publications.gc.ca/collections/collection_2017/statcan/11f0019m/11f0019m2017397-eng.pdf.

Raiq, Hicham, and Charles Plante. "Trajectoires de pauvreté et monoparentalité : le Québec dans une perspective comparative." *Sociologie et sociétés* 45, no. 1 (2013): 67–90. <https://doi.org/10.7202/1016396ar>.

Sandor, Alina, Shaun Da Costa, and Argyrios K. Pisiotis. *Poverty Dynamics in the EU*. European Employment and Social Outlook Working Paper No. 2026/02. European Commission, 2026. https://employment-social-affairs.ec.europa.eu/poverty-dynamics-eu_en.

Savard, Frédéric. *La Persistance Du Faible Revenu Au Québec*. Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE), Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 2015. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/cepe/publications/ED_faible_revenu_2015_cepe.pdf.

Schimmele, Christoph, Feng Hou, and Max Stick. *Poverty among Racialized Groups across Generations*. Catalogue no. 36-28-0001. Government of Canada, 2023. <https://doi.org/10.25318/36280001202300800002-ENG>.

Scott, Craig W. M., Patrick Berrigan, Ronald D. Kneebone, and Jennifer D. Zwicker. "Disability Considerations for Measuring Poverty in Canada Using the Market Basket Measure." *Social Indicators Research* 163, no. 1 (2022): 389–407. <https://doi.org/10.1007/s11205-022-02900-1>.

Seo, Bo Kyong, and Gum-Ryeong Park. "Food Insecurity and Housing Affordability among Low-Income Families: Does Housing Assistance Reduce Food Insecurity?" *Public Health Nutrition* 24, no. 13 (2021): 4339–45. <https://doi.org/10.1017/S1368980021001002>.

Shepherd, A., and J. Brunt. *Chronic Poverty: Concepts, Causes and Policy*. Springer, 2013.

Statistique Canada. *Les Lignes de Faible Revenu : Leur Signification et Leur Calcul*. Série de Documents de Recherche - Revenu No 75F0002M au catalogue — No 002. Statistique Canada, 2016. https://publications.gc.ca/collections/collection_2016/statcan/75f0002m2016002-eng.pdf.

Statistique Canada. "Seul chez soi : Le nombre de personnes vivant seules est plus élevé que jamais, mais les colocataires sont le type de ménage qui connaît la plus forte croissance." *Composante du produit no 11-001-X au catalogue de Statistique Canada*, no. 11 (2022). <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/daily-quotidien/220713/dq220713a-fra.pdf?st=iBH7G-hk>.

St-Cerny, Suzie, and Luc Godbout. *Regard sur des mesures socio-fiscales du Québec pour les familles*. Regard CFFP R2024/15. Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, 2024. <https://cftp.recherche.usherbrooke.ca/regard-sur-des-mesures-socio-fiscales-du-quebec-pour-les-familles/>.

Thévenon, Olivier, Chris Clarke, and Gaëlle Simard-Duplain. "The Economic Cost of Childhood Socio-economic Disadvantage in Canada." *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, ahead of print, May 24, 2024. <https://doi.org/10.1787/7abf1837-en>.

Uppal, Sharanjit, and Travis Facette. *Who Experiences Persistent Low Income? A Study of Various Demographic Groups from 2016 to 2022*. Insights on Canadian Society Catalogue no. 75-006-X ISSN 2291-0840 ISBN 978-0-660-79477-8. 2026. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/75-006-x/2026001/article/00001-eng.pdf?st=vBkn-kSz>.

Valletta, Robert G. "The Ins and Outs of Poverty in Advanced Economies: Government Policy and Poverty Dynamics in Canada, Germany, Great Britain, and the United States." *Review of Income and Wealth* 52, no. 2 (2006): 261–84. <https://doi.org/10.1111/j.1475-4991.2006.00187.x>.

Zhang, Xuelin. *Low-Income Persistence in Canada and the Provinces*. Income Research Paper Series Catalogue no. 75F0002M ISSN 1707-2840 ISBN 978-0-660-38296-8. Statistics Canada, 2021. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/75f0002m/75f0002m2021004-eng.pdf?st=vD24AX5P>.



Centraide du Grand Montréal
493, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 1B6

